

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/003183]

## 8 FEVRIER 2024. — Décret remplaçant le Code wallon du Tourisme et portant des dispositions diverses (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup> — Remplacement du Code wallon du Tourisme Article 1<sup>er</sup>**

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions suivantes forment le Code wallon du Tourisme, partie décrétales :

« Code wallon du Tourisme - Dispositions décrétales

Livre 1<sup>er</sup>. Dispositions générales

Art. D.I.1. Pour l'application du présent Code, l'on entend par :

- 1° abri mobile : l'infrastructure de logement apportée par le touriste au sein de l'hébergement touristique;
- 2° accusé de réception : la confirmation réalisée par tout moyen de communication, revêtant une des formes arrêtées par le Gouvernement, qui permet de conférer date certaine à la réception d'une demande et d'en authentifier le destinataire;
- 3° aire de motorhome : l'espace proposant des services complémentaires adaptés à l'accueil des motor-homes dont les caractéristiques sont définies par le Gouvernement;
- 4° association de tourisme pour tous : l'association certifiée sur la base du Livre 3, Titre 3, chapitre 4;
- 5° attraction touristique : le lieu de destination constitué d'un ensemble d'activités et de services intégrés clairement identifiables au sein d'une infrastructure pérenne, exploité de façon régulière comme pôle d'intérêt naturel, culturel ou récréatif et aménagé dans le but d'accueillir les touristes, sans réservation obligatoire;  
Ne constituent pas une attraction touristique, les activités foraines, les lieux offrant une simple location de matériel, les paysages, les villes, les sites librement accessibles et les lieux uniquement destinés à la pratique sportive, à l'organisation de spectacles, d'événements culturels, sportifs ou festifs;
- 6° balisage : la pose, à intervalles réguliers, de balises indiquant le cheminement d'un itinéraire permanent;
- 7° balise : l'élément constitutif du balisage composé d'un signe normalisé ou de tout autre élément défini par le Gouvernement, apposé sur le fond qui lui est spécifique et pour lequel un système d'implantation est réglementé;
- 8° bâtiment : l'espace construit ou aménagé, couvert, qui est accessible aux personnes, entouré totalement ou partiellement de parois;
- 9° cahier des normes : l'ensemble des normes techniques en matière d'itinérance;
- 10° capacité maximale : le nombre de personnes pour lequel un hébergement touristique est conçu et proposé en location, y compris les personnes qui peuvent être hébergées au moyen de lits d'appoint;
- 11° centre de tourisme pour tous : l'hébergement touristique, autonome ou affilié à une association de tourisme pour tous, certifié sur la base du Livre 3, Titre 3, chapitre 4;
- 12° Code de la fonction publique : l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, en sa version en vigueur, ainsi que toute modification ou remplacement ultérieurs de cet arrêté;
- 13° Directeur général au Tourisme : le fonctionnaire général dirigeant de Tourisme Wallonie;
- 14° Directeur général adjoint au Tourisme : le fonctionnaire général dirigeant adjoint de Tourisme Wallonie;
- 15° équipement touristique : l'investissement réalisé à l'initiative des pouvoirs subordonnés ou des associations, destiné à augmenter l'attractivité touristique d'un territoire;
- 16° endroit de camp : l'hébergement touristique mis en location ou mis à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse reconnu par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout État membre de l'Union européenne;
- 17° engagement juridique : l'engagement juridique tel que visé à l'article 2, 12°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;
- 18° envoi certifié : l'envoi réalisé par tout moyen de communication, revêtant une des formes arrêtées par le Gouvernement, qui permet de conférer date certaine à l'envoi, d'en authentifier l'émetteur, l'intégrité du message et le consentement de son auteur;
- 19° envoi simple : l'envoi pouvant prendre la forme d'un courrier postal simple, d'un courrier électronique ou toute autre forme définie par le Gouvernement;
- 20° exploitant : la personne physique ou morale qui recueille les revenus de l'exploitation touristique et des services éventuels qui y sont liés;
- 21° exploitation : l'ensemble des activités et des opérations menées pour fournir des services touristiques et, le cas échéant, des services connexes;
- 22° gestionnaire : la personne physique ou morale qui s'occupe de la gestion au quotidien de l'exploitation. Si le gestionnaire est une personne différente de l'exploitant, il est lié par contrat avec celui-ci;
- 23° Gouvernement : le Gouvernement wallon;
- 24° hébergement touristique : le bâtiment, la partie de bâtiment ou le terrain constitués d'unités d'hébergements mises à disposition de touristes principalement pour y séjourner au moins une nuit, à titre onéreux, de façon régulière ou occasionnelle;

- 25° ingénierie touristique : l'ensemble des activités de conseil et d'assistance technique qui aident à définir les meilleures pratiques à la mise en valeur d'un patrimoine, d'un territoire, d'une ville, d'un lieu, ou d'un équipement touristique dans le but d'en accroître l'attractivité;
- 26° itinéraire permanent : le cheminement à vocation touristique conçu pour une durée supérieure à dix jours, indiqué par des balises et destiné exclusivement au trafic non motorisé;
- 27° massif forestier : les territoires boisés dont les périmètres sont fixés par le Gouvernement aux fins de valorisation touristique sur proposition de Tourisme Wallonie;
- 28° membre du personnel : l'agent, le stagiaire ou la personne engagée par contrat de travail et affectée à l'organigramme de Tourisme Wallonie;
- 29° Ministre : le Ministre qui dispose de la compétence du tourisme dans ses attributions;
- 30° mobilhome : la caravane qui ne peut pas être tractée sur la voie publique sans autorisation spéciale préalable, aisément tractable et dont l'enlèvement ne nécessite aucun démontage ni démolition;
- 31° motor-home : le véhicule motorisé, équipé spécialement pour se loger tout en voyageant;
- 32° normes de base : les dispositions fédérales en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire;
- 33° normes de sécurité spécifiques : les normes de sécurité en matière de protection contre l'incendie, spécifiques aux hébergements touristiques;
- 34° opérateur : la personne physique ou morale, du secteur public ou du secteur privé, qui exerce une mission ou une activité professionnelle qui présente un lien direct ou indirect avec le secteur du tourisme;
- 35° organisme touristique : la fédération provinciale du tourisme, la maison du tourisme ou l'office du tourisme, certifié par Tourisme Wallonie;
- 36° partie de bâtiment : en ce qui concerne les hébergements touristiques, la partie de construction qui constitue un espace couvert accessible aux personnes, qui dispose d'une entrée indépendante qui donne vers l'extérieur, dont les parois ont une résistance au feu d'une heure et dont les ouvertures intérieures sont fermées par des éléments résistants au feu une demi-heure. L'exigence d'une entrée indépendante donnant vers l'extérieur ne s'applique pas aux parties de bâtiment accueillant les chambres d'une maison d'hôtes si l'addition de leur capacité maximale est inférieure à dix personnes;
- 37° plateforme transactionnelle : l'application informatique proposant à ses utilisateurs un ensemble de services ou de fonctionnalités leur permettant d'effectuer des transactions ou plus généralement d'interagir avec celui qui met à disposition la plateforme ou le cas échéant d'interagir entre eux;
- 38° pôle d'intérêt culturel : le centre d'activités axées principalement sur le patrimoine, les arts, l'histoire, les sciences ou les techniques;
- 39° pôle d'intérêt naturel : le centre d'activités axées principalement sur la nature ou l'environnement;
- 40° pôle d'intérêt récréatif : le centre d'activités axées principalement sur les activités ludiques ou de loisirs actifs;
- 41° produit d'itinérance permanent : le produit touristique composé de l'itinéraire permanent et des équipements touristiques aménagés sur son tracé en lien fonctionnel avec l'itinéraire, en ce compris le balisage;
- 42° Région : la Région wallonne;
- 43° réseau point noeud : le réseau constitué d'un maillage de noeuds où chaque intersection porte un numéro permettant au touriste d'établir son parcours en fonction de la longueur souhaitée, en boucle ou en ligne;
- 44° signe normalisé : la forme géométrique qui est placée sur une balise qui spécifie la catégorie d'usagers et les caractéristiques de l'itinéraire permanent, définie par le Gouvernement;
- 45° situation de crise : une crise telle que définie à l'article 1, 2°, du décret du 13 juillet 2023 relatif à la gestion des risques et des crises par la Région wallonne;
- 46° tourisme pour tous : les activités touristiques, les séjours, les produits et les services touristiques proposés au plus grand nombre visant à promouvoir un tourisme pour tous, solidaire, inclusif et durable afin de lever les freins économiques, culturels, éducatifs, physiques ou sociaux vécus par certaines personnes;
- 47° touriste : la personne qui, pour les loisirs, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination touristique et séjourne une nuit ou plus hors de sa résidence habituelle, ou la personne qui, pour les loisirs, la détente ou les affaires, se rend dans un lieu de destination touristique et effectue les déplacements nécessaires entre sa résidence habituelle et le lieu de destination en une seule journée;
- 48° unité d'hébergement : l'objet du contrat de location touristique au sein d'un hébergement touristique, telle qu'une chambre dans un hôtel, dans une maison d'hôtes, telle qu'une unité de séjour dans un village de vacances ou tel qu'un emplacement, nu ou pourvu d'une infrastructure, dans un camping touristique;
- 49° loi du 16 juillet 1973 : la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Art. D.I.2. Pour l'application du présent Code, le jour de l'envoi ou de la réception qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans ce délai.

Le jour de l'échéance d'un délai est compris dans celui-ci; toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable suivant.

Le Gouvernement peut fixer des règles spécifiques à la computation des délais liées à un mode de fonctionnement digital.

Art. D.I.3. Hormis dans les cas où le présent Code impose expressément le mode d'envoi certifié, l'expéditeur conserve la faculté de recourir à l'envoi simple tel que défini à l'article D.I.1, 19°.

## Livres 2. L'organisation du tourisme

TITRE 1<sup>er</sup>. — *Tourisme Wallonie*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. D.II.1. Il est créé un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique dénommé Tourisme Wallonie.

Nul ne peut faire usage de la dénomination visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou d'un autre terme, traduction ou graphie qui est susceptible de créer la confusion.

Le siège de Tourisme Wallonie est établi à Namur.

CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. D.II.2. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie est en charge de l'exécution générale de la politique du Gouvernement en matière de tourisme.

À cette fin, l'organisme remplit les missions suivantes :

- 1° il assure la gestion générale des subventions en matière de tourisme dans le cadre des politiques adoptées par le Gouvernement;
- 2° il présente au Gouvernement toute proposition destinée à permettre le développement d'un tourisme de qualité, socialement, économiquement et environnementalement responsable;
- 3° il exécute les actions spécifiques que lui confie le Gouvernement en rapport avec ses missions;
- 4° il développe tout outil, réalise toute activité et accomplit tout acte lui permettant, de manière directe ou indirecte, d'accomplir l'ensemble de ses missions.

§ 2. Plus spécifiquement, Tourisme Wallonie initie, soutient et organise le développement de stratégies touristiques durables, intégrées et collaboratives, et incite et encourage l'ingénierie touristique.

À cette fin, l'organisme remplit les missions spécifiques suivantes :

- 1° il collecte, analyse et diffuse les données relatives à la politique touristique;
- 2° il assure la veille et l'analyse statistique permettant l'objectivation des choix stratégiques à mettre en oeuvre en matière de politique touristique;
- 3° il organise une gouvernance collaborative avec VISITWallonia et les organismes touristiques et stimule leur implication et leur contribution;
- 4° il supervise les missions des organismes touristiques et en assure la coordination;
- 5° il développe toute forme de collaboration avec des partenaires publics ou privés en rapport avec ses missions;
- 6° il développe et met en oeuvre avec VISITWallonia une stratégie digitale fédérant tous les opérateurs du tourisme autour d'une même plateforme transactionnelle.

L'organisme assure également la régulation de l'offre touristique. À cette fin, Tourisme Wallonie :

- 1° gère et instruit les demandes d'enregistrement, de certification et de classement sollicitées par les opérateurs touristiques, ainsi que les recours administratifs internes selon les modalités visées par le présent Code;
- 2° gère et instruit les demandes de subventionnement sollicitées par les opérateurs, ainsi que les appels à projets liés au subventionnement, et impose les suretés et garanties y relatives;
- 3° poursuit le recouvrement des sommes indûment payées aux opérateurs;
- 4° recherche, constate et poursuit les infractions en matière touristique;
- 5° inflige les sanctions administratives ou demande les mesures de restitution civile et toute autre mesure afférente à des sanctions pénales devant les juridictions correctionnelles en matière touristique.

L'organisme conseille, accompagne et professionnalise le secteur touristique. À cette fin, Tourisme Wallonie :

- 1° crée, diffuse et gère des supports digitaux à destination des opérateurs touristiques;
- 2° accompagne les opérateurs de formation dans le développement de politiques de formation et met en oeuvre des actions pédagogiques d'amélioration continue à destination des opérateurs;
- 3° assure la coordination de la mise en oeuvre de politiques de labellisation touristique en ce compris, le cas échéant, le respect des cahiers des charges, chartes ou règlements y afférents.

L'organisme gère également les infrastructures touristiques dont il est propriétaire.

Art. D.II.3. Tourisme Wallonie adresse au Gouvernement un rapport de ses activités durant l'exercice écoulé au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'exercice considéré.

Le Gouvernement transmet le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> au Parlement dans les soixante jours de sa réception.

CHAPITRE 3. — *Fonctionnement*Section 1<sup>re</sup>. — Directeur général au Tourisme et Directeur général adjoint au Tourisme

Art. D.II.4. Le Directeur général au Tourisme est désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant le Code de la fonction publique wallonne.

Sauf exception prévue par le Gouvernement en application de l'article D.II.5, § 2, du présent Code ou de l'article 2 du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, conformément aux articles 10, § 3, alinéa 2, et 339, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, le Directeur général adjoint et, le cas échéant, les autres fonctionnaires généraux de rang A3, sont désignés par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Titre II du Livre II du Code de la fonction publique wallonne.

## Section 2. — Gestion journalière, délégations et cadre organique

Art. D.II.5. § 1<sup>er</sup>. La gestion journalière de Tourisme Wallonie est assurée par le Directeur général au Tourisme ou, par le Directeur général adjoint au Tourisme sur délégation expresse ou en cas d'absence ou d'incapacité du Directeur général au Tourisme.

Le Gouvernement arrête les délégations de pouvoir et de signature accordées au Directeur général au Tourisme et, sur délégation expresse ou en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci, au Directeur général adjoint au Tourisme.

Dans les limites et conditions qu'il détermine, le Gouvernement peut autoriser le Directeur général au Tourisme et le Directeur général adjoint au Tourisme à subdéléguer une partie des pouvoirs et d'autorisations de signature qui leur sont conférés à un Directeur, au responsable de la Direction concernée ou à tout agent de niveau A, dans les mêmes conditions.

Sur délégation expresse du Directeur général adjoint au Tourisme ou en cas d'absence ou d'incapacité de celui-ci, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions décrétales contraires, attribuées à un Directeur, au responsable de la Direction concernée ou, le cas échéant, à tout agent de niveau A, dans les mêmes conditions.

§ 2. Le Gouvernement arrête le cadre organique de Tourisme Wallonie.

#### CHAPITRE 4. — *Gestion financière*

Art. D.II.6. Les ressources financières de Tourisme Wallonie sont les suivantes :

- 1° une dotation annuelle accordée par la Région;
- 2° les crédits alloués afin de couvrir les frais relatifs à des missions particulières qui lui sont confiées par le Gouvernement ou d'autres personnes morales de droit public;
- 3° les crédits alloués dans le cadre des interventions cofinancées par les fonds européens;
- 4° le produit de toute opération mobilière ou immobilière;
- 5° les libéralités de toute nature;
- 6° les revenus de parrainage, de coproduction ou de cofinancement;
- 7° les recettes liées à ses activités;
- 8° les soldes non utilisés des exercices antérieurs et le bénéfice net dans les limites fixées par le Gouvernement;
- 9° les recettes liées aux infractions et sanctions.

### TITRE 2. — *VISITWallonia*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

Art. D.II.7. Une association sans but lucratif est constituée sous la dénomination « VISITWallonia », conformément au Code des sociétés et des associations du 23 mars 2019, et sans préjudice des dispositions dérogatoires du présent Code, à laquelle sont confiées des missions définies au chapitre 2.

VISITWallonia est en charge de la promotion et du marketing de la destination Wallonie, tant en Belgique qu'à l'international.

Nul ne peut faire usage de la dénomination visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ou d'un autre terme, traduction ou graphie qui est susceptible de créer la confusion.

Art. D.II.8. VISITWallonia peut recevoir des libéralités et peut participer à toute opération généralement quelconque, transferts d'éléments ou transferts universels ou partiels de patrimoine, qui lui permettent de réaliser son objet social.

#### CHAPITRE 2. — *Missions*

Art. D.II.9. § 1<sup>er</sup>. VISITWallonia exerce les missions qui lui sont confiées par le présent Titre, et dans le respect des conditions spéciales établies par le contrat de gestion visé au chapitre 4.

§ 2. VISITWallonia a pour missions :

- 1° de définir la stratégie marketing de la destination touristique, en ce compris l'image touristique de la Région, sur le territoire de la Région de langue française;
- 2° de positionner et déployer la marque de la destination et son contenu promotionnel; déployer la marque de destination touristique VISITWallonia.be et ses dérivés, tant sur le marché intérieur qu'à l'international;
- 3° de structurer l'offre touristique tant de loisirs que d'affaires en région de langue française en veillant à l'organisation de celle-ci par la création de produits touristiques le cas échéant en collaboration avec tout autre opérateur concerné en matière de tourisme;
- 4° définir une stratégie de communication spécifique selon les marchés et les publics cibles;
- 5° d'élaborer et mettre en oeuvre un plan d'actions régional, national et international, mettant en valeur la destination Wallonie en collaboration avec Tourisme Wallonie et les organismes touristiques;
- 6° de mettre en place des partenariats avec les opérateurs en ce compris les organismes touristiques afin d'amplifier la communication et les moyens et de conférer une image touristique cohérente de la destination;
- 7° de concevoir et réaliser des outils de communication multilingue sur tout type de supports, pour promouvoir l'offre touristique wallonne tant de loisirs que d'affaires;
- 8° de prospecter les marchés prioritaires et d'opportunités, afin d'accroître le nombre de touristes en Wallonie;
- 9° d'installer et gérer des représentations touristiques, situées sur et en de- hors du territoire de la Région de langue française, chargées de la mise en oeuvre de la promotion de la destination;
- 10° de développer la commercialisation de la destination, principalement au travers de l'e-commerce;
- 11° de développer et gérer les outils de marketing et de communication en lien avec ses missions, en collaboration avec Tourisme Wallonie et les autres opérateurs.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, l'utilisation de la marque VISITWallonia.be par tout opérateur se fait en concertation avec VISITWallonia.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, des actions de promotion peuvent être envisagées en collaboration avec tout autre opérateur concerné en la matière.

Le Gouvernement peut préciser les missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. VISITWallonia dispose des résultats et des analyses réalisées par Tourisme Wallonie visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 2, 1°, pour l'accomplissement de ses missions.

VISITWallonia communique les informations et les résultats d'actions de marketing ou de communication à Tourisme Wallonie pour l'accomplissement de ses missions.

Le Gouvernement définit les modalités de communication des analyses et données visées aux alinéas 5 et 6.

CHAPITRE 3. — *Structure et gouvernance de VISITWallonia**Section 1<sup>re</sup>. — Organes de VISITWallonia*

Art. D.II.10. § 1<sup>er</sup>. Il est institué au sein de VISITWallonia :

- 1° une Assemblée générale;
- 2° un organe d'administration;
- 3° un Bureau;
- 4° un Directeur général.

§ 2. L'organe d'administration peut créer des organes consultatifs supplémentaires.

§ 3. L'association est composée uniquement de membres effectifs. Le nombre minimum des membres effectifs ne peut pas être inférieur à vingt-et-un.

En tout temps, et sur la base d'une répartition établie en appliquant le mode de calcul des articles 167 et 168 du Code électoral, le Gouvernement désigne dix membres. L'organe d'administration de l'Agence du tourisme des Cantons de l'Est en désigne un.

Les communes, les intercommunales, les organismes touristiques et les provinces, situées sur le territoire de la Région de langue française, ainsi que toutes entreprises et associations dont l'activité est de nature exclusivement ou partiellement, directement ou indirectement touristique, peuvent être admises comme membres de l'association sur décision de l'organe d'administration pour autant qu'ils contribuent à développer le tourisme en Wallonie.

La demande d'admission d'un candidat membre est communiquée au président de l'organe d'administration.

Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en communiquant leur démission au président de l'organe d'administration.

*Section 2. — Assemblée générale*

Art. D.II.11. § 1<sup>er</sup>. L'Assemblée générale a les compétences qui lui sont attribuées par le Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre du contrat de gestion qui lie l'association à la Région, l'Assemblée générale détermine la politique générale de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi, ses statuts, par ou en vertu du présent Code.

§ 2. L'Assemblée générale est convoquée par l'organe d'administration.

§ 3. L'Assemblée générale est composée de tous les membres de l'association. Elle est présidée par le président de l'organe d'administration.

*Section 3. — Organe d'administration*

Art. D.II.12. VISITWallonia est administrée par un organe composé de maximum dix-huit personnes dont :

- 1° neuf administrateurs proposés par les membres désignés par le Gouvernement;
- 2° un administrateur proposé par l'organe d'administration de l'Agence du tourisme des Cantons de l'Est;
- 3° deux administrateurs proposés par les organismes touristiques;
- 4° six administrateurs, qui exercent leur principale activité touristique en Wallonie, proposés par les opérateurs touristiques privés membres de l'association.

Les personnes suivantes ne peuvent pas être désignées comme administrateur :

- 1° un membre du Gouvernement de l'État fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;
- 2° un membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;
- 3° un gouverneur de province, un député provincial ou un Directeur général provincial;
- 4° un employé du personnel de VISITWallonia;
- 5° un conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres incompatibilités avec la fonction d'administrateur de VISITWallonia.

Art. D.II.13. Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale pour cinq ans, et sont en tout temps révocables par elle. En cas de vacance au cours d'un mandat, l'administrateur remplaçant nommé par l'Assemblée générale pour y pourvoir achève le mandat de celui qu'il remplace dans le respect du prescrit de l'article D.II.12.

Tant que l'Assemblée générale n'a pas procédé au renouvellement de l'organe d'administration au terme du mandat des administrateurs, ceux-ci continuent d'exercer leur mission en attendant la décision de l'Assemblée générale.

Art. D.II.14. Sur la proposition conjointe des administrateurs visés à l'article D.II.12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, l'organe d'administration désigne son président parmi les personnes visées à l'article D.II.12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

La désignation du président par l'organe d'administration fait l'objet d'une approbation par le Gouvernement.

Sur proposition conjointe des administrateurs visés à l'article D.II.12, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, l'organe d'administration désigne son vice-président parmi les personnes visées à l'article D.II.12, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

En cas d'empêchement du président, les fonctions du président sont assumées par le vice-président, puis par le plus ancien des administrateurs au sein de la structure présent.

En cas de parité des voix, la voix du président, ou celle de son remplaçant, est prépondérante.

Les personnes suivantes assistent de droit, avec voix consultative, aux réunions de l'organe d'administration :

- 1° le Directeur général de VISITWallonia;
- 2° le Directeur Général au Tourisme;
- 3° le Commissaire du Gouvernement.

*Section 4. — Bureau*

Art. D.II.15. Le Bureau est composé du président, du vice-président et d'un troisième membre avec voix délibérative désigné par l'organe d'administration et repris à l'article D.II.12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>.

L'organe d'administration fixe les pouvoirs du Bureau.

Sont membres du Bureau avec voix consultative, le Directeur général de VISITWallonia, le Directeur général au Tourisme et le Commissaire du Gouvernement.

*Section 5. — Directeur général*

Art. D.II.16. Le Directeur général est chargé de la gestion journalière et de l'exécution des décisions de l'organe d'administration de l'association.

*CHAPITRE 4. — Contrat de gestion*

Art. D.II.17. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement et VISITWallonia concluent un contrat de gestion qui fixe les règles et conditions particulières dans lesquelles VISITWallonia exerce ses missions et définit ses priorités.

§ 2. Le contrat de gestion contient :

- 1<sup>o</sup> les tâches que VISITWallonia assume en vue de l'exécution de ses missions de service public;
- 2<sup>o</sup> des règles de conduite vis-à-vis des bénéficiaires de services;
- 3<sup>o</sup> un rappel des règles relatives aux organismes de type 3 visés au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes et leur mise en oeuvre;
- 4<sup>o</sup> le montant des subventions accordées et leur destination;
- 5<sup>o</sup> les modalités de liquidation des subventions de fonctionnement et des subventions pour les actions de promotions spécifiques, y compris les actions de partenariats;
- 6<sup>o</sup> les modalités de financement des missions visées à l'article D.II.9;
- 7<sup>o</sup> les conditions de contrôle, d'évaluation et de révision du contrat;
- 8<sup>o</sup> l'organigramme de VISITWallonia;
- 9<sup>o</sup> la manière dont les intérêts financiers de la Région sont garantis.

§ 3. Le contrat de gestion est conclu pour une durée de cinq ans.

Il demeure toutefois en vigueur jusqu'au moment où un autre contrat de gestion lui est substitué.

Il est communiqué pour information au Parlement de la Région dès son approbation par le Gouvernement et VISITWallonia.

*CHAPITRE 5. — Moyens de VISITWallonia*

Art. D.II.18. Les moyens financiers dont dispose VISITWallonia sont les suivants :

- 1<sup>o</sup> une subvention de la Région comprenant le budget de fonctionnement et le budget de la promotion;
- 2<sup>o</sup> la cotisation spéciale de l'Agence du tourisme des Cantons de l'Est telle que définie à l'article 8 de l'accord de coopération du 26 novembre 1998 entre la Région et la Communauté germanophone;
- 3<sup>o</sup> les cotisations annuelles des membres;
- 4<sup>o</sup> les contributions annuelles des membres issues des partenariats public-privé, ainsi que la contrepartie de prestations effectuées par l'association liées au marketing ou à la promotion au service des membres;
- 5<sup>o</sup> les produits commerciaux;
- 6<sup>o</sup> les libéralités de toute nature et recettes issues de partenariat public ou privé;
- 7<sup>o</sup> des subsides et revenus occasionnels;
- 8<sup>o</sup> des emprunts contractés, préalablement approuvés par le Gouvernement.

*CHAPITRE 6. — Contrôle de VISITWallonia*

Art. D.II.19. VISITWallonia est soumis au contrôle du Gouvernement, qui s'exerce par l'intervention d'un Commissaire qu'il nomme, sur présentation du Ministre qui a le Tourisme dans ses attributions.

*CHAPITRE 7. — Dissolution et statuts*

Art. D.II.20. La dissolution de VISITWallonia peut uniquement être prononcée en vertu d'un décret qui règle le mode et les conditions de liquidation.

Art. D.II.21. Les dispositions des statuts de VISITWallonia cessent de produire leurs effets dans la mesure où elles s'avèrent contraires aux dispositions du présent décret.

*TITRE 3. — Conseil du tourisme*

Art. D.II.22. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil du Tourisme est composé :

- 1<sup>o</sup> d'un membre de chacun des comités techniques;
- 2<sup>o</sup> parmi les personnes réputées pour leurs compétences acquises dans l'exercice d'activités régulières, présentes ou passées, dans des secteurs transversaux ayant des implications sur le secteur du tourisme :
  - a) d'un représentant de la formation professionnelle en matière de tourisme;
  - b) d'un représentant du domaine du numérique;
  - c) d'un représentant d'une thématique particulière mise en avant par le Gouvernement;
- 3<sup>o</sup> d'un représentant des guides touristiques;
- 4<sup>o</sup> de trois représentants des organisations représentatives des travailleurs et trois représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 5<sup>o</sup> d'un représentant des associations environnementales;
- 6<sup>o</sup> d'un représentant de VISITWallonia, avec voix consultative;
- 7<sup>o</sup> d'un représentant de Tourisme Wallonie, avec voix consultative. Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, ces représentants sont désignés, par le Gouvernement, sur proposition de ces comités.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, ces représentants sont désignés par le Gouvernement selon les modalités fixées par lui.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, ces représentants sont désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, ce représentant est désigné par le Gouvernement sur proposition de VISITWallonia.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, ce représentant est désigné par le Gouvernement sur proposition de Tourisme Wallonie.

§ 2. Le Président et le Vice-président sont désignés par le Gouvernement, sur proposition du Conseil du Tourisme, parmi les membres effectifs visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>. Le Président et le Vice-Président ne sont pas issus d'un même secteur.

§ 3. Le siège du Conseil du Tourisme est établi au Conseil Économique, Social et Environnemental de Wallonie et ce dernier en assure le secrétariat.

Art. D.II.23. Le Gouvernement demande l'avis du Conseil du Tourisme sur tout avant-projet de décret et projet d'arrêté réglementaire relatif à la matière du tourisme.

Le Conseil du Tourisme donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, des avis sur la politique touristique en général et sur toute proposition de décret relatif à la matière du tourisme qui serait déposée au Parlement.

#### TITRE 4. — *Comités techniques*

Art. D.II.24. § 1<sup>er</sup>. Les comités techniques sont composés comme suit :

1<sup>o</sup> le comité technique des organismes touristiques.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, par appel au sein des organismes touristiques certifiés. Le comité est composé au minimum d'un représentant des fédérations provinciales du tourisme, de trois représentants des maisons du tourisme, et de quatre représentants des offices du tourisme, choisis afin d'assurer une représentation géographique équilibrée, dans le respect des articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973;

2<sup>o</sup> le comité technique des attractions touristiques.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, au regard des politiques et dynamiques touristiques menées par le Gouvernement, par appel public aux associations représentatives et aux exploitants d'attraction certifiées;

3<sup>o</sup> le comité technique des hôtels de tourisme.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, par appel public aux associations représentatives et aux exploitants d'hôtels touristiques certifiés;

4<sup>o</sup> le comité technique des campings touristiques et des villages de vacances.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, par appel public aux associations représentatives et aux exploitants de campings touristiques et villages de vacances certifiés;

5<sup>o</sup> le comité technique des meublés de tourisme et maisons d'hôtes.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, par appel public aux associations représentatives et aux exploitants de meublés de tourisme et de maisons d'hôtes certifiés;

6<sup>o</sup> le comité technique du tourisme pour tous.

Le Gouvernement désigne les membres de ce comité technique, par appel public aux associations de tourisme pour tous et aux représentants de tout opérateur engagé dans la mise en oeuvre de la charte du tourisme pour tous telle que définie à l'article D.III.49, dans le respect des articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

§ 2. Le Gouvernement peut créer d'autres comités techniques, dont il détermine la composition et les compétences.

Art. D.II.25. Le Président et le Vice-président inclus, chaque comité technique est composé au minimum de six membres et au maximum de douze membres. Chaque membre effectif a un suppléant.

Le Gouvernement désigne, le Président et le Vice-président sur proposition de chaque comité technique. Pour ce faire, lors de sa première réunion, chaque comité technique propose pour chaque fonction deux candidats effectifs et deux candidats suppléants.

Le renouvellement des membres s'effectue selon la même procédure.

Les présidents des comités techniques sont autorisés à convoquer des tiers en qualité d'experts aux réunions qu'ils président ainsi qu'au sein de groupes de travail temporaires.

Le Gouvernement fixe les conditions de remboursement des frais de déplacement des membres des comités techniques.

Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités de désignation des membres des comités techniques

Art. D.II.26. Les comités techniques ont pour mission de donner des avis, soit d'initiative, soit à la demande expresse du président du Conseil du Tourisme, de Tourisme Wallonie, du Gouvernement wallon ou du Ministre, sur des questions spécifiques relatives à la politique touristique à mener dans le domaine qui relève strictement de leur compétence.

Livre 3. Enregistrement, certification, autorisation, labellisation et classement

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — *Organismes touristiques*

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *. Principe, contenu et effets de la certification*

Art. D.III.1. Nul ne peut faire usage des dénominations « fédération provinciale du tourisme », « maison du tourisme » et « office du tourisme » ou d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer une confusion, sans avoir été certifié en cette qualité conformément au présent Titre.

Tourisme Wallonie attribue un numéro unique de certification à l'organisme touristique.

##### CHAPITRE 2. — *Conditions de certification et de son maintien*

###### Section 1<sup>re</sup>. — *Fédérations provinciales du tourisme*

Art. D.III.2. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement certifie comme fédération provinciale du tourisme toute association sans but lucratif ou tout service d'une administration provinciale qui remplit les conditions suivantes :

- 1<sup>o</sup> avoir pour objet le développement du tourisme sur le territoire visé au 2<sup>o</sup>, en vue de répondre aux missions visées à l'article D.III.3;
- 2<sup>o</sup> avoir pour ressort le territoire d'une province, sans préjudice de toute collaboration avec d'autres fédérations provinciales ou avec des maisons du tourisme situées en tout ou en partie en dehors du territoire provincial;
- 3<sup>o</sup> respecter les conditions visées au paragraphe 2, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>;

4° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

Tourisme Wallonie peut solliciter la production des statuts de l'association visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le maintien de la certification comme fédération provinciale du tourisme est subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° maintenir les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 3°;
- 2° inscrire son action dans le cadre de la politique générale du Gouvernement en matière de tourisme;
- 3° poursuivre les missions visées à l'article D.III.3;
- 4° collaborer avec Tourisme Wallonie, VISITWallonia et les maisons du tourisme de tout ou partie de son ressort, en ce compris les maisons du tourisme relevant pour partie d'une autre fédération provinciale du tourisme, en vue de la poursuite des missions visées au 3°;
- 5° ne pas empiéter sur le territoire d'une autre fédération provinciale du tourisme, sans préjudice de toute collaboration avec d'autres fédérations provinciales ou avec des maisons du tourisme situées en tout ou en partie en dehors du territoire provincial;
- 6° respecter les obligations et les prescrits administratifs arrêtés par ou en vertu du présent Code;
- 7° informer Tourisme Wallonie, dans les trois mois qui suivent, de toute modification en lien avec la certification, dont tout changement dans l'organisation, la structure et le statut de l'association.

Art. D.III.3. § 1<sup>er</sup>. Les fédérations provinciales du tourisme réalisent les missions suivantes :

- 1° en matière de coordination :
  - a) elles participent à la gouvernance mise en place par Tourisme Wallonie et VISITWallonia;
  - b) elles mettent en place une coordination avec les autres fédérations provinciales du tourisme;
  - c) elles contribuent à l'ingénierie touristique régionale de manière coordonnée avec les opérateurs concernés;
- 2° en matière d'accompagnement et de soutien aux opérateurs touristiques :
  - a) en collaboration avec Tourisme Wallonie, VISITWallonia et les maisons du tourisme concernées, elles accompagnent la professionnalisation des opérateurs touristiques du ressort;
  - b) elles accompagnent les maisons du tourisme dans leurs actions à leurs demandes;
- 3° en matière d'itinéraires touristiques, elles développent, valorisent, vérifient et entretiennent les réseaux points noeuds.

Les fédérations provinciales du tourisme peuvent également prendre en charge la commercialisation des produits touristiques pour le tourisme d'affaires et le tourisme de groupes.

L'exécution des missions des fédérations provinciales du tourisme s'effectue sous la supervision de Tourisme Wallonie.

§ 2. En l'absence de fédération touristique provinciale certifiée, les missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être exercées par une ou plusieurs maisons du tourisme relevant du ressort du territoire de la province concernée. Les maisons du tourisme concluent une convention de partenariat. Leurs missions sont exercées dans les limites définies par cette convention.

Le Gouvernement définit le contenu des conventions de partenariat et en fixe les modalités de conclusion.

#### *Section 2. — Maisons du tourisme*

Art. D.III.4. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement certifie comme maison du tourisme toute association qui en fait la demande et lorsqu'elle remplit les conditions suivantes :

- 1° elle est constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, dont peuvent être membres, par dérogation au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les communes ainsi que, le cas échéant, les offices du tourisme du ressort territorial concerné ou d'autres personnes, physiques ou morales, actives dans le secteur touristique du ressort;
- 2° elle a pour objet le développement et la promotion du tourisme d'un territoire visé au 3°, en vue de répondre aux missions visées à l'article D.III.6;
- 3° elle a pour ressort un territoire cohérent sur le plan touristique et qui correspond aux délimitations territoriales d'au moins quatre communes qui ne relèvent pas déjà du ressort territorial d'une autre maison du tourisme, sauf dérogation du Gouvernement wallon quant au nombre de communes;
- 4° elle conclut avec la Région un contrat-programme portant sur une période de trois ans, par lequel elle accomplit les missions visées à l'article D.III.6, et spécifiant :
  - a) le ressort territorial de la maison du tourisme;
  - b) les actions menées en vue de l'accomplissement des missions visées à l'article D.III.6 en mentionnant les missions mises en oeuvre de manière prioritaire, ainsi que le phasage annuel de ces actions;
  - c) les collaborations et synergies mises en oeuvre, dans l'exercice de ses missions, avec les offices du tourisme et tout autre opérateur, public ou privé, agissant notamment sur le même ressort territorial que la maison du tourisme, de même que celles développées avec Tourisme Wallonie, VISITWallonia et d'autres maisons du tourisme;
- 5° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, Tourisme Wallonie peut solliciter la production des statuts de l'association.

Le Gouvernement fixe le contenu du contrat-programme, sur proposition de Tourisme Wallonie. Il détermine la procédure et les modalités d'adoption, d'adaptation et de renouvellement des contrats-programmes.

§ 2. Le maintien de la certification comme maison du tourisme est subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° inscrire son action dans le cadre de la politique générale du Gouvernement en matière de tourisme;
- 2° collaborer avec Tourisme Wallonie et VISITWallonia, en vue de la réalisation des missions qui leur sont dévolues conformément aux articles D.II.2 et D.II.9;
- 3° poursuivre les missions visées à l'article D.III.6 et respecter le contrat-programme;
- 4° ne pas empiéter sur le territoire d'une autre maison du tourisme;
- 5° informer Tourisme Wallonie, dans les trois mois qui suivent, de toute modification en lien avec la certification;
- 6° respecter les obligations et les prescrits administratifs arrêtés par ou en vertu du présent Code.



Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le titulaire de la certification fournit à Tourisme Wallonie, au plus tard le 31 janvier de chaque année, les informations relatives aux actions menées au cours de l'année civile écoulée, lesquelles attestent du respect de la condition visée au 3<sup>o</sup>.

§ 3. Sont admises, aux fins de la certification prévue au présent chapitre, les restructurations suivantes :

- 1<sup>o</sup> la fusion de deux ou plusieurs maisons du tourisme;
- 2<sup>o</sup> la scission d'une maison du tourisme, à la condition que le ressort territorial de celle-ci compte plus de vingt communes.

En cas de restructuration visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, une nouvelle demande de certification est sollicitée, conformément à la procédure visée à l'article D.III.10. Le Gouvernement peut prévoir une procédure simplifiée pour l'octroi de la certification.

Art. D.III.5. § 1<sup>er</sup>. Les maisons du tourisme ont entre vingt et quarante pour cent des membres de leurs organes de gestion qui sont représentatifs des opérateurs touristiques privés de leur ressort, en favorisant les représentants d'associations professionnelles ou les membres de celles-ci.

Au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par opérateur touristique privé, toute personne physique ou morale, du secteur privé, qui exerce une mission ou une activité professionnelle présentant un lien direct ou indirect avec le secteur du tourisme et dont :

- a) soit l'activité est financée à concurrence d'au moins cinquante et un pour cent par des opérateurs privés;
- b) soit la majorité des membres des organes d'administration sont issus du secteur privé.

§ 2. Un observateur peut être désigné par la ou les fédérations provinciales du tourisme du ressort de la maison du tourisme. Cet observateur siège de plein droit au sein de l'organe décisionnel de la maison du tourisme. Il peut assister aux réunions de l'organe décisionnel de la maison du tourisme avec voix consultative. Son absence n'a pas d'incidence sur le quorum de présence.

Art. D.III.6. Sans préjudice de leur priorisation dans le contrat-programme, les maisons du tourisme réalisent les missions suivantes :

- 1<sup>o</sup> en matière de coordination :
  - a) elles participent à la gouvernance mise en place par Tourisme Wallonie et VISITWallonia;
  - b) elles mettent en place une coordination avec les offices du tourisme et tout autre opérateur qui agit sur le même ressort territorial;
  - c) elles proposent la création, la modification ou la suppression d'un office du tourisme sur son territoire;
  - d) en collaboration avec Tourisme Wallonie, VISITWallonia et la ou les fédérations provinciales du tourisme concernées, elles accompagnent la professionnalisation des opérateurs du ressort;
  - e) en matière d'itinéraires touristiques, elles valorisent, développent, vérifient et entretiennent, complémentarément aux actions menées par les fédérations provinciales du tourisme, le réseau points noeuds;
- 2<sup>o</sup> en matière d'information touristique :
  - a) elles offrent une information touristique, préférentiellement dans une zone de forte affluence;
  - b) elles coordonnent l'accueil touristique offert par les offices du tourisme du ressort;
- 3<sup>o</sup> en matière de développement touristique :
  - a) elles développent des produits touristiques, en partenariat avec VISITWallonia et les opérateurs touristiques du ressort;
  - b) elles développent des offres touristiques, en partenariat avec Tourisme Wallonie et les opérateurs concernés;
  - c) conformément à l'article D.III.93, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, elles remettent un avis concernant les projets d'itinéraires permanents;
  - d) elles assurent la qualité et l'entretien des produits et offres touristiques qu'elles initient et mettent en oeuvre sur leur ressort et communiquent à Tourisme Wallonie et VISITWallonia, s'il échet, tout abandon de produits ou offres touristiques existants;
  - e) elles appuient et coordonnent les initiatives et activités touristiques de leur ressort;
- 4<sup>o</sup> en matière d'animation territoriale :
  - a) elles organisent un dialogue entre les opérateurs du ressort;
  - b) elles animent le territoire, aux fins de développer les synergies et d'augmenter la pertinence et la cohérence de l'offre et des produits touristiques;
- 5<sup>o</sup> en matière de promotion :
  - a) elles assurent la promotion du territoire sur tout support physique ou dématérialisé, en cohérence avec la marque touristique de destination;
  - b) elles mettent à disposition des offices du tourisme du ressort et des maisons du tourisme adjacentes les supports physiques et dématérialisés nécessaires à la promotion touristique, en ce compris les supports produits par d'autres organismes et opérateurs touristiques;
  - c) elles développent des actions promotionnelles, en lien avec la stratégie de VISITWallonia;
- 6<sup>o</sup> en matière digitale :
  - a) elles alimentent et utilisent la plateforme transactionnelle et les solutions informatiques transversales communes mises en oeuvre par Tourisme Wallonie et VISITWallonia et contribuent à leur définition et leur évolution;
  - b) elles veillent à la qualité des données encodées sur ces plateformes par les opérateurs touristiques du ressort ou, à défaut, alimentent ces plateformes en données;
  - c) elles sont présentes au niveau digital, de manière coordonnée avec Tourisme Wallonie et les maisons du tourisme adjacentes.

L'exécution des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'effectue sous la supervision de Tourisme Wallonie.

## Section 3. — Offices du tourisme

Art. D.III.7. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement certifie comme office du tourisme tout service d'une administration communale ou toute association sans but lucratif qui remplit les conditions suivantes :

- 1° avoir pour objet le développement et la promotion du tourisme d'un territoire visé au 2°, en vue de répondre aux missions visées à l'article D.III.8;
- 2° avoir pour ressort d'activités le territoire d'au moins une commune et qui s'inscrit dans les axes touristiques déployés par une maison du tourisme;
- 3° être doté d'un bureau d'accueil et d'information, indépendant d'une habitation privée;
- 4° conclure avec la maison du tourisme du ressort, une convention de partenariat, validée par Tourisme Wallonie et portant au minimum sur la période du contrat-programme visée à l'article D.III.4, § 1<sup>er</sup>, 4°, et spécifiant :
  - a) le ressort territorial de l'office du tourisme;
  - b) les actions menées en vue de l'accomplissement des missions visées à l'article D.III.8 ainsi que leur phasage dans le temps sur une base annuelle;
  - c) les collaborations et synergies mises en oeuvre avec la maison du tourisme, les offices du tourisme et tout autre opérateur agissant sur le territoire de la maison du Tourisme, de même que celles développées avec Tourisme Wallonie et VISITWallonia;
- 5° respecter, le cas échéant, les articles 3, 8 et 9 de la loi du 16 juillet 1973. Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, le Gouvernement fixe le contenu de la convention, sur proposition de Tourisme Wallonie. Il détermine la procédure et les modalités d'adoption, d'adaptation, de validation et de renouvellement des conventions.

Tourisme Wallonie peut solliciter la production des statuts de l'association visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le maintien de la certification comme office du tourisme est subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° inscrire son action dans le cadre de la politique générale du Gouvernement en matière de tourisme;
- 2° collaborer avec Tourisme Wallonie, VISITWallonia et la maison du tourisme active sur le même territoire, en vue de la réalisation des missions qui leur sont dévolues conformément aux articles D.II.2, D.II.9 et D.III.6;
- 3° poursuivre les missions visées à l'article D.III.8 et respecter la convention de partenariat;
- 4° ne pas empiéter sur le territoire d'un autre office du tourisme;
- 5° respecter les obligations et les prescrits administratifs arrêtés par ou en vertu du présent Code;
- 6° fournir, anticipativement à l'année civile concernée, à la maison du tourisme active sur le même territoire et à Tourisme Wallonie, un calendrier d'heures d'ouverture visant à répondre aux besoins des touristes, en particulier durant les week-ends, les vacances et tous les moments d'affluence;
- 7° mettre à disposition du public une documentation touristique locale en ce compris toute publication émise par les autres organismes touristiques, ainsi que par VISITWallonia;
- 8° respecter les heures d'ouverture du bureau d'accueil fixées au 6°;
- 9° informer Tourisme Wallonie, dans les trois mois qui suivent, de toute modification en lien avec la certification, dont tout changement dans l'organisation, la structure et le statut de l'association.

§ 3. Le Gouvernement peut déroger aux conditions fixées au paragraphes 1<sup>er</sup>, 2°, et 2, 4°.

Art. D.III.8. Les offices du tourisme sont chargés des missions suivantes :

- 1° en matière de coordination :
  - a) ils participent à la gouvernance mise en place par la maison du tourisme active sur le même territoire;
  - b) ils travaillent en collaboration avec les autres offices du tourisme;
  - c) ils se professionnalisent afin d'harmoniser l'accueil touristique, tout en valorisant les spécificités locales;
- 2° en matière d'information touristique :
  - a) ils sont dotés d'un espace d'accueil ouvert en suffisance lors des moments d'affluence des touristes;
  - b) ils proposent une documentation sur les produits touristiques locaux;
  - c) ils renseignent les touristes, idéalement en plusieurs langues, sur les produits touristiques locaux;
  - d) ils adoptent une approche d'amélioration continue de la qualité des services fournis;
- 3° en matière de promotion, ils assurent la promotion des produits et événements touristiques locaux, conjointement avec la maison du tourisme dont il relève, les opérateurs touristiques actifs sur le même ressort et VISITWallonia;
- 4° en matière digitale :
  - a) ils alimentent et utilisent la plateforme transactionnelle et les solutions informatiques transversales communes mises en oeuvre par Tourisme Wallonie et VISITWallonia et peuvent aider les touristes à utiliser celles qui leur sont destinées;
  - b) ils contribuent à la qualité des données encodées par les opérateurs locaux dans ces plateformes.

Ils peuvent également, en matière d'animation, en concertation avec la maison du tourisme dont ils relèvent et, le cas échéant, d'autres offices du tourisme, organiser des événements touristiques sur le territoire de la maison du tourisme.

L'exécution des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> s'effectue sous la supervision de Tourisme Wallonie.

Art. D.III.9. Le Gouvernement peut préciser les modalités particulières de fonctionnement, à destination du public.

## CHAPITRE 3. — Procédure de certification

Art. D.III.10. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et les procédures relatifs à l'octroi de la certification en tant qu'organisme touristique.

## CHAPITRE 4. — Retrait de la certification

Art. D.III.11. § 1<sup>er</sup>. La certification comme organisme touristique a une durée indéterminée, sous réserve du maintien des conditions visées aux articles D.III.2, § 2, D.III.4, § 2, et D.III.7, § 2.

Si un organisme touristique cesse son activité ou ne satisfait plus aux conditions de certification, le Gouvernement peut lui retirer sa certification selon la procédure qu'il détermine.

§ 2. La certification peut également être retirée si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'organisme touristique ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires, selon la procédure que le Gouvernement détermine.

§ 3. La certification est retirée, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'organisme touristique. Par exception, en cas de liquidation volontaire qui a pour objet ou pour effet de transférer les droits et obligations à une nouvelle entité, le retrait de plein droit opère à compter de la clôture de la liquidation.

## TITRE 2. — Attractions touristiques

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Principe, contenu et effets de la certification

Art. D.III.12. § 1<sup>er</sup>. Tout exploitant d'une attraction touristique peut solliciter la certification de l'attraction touristique.

§ 2. La certification est octroyée par Tourisme Wallonie si, après un contrôle sur pièces ou une visite sur place, il est constaté que les conditions de certification visées à l'article D.III.16 sont respectées.

S'il n'est pas intervenu de décision à l'expiration d'un délai fixé par le Gouvernement prenant cours à la date d'introduction de la demande de certification, la certification est considérée comme octroyée.

§ 3. Tourisme Wallonie attribue un numéro unique de certification à l'attraction touristique.

§ 4. Seules les attractions touristiques certifiées peuvent utiliser la dénomination « attraction touristique ».

§ 5. VISITWallonia et les organismes touristiques promeuvent les attractions touristiques certifiées.

Art. D.III.13. La certification mentionne :

- 1° l'identité de l'exploitant et du propriétaire;
- 2° l'identification et la situation de l'attraction touristique;
- 3° la dénomination attribuée à l'attraction touristique;
- 4° le pôle d'intérêt de l'attraction touristique;
- 5° la date à laquelle elle expire en application de l'article D.III.14.

Art. D.III.14. La certification a une durée de validité de cinq années maximum prenant cours à l'expiration du délai prévu dans la décision de la certification et, à défaut, le délai visé à l'article D.III.12, § 2, alinéa 2.

Art. D.III.15. La certification est valable uniquement pour l'attraction touristique pour laquelle elle a été délivrée et pour l'exploitant de l'attraction certifiée, à l'exception des cas prévus par le Gouvernement.

### CHAPITRE 2. — Conditions de certification et son maintien

Art. D.III.16. § 1<sup>er</sup>. L'octroi de la certification est subordonné au respect des conditions suivantes :

- 1° l'exploitant dispose d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises et d'un code NACE relatif aux activités en lien avec l'attraction touristique;
- 2° l'exploitant spécifie les liens juridiques en tant que propriétaire, titulaire d'un droit réel démembre, d'une concession, ou de tout autre droit sur le bien relatif à l'attraction touristique;
- 3° l'attraction touristique répond aux conditions fixées par le Gouvernement relatives :
  - a) aux caractéristiques du lieu et de ses abords telles que son agencement, son équipement et son accessibilité;
  - b) à l'accueil, l'encadrement et les informations réservés aux touristes;
  - c) à la sécurité de l'attraction et l'état de salubrité et de propreté;
- 4° la communication des données économiques et statistiques par l'exploitant, lesquelles ne peuvent constituer que des données agrégées, sur les taux de fréquentation de son attraction, ventilés selon les critères et les modalités fixées par le Gouvernement;
- 5° la moralité de l'exploitant et du gestionnaire de l'attraction touristique est avérée.

Tourisme Wallonie peut solliciter une version coordonnée des statuts liés à l'exploitant de l'attraction touristique afin de vérifier la condition visée au 1°, ainsi que la production d'un extrait de casier judiciaire modèle 2 aux fins de vérification de la condition visée au 5°, selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon.

Par dérogation à la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, si l'exploitant ne dispose pas d'un code NACE, il apporte par tout autre moyen la preuve que ses activités correspondent à un code NACE en lien avec l'attraction touristique.

La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, est présumée rencontrée si l'extrait de casier judiciaire ne mentionne aucune condamnation intervenue au cours des dix dernières années à dater de sa délivrance.

§ 2. Le Gouvernement peut déterminer d'autres critères qui portent sur l'intérêt intrinsèque de l'attraction, en particulier en ce qui concerne les aspects récréatifs ou ceux liés à la nature, au patrimoine et à la culture.

### CHAPITRE 3. — Procédure de certification

Art. D.III.17. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et les procédures relatifs à l'octroi de la certification visée à l'article D.III.12.

En cas de renouvellement, de changement d'exploitant ou de dénomination commerciale n'affectant pas les conditions de certification visées à l'article D.III.16, § 1<sup>er</sup>, 3°, il peut prévoir une procédure simplifiée.

Art. D.III.18. L'exploitant de l'attraction certifiée signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de la certification, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

### CHAPITRE 4. — Retrait de la certification

Art. D.III.19. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie peut retirer la certification à l'exploitant dans les cas suivants :

- 1° si les conditions de maintien de la certification visées à l'article D.III.16, § 1<sup>er</sup>, dispositions prévues par ou en vertu du présent Titre, ne sont pas respectées;
- 2° en cas de cessation de l'exploitation touristique de l'attraction touristique;
- 3° si l'exploitant ou le gestionnaire de l'attraction touristique a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal ou à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;

- 4° si l'exploitant ou le gestionnaire de l'attraction touristique est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions prévues par ou en vertu du présent Titre et du Titre 3 du Livre 4.

§ 2. La certification peut également être retirée si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'attraction touristique ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires.

§ 3. La certification est retirée, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'attraction touristique.

Art. D.III.20. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs au retrait de la certification visée à l'article D.III.19.

### TITRE 3. — Hébergements touristiques

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Enregistrement

##### Section 1<sup>re</sup>. — Principe

Art. D.III.21. Nul ne peut exploiter un hébergement touristique sans enregistrer celui-ci comme tel auprès de Tourisme Wallonie.

Art. D.III.22. Seul un exploitant agricole ou un parent jusqu'au troisième degré exploitant un hébergement touristique peut utiliser la dénomination « à la ferme ».

##### Section 2. — Conditions d'enregistrement

Art. D.III.23. § 1<sup>er</sup>. Aux fins d'enregistrement, Tourisme Wallonie vérifie le respect des conditions suivantes :

- 1° disposer d'une attestation de sécurité-incendie ou, le cas échéant, d'une attestation de contrôle simplifié, délivrée en conformité avec les articles D.III.72 et D.III.77 relatifs à la sécurité-incendie et à l'attestation de contrôle simplifié;
- 2° disposer d'un extrait de casier judiciaire destiné à une administration publique et délivré depuis moins de six mois, suivant le cas, soit au nom de la personne physique - exploitant, soit au nom de la personne physique qui peut valablement engager l'exploitant - personne morale, et au nom du gestionnaire.

Les informations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, attestent de l'absence de condamnation en Belgique, conformément à une décision coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique, pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

§ 2. Le Gouvernement peut déroger à la condition fixée au § 1<sup>er</sup>, 1°.

##### Section 3. — Procédure d'enregistrement

Art. D.III.24. L'enregistrement visé à l'article D.III.21 est réalisé au moyen d'un formulaire dont le contenu et le modèle sont fixés par le Gouvernement. Le formulaire est transmis à Tourisme Wallonie par envoi simple.

Tourisme Wallonie attribue un numéro unique d'enregistrement à l'hébergement touristique.

Le Gouvernement précise les modalités et la procédure relatifs à l'accomplissement de l'enregistrement.

La preuve de l'enregistrement est affichée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

##### Section 4. — Suspension de l'enregistrement

Art. D.III.25. § 1<sup>er</sup>. L'enregistrement a une durée indéterminée, sous réserve du maintien des conditions d'enregistrement visées à l'article D.III.23.

L'exploitant de l'hébergement enregistré signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter les conditions d'enregistrement, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

§ 2. Tourisme Wallonie peut suspendre l'enregistrement dans les situations suivantes :

- 1° en l'absence d'attestation sécurité-incendie ou de l'attestation de contrôle simplifié valide;
- 2° en cas de cessation de l'activité d'hébergement touristique;
- 3° si l'exploitant ou le gestionnaire est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

§ 3. L'enregistrement peut également être suspendu si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'exploitant ou le gestionnaire ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires.

L'enregistrement est suspendu, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'exploitant.

§ 4. La suspension de l'enregistrement entraîne le retrait de la certification et, lorsqu'elle concerne un hôtel de tourisme, du classement. Le Gouvernement précise les modalités et la procédure relatifs à la suspension de l'enregistrement.

##### Section 5. — Publicité

Art. D.III.26. Tourisme Wallonie met un registre des hébergements touristiques enregistrés à la disposition du public à des fins d'information sur le respect des normes de sécurité et des dispositions légales en vertu du présent Code. Ce registre mentionne les données suivantes :

- 1° la dénomination commerciale utilisée par l'hébergement touristique sur le marché du tourisme;
- 2° le statut d'enregistrement, le cas échéant, sa date d'enregistrement;
- 3° l'éventuelle certification de l'hébergement touristique et, le cas échéant, la date de certification et la catégorie;
- 4° l'éventuel classement de l'hôtel de tourisme et, le cas échéant, sa date de classement;
- 5° le numéro de téléphone, l'adresse postale, l'adresse électronique et le site web de l'hébergement touristique tels que renseignés lors de l'enregistrement de ce dernier.

Les données visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, ne sont publiées que si les personnes physiques ou morales concernées ne s'y sont pas opposées.

CHAPITRE 2. — *Certification des hôtels de tourisme, des meublés de tourisme, des maisons d'hôtes, des campings touristiques, des villages de vacances, des auberges pour jeunes et des autres types d'hébergements touristiques*

*Section 1<sup>re</sup>. — Principe, contenu et effets*

Art. D.III.27. § 1<sup>er</sup>. Dès que l'enregistrement est réalisé conformément à l'article D.III.24, alinéa 1<sup>er</sup>, tout exploitant peut solliciter la certification de son hébergement touristique.

Si l'hébergement touristique satisfait aux conditions de base telles que déterminées par le Gouvernement, il peut être un hébergement touristique certifié.

Si l'hébergement touristique certifié satisfait en outre aux conditions de certification spécifiques déterminées par le Gouvernement, il peut être certifié, le cas échéant, sous l'une des catégories spécifiques suivantes :

- 1° hôtel de tourisme;
- 2° meublé de tourisme;
- 3° maison d'hôtes;
- 4° camping touristique;
- 5° village de vacances;
- 6° auberge pour jeunes.

§ 2. La certification est octroyée par Tourisme Wallonie si, après une visite sur place ou un contrôle sur pièces, il est constaté que les conditions de certification applicables sont respectées.

S'il n'est pas intervenu de décision à l'expiration d'un délai fixé par le Gouvernement prenant cours à la date de l'introduction de la demande de certification, la certification est considérée comme octroyée.

§ 3. Tourisme Wallonie attribue un numéro unique de certification à l'hébergement touristique.

§ 4. Seuls les hébergements certifiés peuvent utiliser les dénominations liées aux catégories spécifiques visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement détermine les dénominations liées aux catégories de certification.

§ 5. VISITWallonia et les organismes touristiques promeuvent les hébergements touristiques certifiés.

Art. D.III.28. La certification mentionne :

- 1° l'identité de l'exploitant et du gestionnaire;
- 2° la dénomination commerciale et l'adresse de l'hébergement touristique;
- 3° la catégorie visée à l'article D.III.27, § 1<sup>er</sup>, attribuée à l'hébergement touristique;
- 4° le cas échéant, les dérogations accordées en application de l'article D.III.31, § 3;
- 5° la capacité maximale de l'hébergement touristique;
- 6° la date à laquelle elle expire en application de l'article D.III.29.

Art. D.III.29. La certification a une durée de validité qui ne peut excéder la durée de validité de l'attestation de sécurité-incendie ou, le cas échéant, de l'attestation de contrôle simplifié.

Art. D.III.30. La certification est valable uniquement pour l'hébergement touristique pour lequel elle a été octroyée et pour l'exploitant auquel elle a été accordée, à l'exception des cas prévus par le Gouvernement.

*Section 2. — Conditions de certification et son maintien*

Art. D.III.31. § 1<sup>er</sup> L'octroi de la certification est subordonné au respect des conditions de certification de base suivantes :

- 1° l'exploitant dispose :
  - a) d'un numéro d'enregistrement attribué conformément à l'article D.III.21 et satisfait de manière continue aux conditions d'enregistrement visées à l'article D.III.23;
  - b) d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises;
- 2° l'hébergement touristique répond aux conditions de base fixées par le Gouvernement;
- 3° l'exploitant communique à Tourisme Wallonie les informations et données économiques et statistiques, lesquelles ne peuvent constituer que des données agrégées, relatives à la fréquentation de l'hébergement, ventilées selon les critères et les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut préciser ou compléter les conditions de certification visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 2. Sans préjudice de l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, l'octroi de la certification sous l'une des catégories spécifiques visées à l'article D.III.27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 1° à 5°, est, en outre, subordonné au respect de conditions de certification spécifiques fixées par le Gouvernement, propres à chacune de ces catégories.

Lorsque l'exploitant de l'hébergement est un exploitant agricole, le Gouvernement peut déterminer des conditions de certification spécifiques particulières dans les cas suivants :

- 1° pour la catégorie visée à l'article D.III.27, alinéa 3, 2°, lorsque l'hébergement est aménagé dans un bâtiment, indépendant et autonome, d'une exploitation agricole en activité ou à proximité immédiate de celle-ci;
- 2° pour la catégorie visée à l'article D.III.27, alinéa 3, 3°, lorsque l'hébergement est aménagé dans une exploitation agricole en activité;
- 3° pour la catégorie visée à l'article D.III.27, alinéa 3, 4°, lorsque l'hébergement est organisé sur un terrain dépendant d'une exploitation agricole.

§ 3. A titre exceptionnel, Tourisme Wallonie ou, sur recours, le Gouvernement peut accorder à l'exploitant une dérogation à une ou plusieurs conditions imposées en application du paragraphe 2, afin de tenir compte de situations exceptionnelles ou spécifiques.

Le Gouvernement peut limiter le nombre de conditions pouvant faire l'objet d'une dérogation. Il détermine les conditions auxquelles une dérogation peut être accordée.

*Section 3. — Procédure de certification*

Art. D.III.32. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs à l'octroi de la certification visée à l'article D.III.27. Il peut prévoir des conditions particulières en cas de changement d'exploitant.

La demande de certification peut contenir une demande de dérogation aux conditions d'octroi visées à l'article D.III.31, § 3.

Art. D.III.33. L'exploitant de l'hébergement certifié signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de la certification, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

*Section 4. — Retrait de la certification*

Art. D.III.34. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie peut retirer la certification à l'exploitant dans les situations suivantes :

- 1° les dispositions prévues par ou en vertu de la section 2 du présent chapitre, du chapitre 4 du présent Titre et du Titre 5 du Livre 4 ne sont pas respectées;
- 2° en cas de cessation de l'exploitation touristique de l'hébergement par l'exploitant;
- 3° l'exploitant ou le gestionnaire d'un hébergement touristique visé à l'article D.III.27, § 1<sup>er</sup>, est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;
- 4° l'exploitant ou le gestionnaire d'un hébergement touristique visé à l'article D.III.27, § 1<sup>er</sup>, est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions prévues par ou en vertu de la section 2 du présent chapitre, du chapitre 4 du présent Titre et du Titre 5 du Livre 4;

§ 2. La certification peut également être retirée si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'organisme touristique ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires.

La certification est retirée, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'exploitation de l'hébergement touristique.

Art. D.III.35. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs au retrait de la certification visée à l'article D.III.34.

Art. D.III.36. Le retrait de la certification entraîne de plein droit le retrait du classement.

*CHAPITRE 3. — Classement des hôtels de tourisme**Section 1<sup>re</sup>. — Principe, contenu et effets du classement*

Art. D.III.37. L'exploitant d'un hébergement touristique certifié comme hôtel de tourisme peut solliciter un classement pour celui-ci.

Le classement est octroyé par Tourisme Wallonie si, après un contrôle sur place ou sur pièces, il est constaté que les critères de classement visés à l'article D.III.39 sont respectés.

Art. D.III.38. Tourisme Wallonie délivre à l'exploitant un écusson correspondant au niveau de classement attribué, lequel demeure la propriété de la Région.

Le Gouvernement fixe le modèle de l'écusson et détermine les règles relatives à sa délivrance, à son apposition, sa reproduction et à sa restitution.

L'apposition de l'écusson est obligatoire.

*Section 2. — Critères de classement*

Art. D.III.39. L'octroi du classement est subordonné au respect des critères fixés par le Gouvernement. Ces critères peuvent porter sur l'aménagement, l'équipement et la conception de l'hôtel de tourisme, de ses abords et accès, ainsi que sur la sécurité, la propreté et l'entretien de l'établissement et sur le service, l'accueil, les activités et loisirs proposés.

Art. D.III.40. Tourisme Wallonie peut accorder une dérogation à un ou plusieurs critères de classement s'il estime que l'hôtel de tourisme, compte tenu de ses caractéristiques particulières, est dans l'impossibilité de répondre à ces critères.

Le Gouvernement peut limiter le nombre de critères pouvant faire l'objet d'une dérogation. Il détermine les conditions auxquelles une dérogation peut être accordée.

*Section 3. — Procédure de classement*

Art. D.III.41. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs à l'octroi du classement visé à l'article D.III.37.

Art. D.III.42. L'exploitant signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter le classement, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

*Section 4. — Révision du classement*

Art. D.III.43. Tourisme Wallonie révisé, selon la procédure déterminée par le Gouvernement, le classement d'un hôtel de tourisme si celui-ci répond aux conditions correspondant à un niveau supérieur ou inférieur de classement.

Art. D.III.44. Lorsqu'une demande de révision du classement, accompagnée ou non d'une demande de dérogation à un critère de classement, est sollicitée par l'exploitant, elle est sollicitée, par envoi simple, auprès de Tourisme Wallonie au moyen du formulaire prévu à cet effet.

Elle est accompagnée des informations susceptibles de permettre la révision du classement et, le cas échéant, d'accorder la dérogation.

*Section 5. — Retrait du classement*

Art. D.III.45. Tourisme Wallonie peut retirer le classement dans les situations suivantes :

- 1° les dispositions prévues par ou en vertu des sections 1e, 2 et 3 du présent chapitre, du chapitre 4 du présent Titre et du Titre 4 du Livre 4 ne sont pas respectées;
- 2° l'exploitant ou le gestionnaire de l'hôtel de tourisme est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger

en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;

- 3° l'exploitant ou le gestionnaire de l'hôtel de tourisme est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions prévues par ou en vertu du chapitre 4 du présent Titre et du Titre 4 du Livre 4.

Art. D.III.46. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs au retrait du classement visé à l'article D.III.45.

#### CHAPITRE 4. — *Tourisme pour tous*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Conditions de certification et son maintien*

###### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Associations de tourisme pour tous*

Art. D.III.47. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie, après une visite sur place ou un contrôle sur pièces, certifie comme association de tourisme pour tous, toute association sans but lucratif qui remplit les conditions suivantes :

- 1° elle définit une politique de tourisme pour tous et ses modalités d'exécution dans un plan d'action quadriennal visé à l'article D.III.50;
- 2° elle affine des centres de tourisme pour tous et y met en oeuvre la politique visée au 1°;
- 3° elle dispose, en Région de langue française, d'au moins trois centres de tourisme pour tous affiliés ou d'au moins mille membres;
- 4° elle respecte et signe la charte visée à l'article D.III.49;
- 5° elle communique à Tourisme Wallonie les informations et données économiques et statistiques lesquelles ne peuvent constituer que des données agrégées, relatives à la fréquentation de l'hébergement, ventilées selon les critères et les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 2. La certification est uniquement valable pour l'association de tourisme pour tous pour laquelle elle a été délivrée, à l'exception des cas prévus par le Gouvernement.

###### *Sous-section 2. — Centres de tourisme pour tous*

Art. D.III.48. § 1<sup>er</sup>. Est certifié comme centre de tourisme pour tous, tout hébergement touristique qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être constitué en association sans but lucratif;
- 2° être enregistré comme hébergement touristique en application de l'article D.III.27, § 1<sup>er</sup>.

En cas d'acquisition ou de construction d'un bien immobilier destiné à l'hébergement touristique, l'enregistrement de cet hébergement touristique est suspendu de plein droit. La suspension prend fin à la réalisation de la condition visée à l'article D.III.23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, laquelle doit intervenir au plus tard le jour de la liquidation de la dernière tranche de subventionnement sollicité;

- 3° définir une politique de tourisme pour tous et ses modalités d'exécution dans un plan d'action quadriennal visé à l'article D.III.50;
- 4° mettre en oeuvre la politique visée au 3°;
- 5° respecter et signer la charte visée à l'article D.III.49;
- 6° appliquer toute l'année une politique tarifaire spécifique accessible aux publics cibles visés dans la charte « Tourisme pour tous »;
- 7° respecter les critères de certification « Tourisme pour tous » tels que définis par le Gouvernement.

Lorsque l'hébergement touristique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est affilié à une association de tourisme pour tous sur la base de l'article D.III.47, 3°, les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et 4°, du présent article sont considérées comme remplies dans son chef s'il s'engage à adhérer au plan d'action quadriennal établi par l'association de tourisme pour tous concernée et à mettre en oeuvre, en son sein, la politique de tourisme pour tous qui est définie dans ce plan.

§ 2. La demande de certification est soumise à l'avis du comité technique du tourisme pour tous selon les modalités définies par le Gouvernement.

Le comité technique du tourisme pour tous rend un avis motivé et le notifie à Tourisme wallonie et, par envoi simple, au centre demandeur, dans un délai fixé par le Gouvernement. En cas d'absence de notification de l'avis dans le délai fixé, il est réputé favorable.

La certification est octroyée par Tourisme Wallonie si, après un contrôle sur pièces ou une visite sur place, il est constaté que les conditions de certification visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont respectées.

Lorsque Tourisme wallonie ne se rallie pas à l'avis du comité technique du tourisme social, il en indique les motifs.

S'il n'est pas intervenu de décision à l'expiration d'un délai fixé par le Gouvernement prenant cours à la date d'introduction de la demande de certification, la certification est considérée comme octroyée.

§ 3. La certification est uniquement valable pour le centre de tourisme pour tous pour lequel elle a été délivrée, à l'exception des cas prévus par le Gouvernement.

###### *Sous-section 3. — Charte « Tourisme pour tous »*

Art. D.III.49. § 1<sup>er</sup>. Sur la proposition de Tourisme Wallonie, le Gouvernement adopte une charte « Tourisme pour tous ».

§ 2. La charte visée au paragraphe 1<sup>er</sup> détermine les engagements pris par les associations et les centres visés aux articles D.III.47 et D.III.48, aux fins de développer le tourisme pour tous.

Les engagements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont les suivants :

- 1° favoriser la mixité sociale et bannir toute forme de discrimination;
- 2° valoriser les acteurs locaux et défendre l'économie durable, locale et solidaire;
- 3° favoriser la découverte du territoire, du terroir, des activités culturelles et récréatives à proximité du ou des centres concernés;
- 4° informer sur le niveau d'accessibilité de l'infrastructure pour les personnes en situation de handicap.

Le Gouvernement peut préciser ou compléter les engagements visés à l'alinéa 2.

§ 3. La charte visée au paragraphe 1<sup>er</sup> fixe également les obligations qui incombent aux associations et aux centres visés aux articles D.III.47 et D.III.48, à savoir :

- 1° l'accueil avec une attention particulière des publics cibles;
- 2° la collaboration avec le secteur social;
- 3° l'application d'une politique tarifaire spécifique;
- 4° la participation aux réunions de sensibilisation, aux formations et aux évaluations organisées par Tourisme Wallonie dans le domaine du tourisme pour tous;
- 5° l'information du public, par tout moyen de communication, de son adhésion à la politique de tourisme pour tous.

#### Sous-section 4. — Plan d'action quadriennal

Art. D.III.50. § 1<sup>er</sup>. Chaque association et, sans préjudice de l'application de l'article D.III.48, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, chaque centre visé aux articles D.III.47 et D.III.48 établit, sur une base quadriennale, un plan définissant la politique de tourisme pour tous qu'elle ou il met en oeuvre, ainsi que ses modalités d'exécution.

Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités d'adoption et de renouvellement du plan d'action quadriennal.

§ 2. Le plan d'action quadriennal détermine, au minimum, les actions déployées par l'association ou le centre aux fins de rencontrer les engagements visés à l'article D.III.49, § 2, alinéa 2.

Il peut également mentionner les autres actions réalisées par l'association ou le centre dans le cadre de sa politique de tourisme pour tous, dont celles menées en vue de limiter l'empreinte écologique du ou des centres concernés.

§ 3. Si Tourisme Wallonie n'a pas validé le nouveau plan d'action quadriennal, le plan d'action quadriennal en cours continue à produire ses effets jusqu'à cette validation.

#### Section 2. — Procédure de certification

Art. D.III.51. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités et la procédure relatifs à l'octroi de la certification visée aux articles D.III.47 et D.III.48.

Art. D.III.52. L'association ou le centre de tourisme pour tous signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de la certification, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

#### Section 3. — Retrait de la certification

Art. D.III.53. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie peut retirer la certification à l'association ou au centre dans les situations suivantes :

- 1° les dispositions prévues par ou en vertu du présent chapitre ne sont pas respectées;
- 2° en cas de cessation de l'exploitation en tant que tourisme pour tous;
- 3° l'exploitant ou le gestionnaire de l'association ou du centre est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis;
- 4° l'exploitant ou le gestionnaire de l'association ou du centre a été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée pour une infraction aux dispositions du présent chapitre.

§ 2. La certification peut également être retirée si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'association ou le centre ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires.

§ 3. La certification est retirée, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'association ou du centre. Par exception, en cas de liquidation volontaire qui a pour objet ou pour effet de transférer les droits et obligations à une nouvelle entité, le retrait de plein droit opère à compter de la clôture de la liquidation.

### CHAPITRE 5. — Endroits de camp

#### Section 1<sup>re</sup>. — Label

Art. D.III.54. L'exploitant ou le gestionnaire d'un endroit de camp peut solliciter l'octroi du label pour son bâtiment ou son terrain, par Tourisme Wallonie ou un organisme agréé. Les endroits de camp à labelliser doivent être préalablement enregistrés.

Art. D.III.55. Le label de type bâtiment est octroyé pour une durée maximale de dix ans. Le label de type terrain est octroyé pour une durée maximale de cinq ans.

Art. D.III.56. Le label n'est pas transmissible.

#### Section 2. — Conditions d'octroi du label, de son maintien, et de l'écusson

Art. D.III.57. L'octroi du label d'un endroit de camp de type « bâtiment » est subordonné au respect des conditions déterminées par le Gouvernement.

L'octroi du label pour les endroits de camp de type « terrain » est subordonné au respect des conditions fixées par le Gouvernement.

Art. D.III.58. Le label d'un endroit de camp de type « bâtiment » est incompatible avec la certification visée à l'article D.III.27.

Art. D.III.59. Tourisme Wallonie délivre au titulaire du label, via l'organisme agréé, un écusson, lequel demeure la propriété de la Région. Le Gouvernement fixe le modèle d'écusson et détermine les règles relatives à son apposition et à sa restitution.

Art. D.III.60. Personne ne peut faire usage de l'écusson ou de tout autre dessin ou signe qui fait référence au label s'il ne dispose pas de ce label.

Art. D.III.61. S'il estime que la demande contient tous les éléments qui lui permettent de statuer en parfaite connaissance de cause, l'organisme agréé transmet au demandeur par envoi simple, dans les quinze jours de la réception de la demande, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.



A défaut, dans le même délai, il adresse au demandeur un envoi simple sollicitant la production des informations manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Dans les quinze jours de la réception de celles-ci, l'organisme agréé transmet au demandeur par envoi simple, un accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

Art. D.III.62. L'organisme agréé notifie sa décision dans un délai de quatre mois à dater de la réception de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier.

La décision de l'organisme agréé est notifiée au demandeur par envoi certifié. L'absence de notification au demandeur dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> équivaut à une décision de refus.

#### Section 3. — Procédure

Art. D.III.63. Le Gouvernement fixe les délais, les modalités, en ce compris le paiement d'une redevance forfaitaire dont il fixe le montant, et la procédure relatifs à la demande de label visé à l'article D.III.54.

En cas de renouvellement ou de changement d'exploitant ou de gestionnaire n'affectant pas les conditions de labellisation qu'il fixe, il peut prévoir une procédure simplifiée.

Art. D.III.64. Le label mentionne :

- 1° l'identité de l'exploitant ou du gestionnaire;
- 2° l'identification et la situation de l'endroit de camp;
- 3° la capacité maximale de l'endroit de camp;
- 4° la durée pour laquelle il est accordé.

Le label est affiché selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

#### Section 4. — Retrait du label

Art. D.III.65. § 1<sup>er</sup>. Tourisme Wallonie ou l'organisme agréé visé à l'article D.III.66 peuvent retirer le label à son titulaire dans les situations suivantes :

- 1° les dispositions prévues par ou en vertu du présent Code ou de ses arrêtés d'exécution ne sont pas respectées;
- 2° en cas de cessation de l'exploitation de l'endroit de camp;
- 3° si le titulaire du label est condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée prononcée en Belgique pour une infraction qualifiée au Livre II, Titre VII, chapitres V, VI et VII, Titre VIII, chapitres I<sup>er</sup>, IV et VI, et Titre IX, chapitres I<sup>er</sup> et II, du Code pénal, ou prononcée à l'étranger en raison d'un fait similaire à un fait constitutif de l'une de ces infractions, sauf s'il a été sursis à l'exécution de la peine et que le condamné n'a pas perdu le bénéfice du sursis.

§ 2. Le label peut également être retiré si Tourisme Wallonie est informée du fait que le titulaire ne respecte pas des dispositions législatives ou réglementaires.

#### Section 5. — Organisme agréé

Art. D.III.66. Sans préjudice de l'article D.III.65, l'organisme agréé instruit les demandes de label, octroie ou refuse le label, assure un contrôle régulier de la conformité des endroits de camp aux normes du label et dont la périodicité est définie par le Gouvernement. Il procède d'initiative, ou sur demande de l'intéressé, à la révision ou au retrait du label. Les normes du label peuvent être différentes pour un bâtiment ou pour un terrain.

Art. D.III.67. L'organisme agréé est désigné, après un appel à candidature publié sur le site internet du service désigné par le Gouvernement, pour une période de cinq ans, prorogable une fois.

Par exception à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la désignation peut être prorogée plusieurs fois si une seule ASBL ayant déposé une candidature valable répond aux conditions fixées à l'article D.III.69.

Art. D.III.68. Le Gouvernement fixe les conditions de recevabilité des candidatures ainsi que la procédure de désignation. L'appel à candidature est établi par le Gouvernement, qui y mentionne les conditions de recevabilité et les critères de sélection repris à l'article D.III.69, ainsi que la procédure de désignation de l'organisme agréé.

Art. D.III.69. Le Gouvernement désigne l'organisme agréé, parmi les candidatures recevables, sur la base des critères suivants :

- 1° la représentativité des membres de l'ASBL au regard du nombre des membres d'organisations de jeunesse reconnues par la Communauté française et organisant des camps en Région de langue française;
- 2° la qualité du programme d'organisation proposé décrivant la manière dont les tâches d'examen des demandes de label seront accomplies de manière optimale;
- 3° la qualification des personnes engagées par l'ASBL;
- 4° tout autre critère jugé opportun et énoncé par le Gouvernement lors de l'appel à candidatures.

Art. D.III.70. L'organisme agréé :

- 1° rend accessible, pour les services de Tourisme Wallonie, l'ensemble des informations relatives aux demandes de label et aux endroits de camps labellisés;
- 2° adresse à Tourisme Wallonie ses comptes annuels ainsi qu'un rapport annuel de mission;
- 3° fournit, dans les meilleurs délais, toute information sollicitée par Tourisme Wallonie relativement à sa mission;
- 4° édite l'ensemble de l'offre labellisée, ses caractéristiques et ses coordonnées, sur un site internet.

Le Gouvernement détermine le contenu du rapport annuel de mission ainsi que les modalités de transmission du rapport et des comptes annuels.

Art. D.III.71. Si l'organisme agréé ne respecte plus les conditions visées aux articles D.III.69 et D.III.70, le Gouvernement peut retirer l'agrément selon les modalités qu'il détermine.

L'agrément peut également être retiré si Tourisme Wallonie est informée du fait que l'organisme agréé ne respecte pas des dispositions légales ou réglementaires.

L'agrément est retiré, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation de l'organisme agréé.

Pendant le délai nécessaire à la désignation d'un nouvel organisme agréé, les missions de celui-ci sont exercées par Tourisme Wallonie.

CHAPITRE 6. — *Protection contre l'incendie*Section 1<sup>re</sup>. — Attestation de sécurité-incendieSous-section 1<sup>re</sup>. — Principes

Art. D.III.72. L'attestation de sécurité-incendie est obtenue, selon les modalités et la procédure déterminées par le Gouvernement, pour chaque bâtiment ou pour chaque partie de bâtiment.

Art. D.III.73. Le bourgmestre délivre l'attestation de sécurité-incendie si l'hébergement touristique satisfait aux normes de sécurité spécifiques applicables au bâtiment ou à la partie de bâtiment concernée.

Ces normes sont déterminées par le Gouvernement en tenant compte de la capacité maximale d'hébergement et de l'ancienneté du bâtiment.

L'attestation de sécurité incendie ou l'attestation de contrôle simplifiée mentionne la capacité maximale telle qu'arrêtée par le service incendie compétent.

Si la capacité maximale est exprimée, non pas en nombre de personnes directement, mais en nombre d'unité d'hébergement, le Gouvernement peut, notamment, appliquer, le cas échéant, un coefficient forfaitaire d'occupation, variant selon le type d'unité d'hébergement ou d'hébergement.

L'attestation de sécurité-incendie peut être assortie de l'obligation d'accomplir, dans un délai renouvelable, des travaux de mise en conformité de l'hébergement touristique aux normes de sécurité spécifiques.

Le délai initial et ses éventuels renouvellements ne peuvent pas excéder, au total, trente mois. Le bourgmestre statue sur la demande de renouvellement sur avis du service d'incendie territorialement compétent.

Le non-respect des échéances imposées entraîne de plein droit la caducité de l'attestation de sécurité-incendie. Le bourgmestre charge le service d'incendie territorialement compétent de vérifier le respect des délais. Lorsqu'il est constaté le non-respect de ceux-ci, le bourgmestre établit un constat de caducité qu'il notifie à Tourisme Wallonie, et par envoi certifié au titulaire de l'attestation de sécurité-incendie.

Art. D.III.74. § 1<sup>er</sup>. L'attestation de sécurité-incendie a une durée de validité de cinq années. Ce délai prend cours à la date de signature de l'attestation de sécurité-incendie par l'autorité compétente.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, il y a caducité de l'attestation de sécurité-incendie existante et une nouvelle attestation de sécurité-incendie doit être obtenue lorsque le bâtiment, la partie de bâtiment ou son équipement ont fait l'objet de transformations susceptibles de remettre en cause sa sécurité en matière d'incendie, et en tout cas lors de :

- 1° la création de nouveaux locaux destinés aux hôtes, tels que chambre, salle de réunions, cuisine, salon susceptibles d'entraîner une augmentation de la capacité maximale;
- 2° la modification du chemin d'évacuation et du trajet d'évacuation;
- 3° la réalisation de gros travaux d'aménagement d'ascenseur et de monte-charge;
- 4° l'installation, la modification ou l'extension d'un réseau de gaz ou d'électricité;
- 5° toute transformation nécessitant un permis d'urbanisme.

La durée de validité de l'attestation de sécurité-incendie antérieure est toutefois prolongée jusqu'au terme de l'examen de la demande d'une nouvelle attestation de sécurité-incendie, pour autant que celle-ci soit sollicitée au plus tard trente jours après la fin des travaux. Si les travaux sont interrompus, pour bénéficier de cette prolongation, la demande est introduite dans les trente jours à dater de cette interruption.

## Sous-section 2. — Drogations

Art. D.III.75. Une dérogation aux normes de sécurité spécifiques peut être accordée par le Gouvernement, sur avis de la commission sécurité-incendie, à tous les hébergements touristiques pour autant que le niveau de sécurité en matière d'incendie demeure satisfaisant. À cette fin, le Gouvernement peut imposer des mesures de compensation.

La décision de dérogation vise les dispositions auxquelles il est permis de déroger.

Le Gouvernement fixe la durée de la dérogation, les modalités et la procédure relatifs à l'octroi de dérogation.

Art. D.III.76. Le recours visé à l'article D.III.79 peut contenir une telle demande de dérogation, à condition qu'elle soit expressément mentionnée. Dans ce cas, les procédures de dérogation et de recours sont jointes.

## Section 2. — Attestation de contrôle simplifié

Art. D.III.77. Par dérogation à l'article D.III.73, une attestation de contrôle simplifié peut être délivrée par le bourgmestre aux conditions cumulatives, fixées par le Gouvernement, et portant sur des exigences minimales à respecter à l'égard des équipements et des installations pour prévenir l'incendie et assurer la sécurité des personnes.

Le bourgmestre peut, moyennant décision du collège, déléguer sa compétence d'octroi d'attestation de contrôle simplifié à un organisme désigné par le Gouvernement.

L'attestation de contrôle simplifié a une durée de validité de cinq années. Ce délai prend cours à la date de signature de l'attestation de contrôle simplifié par l'autorité compétente.

## Section 3. — Mesures de contrainte

Art. D.III.78. Lorsque l'hébergement touristique ne dispose pas d'attestation de sécurité-incendie ou de contrôle simplifié pour garantir la sécurité de ses occupants, le bourgmestre peut :

- 1° ordonner la cessation totale ou partielle de l'exploitation de l'hébergement touristique;
- 2° mettre l'hébergement touristique sous scellés et, au besoin, procéder à sa fermeture provisoire immédiate;
- 3° prendre toute mesure utile pour garantir la sécurité de l'hébergement touristique en matière d'incendie.

## Section 4. — Recours

Art. D.III.79. Le demandeur peut exercer un recours motivé auprès de la commission sécurité-incendie visée à la section 5 :

- 1° à l'encontre du refus d'attestation de sécurité-incendie ou des obligations imposées en vertu de l'article D.III.73;
- 2° lorsqu'il n'a pas reçu la décision du bourgmestre dans les nonante-cinq jours à dater de la réception de sa demande par le bourgmestre.

Le recours n'est pas suspensif, sauf lorsque le recours porte sur un refus de renouvellement d'attestation de sécurité-incendie et pour autant que la décision de refus n'ait pas été motivée par un manquement grave à la sécurité. Le Gouvernement peut accorder un effet suspensif au recours dans les autres cas qu'il détermine.

Le recours est adressé à la commission sécurité-incendie, par envoi certifié, et est accompagné d'une copie de la demande, du rapport du service d'incendie et de la décision contestée, s'ils existent.

Le recours est introduit dans les trente jours de la réception de la décision contestée ou, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la date à partir de laquelle le demandeur peut former recours.

Art. D.III.80. Dans les dix jours à dater de la réception du recours, la commission sécurité-incendie adresse au demandeur un accusé de réception.

Il envoie dans le même délai une copie du recours et de ses annexes au bourgmestre concerné.

Art. D.III.81. Le demandeur peut demander à être entendu par la commission sécurité-incendie, soit dans son recours, soit par un envoi simple adressée au président de cette commission dans les quinze jours à dater de la réception par le demandeur de l'accusé de réception de son recours.

L'audition peut avoir lieu soit devant la commission, soit devant un ou plusieurs de ses délégués, éventuellement lors de la visite des lieux opérée par eux. Un procès-verbal est établi.

Le demandeur est averti de cette audition par envoi simple au moins huit jours avant la date fixée. Il peut se faire représenter ou assister par les personnes de son choix.

Art. D.III.82. La commission sécurité-incendie statue sur le recours, et adresse sa décision au demandeur dans un délai de sept mois à dater de l'envoi de l'accusé de réception visé l'article D.III.80.

Si le recours porte sur les obligations imposées par le bourgmestre en vertu des articles D.III.73 et D.III.77 la compétence de la commission sécurité-incendie n'est pas limitée à l'examen desdites obligations, de telle sorte qu'elle peut également refuser l'attestation de sécurité-incendie.

La décision de la commission sécurité-incendie est notifiée au demandeur par envoi certifié. La décision est également notifiée au bourgmestre concerné et au service d'incendie compétent.

Art. D.III.83. À défaut pour le demandeur d'avoir reçu la décision de la commission sécurité-incendie dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai visé à l'article D.III.82, alinéa 1<sup>er</sup>, il peut adresser un rappel, par envoi simple, à la commission sécurité-incendie. Son contenu mentionne le terme « rappel » et, sans ambiguïté, sollicite qu'il soit statué sur le recours dont une copie est jointe à la lettre.

À défaut de notification de la décision de la commission sécurité-incendie dans les trente jours à dater de la réception de l'envoi simple contenant rappel, le silence de la commission est réputé constituer une décision favorable.

#### Section 5. — Commission sécurité-incendie

Art. D.III.84. Il est constitué une commission sécurité-incendie qui statue sur les recours dont question à l'article D.III.79 et remet un avis au Gouvernement sur les demandes de dérogation visées à l'article D.III.75.

La commission a également une compétence consultative générale en matière de sécurité-incendie appliquée au secteur du tourisme.

Art. D.III.85. § 1<sup>er</sup>. La commission sécurité-incendie est composée comme suit :

- 1° un président, expert des services de sécurité d'incendie;
- 2° quatre membres effectifs et quatre suppléants, experts des services de sécurité d'incendie;
- 3° un membre représentant Tourisme Wallonie qui dispose de la connaissance du secteur des hébergements touristiques.

En cas d'empêchement du président, le membre le plus ancien le remplace.

La commission peut faire appel à des experts externes qui disposent de connaissances spécifiques en lien avec certains secteurs de l'hébergement touristique.

Tourisme Wallonie assure le secrétariat de la commission.

§ 2. Le Gouvernement nomme le président et les membres de la commission sécurité-incendie, selon la procédure qu'il détermine.

Art. D.III.86. Les mandats du président, des membres de la commission et de leur suppléant ont une durée de cinq années prenant cours à compter de la date de l'arrêté de nomination. Chaque mandat est renouvelable.

Art. D.III.87. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. La commission délibère uniquement si le président, ou son remplaçant, et deux membres visés à l'article D.III.85, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont présents.

Les experts des services sécurité d'incendie disposent d'une voix délibérative.

Le membre représentant Tourisme Wallonie dispose d'une voix consultative.

Art. D.III.88. Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement de la Commission sécurité-incendie.

Le Gouvernement détermine le jeton de présence qui peut être alloué aux membres de la commission sécurité-incendie, à l'exclusion du membre représentant Tourisme Wallonie et du secrétaire, ainsi que la hauteur des indemnités éventuellement accordées à ces membres.

### TITRE 4. — Itinéraires touristiques et produits d'itinérance permanents

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Principe, contenu et effets de l'autorisation

Art. D.III.89. Tous les itinéraires permanents et les produits d'itinérance permanents font l'objet d'une autorisation préalable et expresse.

L'autorisation délivrée pour un produit d'itinérance permanent porte sur l'itinéraire et les infrastructures aménagées sur son tracé et proposées au moment de l'introduction de la demande d'autorisation.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux itinéraires permanents et aux produits d'itinérance permanents mis en place dans le cadre du Réseau autonome des voies lentes.

L'autorisation est octroyée pour une durée de dix ans.

Elle est renouvelée pour une même durée s'il est démontré que les conditions initiales de l'autorisation sont toujours rencontrées.

Art. D.III.90. Tourisme Wallonie, VISITWallonia et les organismes touristiques, dans les limites de leur ressort territorial, peuvent utiliser et reproduire l'itinéraire et les supports y afférents sans l'accord exprès et communiqué du titulaire de l'autorisation et sans compensation financière.

Le titulaire de l'autorisation cède ses droits intellectuels automatiquement au bénéfice de VISITWallonia et des organismes touristiques qui peuvent en faire la promotion.

Art. D.III.91. L'autorisation n'entraîne aucune dépossession mais interdit tout acte de nature à nuire à l'itinéraire permanent ou à son exploitation.

Art. D.III.92. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement définit les modèles, les caractéristiques techniques des signes normalisés et des balises. Le Gouvernement peut définir des types de balises.

Le titulaire de l'autorisation est habilité à fixer les balises sur tout support riverain tels que murs, façades, poteaux jouxtant la voie publique ainsi que sur tout support implanté sur le domaine public et appartenant à l'autorité publique et tout support appartenant à un concessionnaire de voirie ou permissionnaire de voirie aux conditions suivantes :

- 1° le placement des balises ne contrevient pas à d'autres dispositions légales ou réglementaires;
- 2° le placement des balises n'entrave pas la fonction du support utilisé et ne fait pas obstacle au droit du gestionnaire domanial d'imposer, à tout moment, ce que les besoins et l'intérêt de la collectivité requièrent.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser et définir des conditions spécifiques d'utilisation pour les balises dématérialisées.

Le balisage dématérialisé remplit à tout le moins les conditions matérielles suivantes :

- 1° un panneau de départ indique au minimum les informations définies par le Gouvernement;
- 2° le signe normalisé, conforme aux normes définies par le Gouvernement, est identique tout le long du parcours;
- 3° l'itinéraire permanent ou le produit d'itinérance permanent comporte les balises matérielles aux endroits stratégiques, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les conditions à remplir pour pouvoir baliser un itinéraire permanent.

#### CHAPITRE 2. — Conditions d'autorisation et son maintien

##### Section 1<sup>re</sup>. — Itinéraire permanent

###### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions d'autorisation

Art. D.III.93. § 1<sup>er</sup>. Pour être autorisé, un itinéraire permanent satisfait aux conditions suivantes :

- 1° il est de nature à contribuer au développement touristique du territoire;
- 2° il dispose d'un avis motivé du service désigné par le Gouvernement lorsque l'itinéraire envisagé est, en tout ou en partie, situé dans les bois et les forêts soumis au régime forestier;
- 3° il dispose des autorisations de passage nécessaires par lesquelles les propriétaires concernés autorisent le passage des usagers sur leur propriété sauf si celle-ci est grevée d'une servitude publique de passage;
- 4° il dispose des autorisations pour la pose des balises, le cas échéant;
- 5° il dispose de l'avis d'opportunité touristique des maisons du tourisme. Le Gouvernement peut déterminer des conditions particulières de l'autorisation.

§ 2. Le Gouvernement fixe les modalités et les moyens de preuve de l'existence d'une autorisation de passage par les propriétaires concernés et de la durée de validité de celle-ci.

§ 3. Lorsque l'itinéraire permanent fait partie d'un réseau international d'itinéraires de grande taille, d'un sentier de Grande Randonnée ou faisant partie intégrante de sentiers couvrant plusieurs pays, la condition visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, ne doit pas être rencontrée.

###### Sous-section 2. — Demande d'autorisation

Art. D.III.94. Toute demande qui tend à obtenir une autorisation pour un itinéraire permanent ou un produit d'itinérance permanent est introduite, par envoi simple adressé à Tourisme Wallonie.

Le Gouvernement fixe les délais, modalités et procédures relatifs à la délivrance de l'autorisation d'un itinéraire permanent ainsi que son contenu.

Art. D.III.95. Lorsque l'itinéraire envisagé est, en tout ou en partie, situé en forêt, Tourisme Wallonie envoie la demande d'autorisation pour avis au service désigné par le Gouvernement dans le délai et suivant les modalités fixés par le Gouvernement.

Art. D.III.96. Tourisme Wallonie attribue un numéro unique d'autorisation de l'itinéraire permanent ou du produit d'itinérance.

###### Sous-section 3. — Maintien de l'autorisation

Art. D.III.97. Le titulaire de l'autorisation procède à l'entretien et au maintien en l'état de l'itinéraire, en ce compris son tracé et son balisage, et du produit d'itinérance.

Art. D.III.98. Le titulaire de l'autorisation respecte les modèles, caractéristiques techniques des signes normalisés et des balises arrêtés par le Gouvernement en vertu de l'article D.III.92.

##### Section 2. — Produits d'itinérance permanents

Art. D.III.99. Pour être autorisé, un produit d'itinérance permanent satisfait aux conditions visées à l'article D.III.93.

Art. D.III.100. Les équipements du produit d'itinérance permanent ont pour objet la signalétique d'interprétation du territoire, les aires d'arrêt, et les aménagements paysagers.

Le Gouvernement peut préciser les prescriptions relatives aux équipements des produits d'itinérance permanent.

#### CHAPITRE 3. — Retrait de l'autorisation

Art. D.III.101. Le titulaire d'une autorisation signale à Tourisme Wallonie toute modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de l'autorisation, par envoi simple, dans les soixante jours à dater de la modification.

Art. D.III.102. Les autorisations visées à l'article D.III.93 peuvent être retirées à son titulaire par Tourisme Wallonie si les dispositions prévues par ou en vertu du présent Titre ne sont pas respectées.

Le service désigné par le Gouvernement informe Tourisme Wallonie de tout élément constaté en forêt pouvant être assimilé à un non-respect des conditions fixées par ou en vertu du présent Titre.

L'autorisation peut également être retirée si Tourisme Wallonie est informée du fait que le titulaire de l'autorisation ne respecte pas des dispositions légales ou réglementaires.

L'autorisation est retirée, de plein droit, à la date de la décision ou du jugement relatif à la dissolution, la nullité, l'ouverture de faillite ou l'ouverture de la liquidation du titulaire de l'autorisation.

Art. D.III.103. Tourisme Wallonie notifie sa décision au titulaire par envoi certifié, dans les délais fixés et selon la procédure prescrite par le Gouvernement.

Art. D.III.104. Tourisme Wallonie informe VISITWallonia, les organismes touristiques, et le cas échéant le service désigné par le Gouvernement, des décisions de retrait d'autorisation d'un itinéraire permanent.

#### TITRE 5. — *Recours*

Art. D.III.105. Le demandeur ou le titulaire d'un enregistrement, d'une autorisation, d'une certification, d'un classement ou d'un label peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement à l'encontre de la décision :

- 1° de suspension de l'enregistrement;
- 2° de refus ou de retrait de l'autorisation;
- 3° de refus ou de retrait de la certification;
- 4° de refus d'accorder une dérogation aux conditions d'octroi de la certification en application de l'article D.III.31, § 3, ou aux critères de classement en application de l'article D.III.40;
- 5° de révision du classement;
- 6° de refus d'accorder un classement;
- 7° de retrait du classement;
- 8° de refus ou de retrait du label;
- 9° de contestation quant aux garanties, prévues à l'article D.IV.135, liées au subventionnement.

Le recours n'est pas suspensif.

Le Gouvernement détermine la procédure applicable en cas de recours contre une décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Il est institué une chambre de recours dont le fonctionnement et la composition sont déterminés par le Gouvernement.

#### TITRE 6. — *Transmission des informations touristiques*

Art. D.III.106. A la demande de Tourisme Wallonie, les opérateurs fournissent, par voie électronique et dans les trente jours de la réception de la demande, les informations nécessaires en vue des publications destinées à promouvoir les offres touristiques. Les renseignements à fournir sont déterminés par le Gouvernement.

A défaut de réponse dans le délai indiqué à l'alinéa 1<sup>er</sup>, Tourisme Wallonie renouvelle la demande par envoi certifié.

La certification, l'agrément, l'autorisation ou la labellisation peut être retiré si l'opérateur néglige, pendant deux années consécutives, de donner suite à la demande de renseignements. Il est statué conformément aux procédures de retrait visées aux articles D.III.11, D.III.19, D.III.34, D.III.53, D.III.65, D.III.71 et D.III.102.

Livre 4. Subventions et appels à projets

#### TITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions transversales*

Art. D.IV.1. Le Gouvernement ne peut pas accorder une subvention pour le financement des investissements et des dépenses qui peuvent être subsidiées en vertu d'autres dispositions légales ou réglementaires, sauf s'il est établi que, sans l'intervention financière complémentaire de Tourisme Wallonie, les investissements et dépenses ne pourraient être réalisés et n'amélioreraient pas l'attractivité touristique.

La subvention ne peut pas, pour les subventions visées aux articles D.IV.19, D.IV.26, D.IV.55, D.IV.74 et D.IV.102, dépasser le montant de l'estimation validée au moment de l'engagement juridique.

Le Gouvernement fixe les modalités d'indexation des plafonds, planchers, et montants des subventions visées au présent Livre.

Art. D.IV.2. Le Gouvernement détermine pour chaque appel à projets qu'il organise :

- 1° le montant global maximal alloué dans le cadre de l'appel à projets;
- 2° le ou les investissements et actions prioritaires qu'il est amené à couvrir;
- 3° le taux et le montant maximum de la subvention octroyée au terme de l'appel à projets;
- 4° les conditions de recevabilité à l'appel à projets;
- 5° les conditions d'éligibilité à l'appel à projets;
- 6° les critères de sélection des projets.

Art. D.IV.3. Le Gouvernement arrête les modalités de demande, d'organisation, d'octroi et de liquidations relatives aux appels à projets.

Art. D.IV.4. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut octroyer une subvention aux fins de tourisme pour tous tel que défini à l'article D.I.1, 46°, aux attractions touristiques certifiées et aux hébergements touristiques certifiés.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est octroyée selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut également octroyer la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> à la suite d'un appel à projets lancé conformément à l'article D.IV.3.

Art. D.IV.5. Pour les bénéficiaires non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ou les bénéficiaires assujettis sans droit à la déduction de la taxe sur la valeur ajoutée, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée est compris dans le montant des dépenses subventionnables.

Pour les bénéficiaires assujettis mixtes ou partiels à la taxe sur la valeur ajoutée, une quote-part du montant de la taxe sur la valeur ajoutée est comprise dans le montant des dépenses subventionnables selon le taux de non-déductibilité du bénéficiaire.

Pour les bénéficiaires assujettis avec droit à la déduction totale à la taxe sur la valeur ajoutée, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée n'est pas compris dans le montant des dépenses subventionnables.

Art. D.IV.6. Le Gouvernement peut procéder à toute vérification qu'il juge utile quant aux conditions d'octroi et d'affectation de la subvention, sur place ou sur pièces.

Le refus de laisser procéder à ces vérifications ou le fait de faire obstacle à celles-ci entraîne la présomption réfragable qu'il n'est pas satisfait aux conditions d'octroi et d'emploi de la subvention.

Art. D.IV.7. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des règles spécifiques de subventionnement visées au chapitre 3 du Titre 5 du présent Livre, la subvention est liquidée à celui qui finance les dépenses liées aux acquisitions, aux travaux et aux services, pour autant qu'il soit toujours propriétaire, titulaire d'un droit réel démembrement ou d'une concession, ou encore titulaire de la certification ou de l'autorisation au jour de la liquidation.

§ 2. Les conditions d'octroi et d'emploi de la subvention sont maintenues pendant un délai de cinq ans pour les dépenses liées aux biens mobiliers et biens immobiliers par destination ainsi que les dépenses liées à un itinéraire permanent ou à un produit d'itinérance permanent reconnu, qu'ils soient mobiliers ou immobiliers; et de dix ans pour toutes les autres dépenses liées aux biens immobiliers, prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la dernière subvention est liquidée.

En cas de non-maintien des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention pour les dépenses liées aux biens mobiliers et immobiliers par destination dans les trois premières années prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la dernière subvention est liquidée, l'intégralité de la subvention est remboursée. En cas de non-maintien des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention pour ces dépenses liées aux biens mobiliers et immobiliers par destination dans les années suivantes, la dernière subvention est remboursée au prorata du nombre d'années restant à courir.

En cas de non-maintien des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention pour les dépenses liées aux biens immobiliers dans les cinq premières années prenant cours à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la dernière subvention est liquidée, l'intégralité de la subvention est remboursée. En cas de non-maintien des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention pour ces dépenses dans les années suivantes, la subvention est remboursée au prorata du nombre d'années restant à courir.

§ 3. Le bénéficiaire de la subvention, le propriétaire, le titulaire d'un droit réel démembre, le concessionnaire et le titulaire de la certification ou de l'autorisation sont solidairement responsables du remboursement de la subvention visée au paragraphe 2 ou indûment perçue, dès lors que ce soutien financier génère dans leur chef un avantage direct ou indirect.

Si le bénéficiaire de la subvention n'est pas le propriétaire, le titulaire du droit réel démembre, le concessionnaire, le titulaire de la certification ou de l'autorisation, la liste des codébiteurs solidaires est communiquée à Tourisme Wallonie par envoi certifié.

Lorsqu'une subvention est octroyée indirectement au bénéficiaire par le biais d'une instance intermédiaire, le bénéficiaire et l'instance intermédiaire sont solidairement responsables du remboursement de la subvention visée au paragraphe 2 ou indûment perçue, dès lors que ce soutien financier génère dans leur chef un avantage direct ou indirect.

§ 4. L'instance subsidiaire contrôle le respect des conditions d'octroi et de maintien des subventions.

Art. D.IV.8. Lors de situations de crise reconnues par décision du Gouvernement, il peut octroyer des dérogations :

- 1° aux conditions de certification et de son maintien visées par le présent Code;
- 2° aux conditions de maintien et d'octroi de la subvention visées par le présent Code;
- 3° aux conditions de maintien de l'autorisation visées par le présent Code. Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement peut octroyer, lors de situations de crise visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des mesures d'aides spécifiques aux organismes touristiques certifiés, aux exploitants d'attractions touristiques certifiées, aux exploitants d'hébergements touristiques certifiés, aux associations de tourisme pour tous, aux centres de tourisme pour tous et aux bénéficiaires d'équipements touristiques.

Les mesures d'aides spécifiques visées à l'alinéa 2 sont octroyées selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

## TITRE 2. — Organismes touristiques

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Subvention de fonctionnement des fédérations provinciales du tourisme

#### Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention

Art. D.IV.9. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde aux fédérations provinciales du tourisme certifiées une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement et d'animation liés à l'accomplissement de leurs missions.

§ 2. En l'absence de fédération provinciale certifiée sur le territoire d'une province, la subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est octroyée :

- dans son intégralité au bénéfice de la maison du tourisme qui exerce seule sur le territoire de la province l'ensemble des missions visées à l'article D.III.3, § 1<sup>er</sup>;
- au bénéfice des maisons du tourisme exerçant les missions visées à l'article D.III.3, § 1<sup>er</sup>, selon les modalités de répartition arrêtées au sein des conventions de partenariat visées à l'article D.III.3, § 2.

#### Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention

Art. D.IV.10. Le Gouvernement fixe les modalités et les conditions d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.9.

#### Section 3. — Taux et montant de la subvention

Art. D.IV.11. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.9.

#### Section 4. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions

Art. D.IV.12. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatifs à la liquidation de la subvention.

### CHAPITRE 2. — Subventions et appels à projets pour le fonctionnement et l'animation des maisons du tourisme

#### Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention

Art. D.IV.13. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde aux maisons du tourisme certifiées une subvention destinée à couvrir les frais de fonctionnement et d'animation liés à l'accomplissement de leurs missions. Le Gouvernement peut accorder une subvention complémentaire pour des missions spécifiques qu'il confie à une maison du tourisme.

Il peut également octroyer une subvention à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

Art. D.IV.14. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.13.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.15. Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.13.

*Section 3. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.16. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.13.

*Section 4. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.17. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.13, alinéa 2, conformément à l'article D.IV.2.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.18. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatifs à la liquidation de la subvention.

*CHAPITRE 3. — Subventions et appels à projets pour les infrastructures des maisons du tourisme**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.19. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder aux maisons du tourisme certifiées une subvention destinée à couvrir les acquisitions et travaux, ainsi que le mobilier, en vue d'améliorer la qualité des infrastructures des maisons du tourisme.

Il peut également octroyer une subvention à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

Art. D.IV.20. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.19.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.21. § 1<sup>er</sup>. L'octroi des subventions visées à l'article D.IV.19 est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° la maison du tourisme est titulaire d'une certification;
- 2° les projets de travaux et l'acquisition de fournitures sont approuvés par le Gouvernement;
- 3° le mobilier concerné est destiné à la gestion administrative ou promotionnelle des activités touristiques, dont la catégorie est précisée par le Gouvernement;
- 4° les travaux sont exécutés et les fournitures acquises au plus tard dans les délais fixés par l'arrêté d'octroi de la subvention;
- 5° le choix des prestataires et des fournisseurs auxquels le bénéficiaire recourt pour la réalisation des investissements subventionnés est arrêté à la suite d'une procédure de mise en concurrence transparente, non-discriminatoire et inconditionnelle.

§ 2. Les infrastructures subsidiées sont accessibles au public de façon gratuite et ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation commerciale pendant la durée du maintien des conditions d'octroi et de maintien de la subvention.

Le Gouvernement peut préciser les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, ne peuvent pas être subventionnés.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.22. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.19, alinéa 1<sup>er</sup>.

Il peut également octroyer la subvention visée à l'article D.IV.19, alinéa 2, à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

*Section 4. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.23. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul de la subvention visée à l'article D.IV.19.

*Section 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.24. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.22, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.25. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.19.

*CHAPITRE 4. — Subventions et appels à projet pour les infrastructures et le matériel des offices du tourisme**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.26. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder aux offices du tourisme certifiés une subvention destinée à couvrir les frais pour les infrastructures et le matériel liés à l'accomplissement de leurs missions en vue d'améliorer la qualité des bureaux d'accueil et d'information.

Il peut également octroyer une subvention à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

Art. D.IV.27. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.26.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.28. § 1<sup>er</sup>. L'octroi des subventions visées à l'article D.IV.26 est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° l'office du tourisme est titulaire d'une certification;
- 2° les projets de travaux et l'acquisition de fournitures sont approuvés par le Gouvernement;
- 3° le mobilier concerné est destiné à la gestion administrative ou promotionnelle des activités touristiques, reprises dans la liste établie par le Gouvernement;

- 4° les travaux sont exécutés et les fournitures acquises au plus tard dans les délais fixés par l'arrêté d'octroi de la subvention;
- 5° le choix des prestataires et des fournisseurs auxquels le bénéficiaire recourt pour la réalisation des investissements subventionnés est arrêté à la suite d'une procédure de mise en concurrence transparente, non-discriminatoire et inconditionnelle.

§ 2. Les infrastructures subsidiées sont accessibles au public de façon gratuite et ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation commerciale pendant la durée du maintien des conditions d'octroi et de maintien de la subvention.

Le Gouvernement peut préciser les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, ne peuvent pas être subventionnés.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.29. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.26.

*Section 4. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.30. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.26.

*Section 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.31. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.26, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.32. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention.

CHAPITRE 5. — *Subventions et appels à projets pour la promotion touristique aux maisons du tourisme et offices du tourisme*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.33. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder aux maisons du tourisme et aux offices du tourisme certifiés une subvention pour la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion touristique dans leur ressort respectif.

La subvention porte sur :

- 1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion des actions de promotion touristique;
- 2° l'usage des technologies de l'information et de la communication selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. D.IV.34. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.33.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.35. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.33 lorsque :

- 1° le demandeur est une maison du tourisme ou un office du tourisme certifié;
- 2° les actions de promotion touristique s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les actions de promotion touristique sont cohérentes avec celles menées par Tourisme Wallonie et VISITWallonia;
- 4° les actions de promotion touristique sont majoritairement déployées dans un ressort géographique dépassant celui du demandeur.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.36. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.33.

Il peut également octroyer la subvention, à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

*Section 4. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.37. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul de la subvention visée à l'article D.IV.33.

*Section 5. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.38. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.36, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.39. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation des subventions.

CHAPITRE 6. — *Subventions aux maisons du tourisme et aux offices du tourisme pour la promotion des itinéraires permanents et des produits d'itinérance permanents*

Art. D.IV.40. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut octroyer une subvention aux maisons du tourisme et aux offices du tourisme certifiés pour :

- 1° la conception, la réalisation et l'impression des cartes et descriptifs de promenade relatifs à des itinéraires permanents et des produits d'itinéraire permanents autorisés selon les modalités définies par le Gouvernement;
- 2° les droits d'auteurs et les frais de traduction nécessaires à la mise en oeuvre des actions visées au point 1°.

Le demandeur ne vend pas les cartes et descriptifs de promenades à un prix excédant celui fixé par le Gouvernement et selon les modalités qu'il arrête.

Art. D.IV.41. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.40.



Art. D.IV.42. Le Gouvernement définit le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.40.

CHAPITRE 7. — *Subventions aux organismes touristiques par appel à projets pour la professionnalisation du secteur*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.43. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses de services relatives à la réalisation d'actions de professionnalisation.

Les actions de professionnalisation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent notamment :

- 1° des actions de sensibilisation et de promotion, des formations, des échanges de pratiques, des études, et des certifications spécifiques en lien avec la professionnalisation;
- 2° des études ou analyses.

Art. D.IV.44. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.43.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.45. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.43 lorsque :

- 1° les actions de professionnalisation s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 2° les actions de professionnalisation s'inscrivent dans le cadre des missions des organismes touristiques.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.46. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.43 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.47. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.43 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.48. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatifs à la liquidation des subventions visées à l'article D.IV.43.

CHAPITRE 8. — *Subventions par appel à projets aux organismes touristiques pour l'animation et la dynamisation territoriale*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.49. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses relatives à la réalisation d'actions d'animation et de dynamisation du territoire des organismes touristiques certifiés.

Sont visées les initiatives, exclusives ou conjointes, et partenariats menés en vue de soutenir la mise en valeur des atouts du territoire et d'encourager la commercialisation des produits, dont :

- 1° la coordination d'événements favorisant l'animation territoriale;
- 2° le développement de réseaux entre les organismes touristiques et les acteurs locaux.

Art. D.IV.50. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.49.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.51. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.49 lorsque :

- 1° le demandeur est un organisme touristique certifié;
- 2° les initiatives et partenariats s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les initiatives et partenariats relèvent des missions dévolues aux organismes touristiques par ou en vertu du présent Code.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.52. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.49 à la suite d'un appel à projets conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.53. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.49 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.54. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.49.

**TITRE 3. — Attractions touristiques**

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Subventions pour le développement d'une attraction touristique*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.55. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour l'équipement, l'aménagement ou l'amélioration d'une attraction touristique certifiée ainsi que pour les honoraires relatifs à ces travaux et qui concernent les parties de l'attraction touristique accessibles au public.

Art. D.IV.56. Le Gouvernement précise les dépenses en matière de travaux, fournitures et services pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.55.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.57. Le Gouvernement fixe les conditions d'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.55.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.58. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.55.

Il peut également octroyer la subvention visée à l'article D.IV.55 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

*Section 4. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.59. Le Gouvernement détermine le taux, le montant et les modalités de calcul de la subvention visée à l'article D.IV.55, sans préjudice de l'article D.IV.7, § 2.

*Section 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.60. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.58, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.61. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.55.

*CHAPITRE 2. — Subventions par appel à projets pour la professionnalisation du secteur**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.62. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses de services relatives à la réalisation d'actions de professionnalisation à destination des attractions touristiques certifiées.

Les actions de professionnalisation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent :

- 1° des actions de sensibilisation et promotion, des formations, des échanges de pratiques, des études, et des certifications spécifiques en lien avec la professionnalisation;
- 2° des études ou analyses.

Art. D.IV.63. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.62.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.64. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.62 lorsque :

- 1° l'attraction touristique est certifiée au moment de l'engagement juridique du subventionnement;
- 2° les actions de professionnalisation s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.65. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.62 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.66. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.62 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.67. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.62.

*CHAPITRE 3. — Subventions par appel à projets pour la promotion touristique**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.68. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses relatives à la réalisation d'actions de promotion d'attractions touristiques certifiées ou de sites touristiques.

Au sens de la présente disposition, le site touristique s'entend comme le lieu qui bénéficie d'un intérêt touristique qui justifie le renforcement de son attractivité, et qui ne constitue pas une attraction touristique.

La subvention porte sur :

- 1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion de la campagne;
- 2° la conception, la réalisation ou la réorganisation d'un site internet selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. D.IV.69. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.68.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.70. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.68 lorsque :

- 1° le demandeur est l'exploitant d'une ou plusieurs attractions touristiques certifiées ou d'un site touristique;
- 2° l'action de promotion touristique s'inscrit dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° l'action de promotion touristique est cohérente avec les actions menées par Tourisme Wallonie, VISITWallonia et la maison du tourisme dans le ressort duquel l'attraction ou le site est localisé;
- 4° l'action de promotion touristique est majoritairement déployée dans un ressort géographique dépassant celui de la maison du tourisme dans le ressort duquel l'attraction ou le site est localisé.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.71. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.68 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.72. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.68 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.73. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatifs à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.68.

**TITRE 4. — Équipements touristiques****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Objet de la subvention**

Art. D.IV.74. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour des acquisitions et des travaux de construction, d'aménagement, d'agrandissement et d'équipement destinés à renforcer l'attractivité touristique d'un territoire, et qui ne concernent pas une attraction touristique.

Art. D.IV.75. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.74.

**CHAPITRE 2. — Conditions d'octroi de la subvention**

Art. D.IV.76. L'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.74 est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° le demandeur est un pouvoir subordonné ou une association sans but lucratif répondant aux conditions visées à l'article D.IV.77;
- 2° les projets de travaux, de fournitures et de services sont approuvés par le Gouvernement dans le délai et selon les modalités qu'il fixe.

Les travaux et les fournitures sont exécutés dans les délais fixés par le Gouvernement.

Les infrastructures subsidiées sont accessibles au public de façon gratuite et ne peuvent en aucune manière faire l'objet d'une exploitation commerciale pendant la durée des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention, sauf dérogation accordée par le Gouvernement dans le respect de la réglementation européenne en matière d'aides d'État.

Le choix des prestataires et des fournisseurs auxquels le bénéficiaire recourt pour la réalisation des investissements subventionnés est arrêté à la suite d'une procédure de mise en concurrence transparente, non-discriminatoire et inconditionnelle.

Art. D.IV.77. L'association sans but lucratif visée à l'article D.IV.76 :

- 1° fait la preuve de deux années au moins d'activités touristiques majoritairement déployées dans un ressort géographique dépassant la commune où est établi le demandeur;
  - 2° dispose des capacités financières ou humaines suffisantes pour assurer la bonne fin des projets subventionnés.
- Le Gouvernement peut préciser les conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**CHAPITRE 3. — Modalités d'octroi de la subvention**

Art. D.IV.78. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.74.

Il peut également octroyer la subvention visée à l'article D.IV.74 à la suite d'un appel à projets lancé conformément au chapitre 5 du présent Titre.

**CHAPITRE 4. — Taux et montant de la subvention**

Art. D.IV.79. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.74.

**CHAPITRE 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets**

Art. D.IV.80. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.78, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

**CHAPITRE 6. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions**

Art. D.IV.81. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.74.

**TITRE 5. — Hébergements touristiques****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Subventions générales***Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.82. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour :

- 1° les acquisitions de matériaux, les travaux, et les honoraires relatifs à ces travaux, destinés à la construction, à l'aménagement et à l'équipement des hôtels touristiques et ce, pour l'espace affecté exclusivement à la clientèle touristique ou destinés à l'aménagement et à l'équipement de meublés de tourisme dans des bâtiments existants depuis dix ans au moins;
- 2° les acquisitions de biens meubles, les travaux de rénovation ou d'aménagement, et pour les honoraires relatifs à ces travaux, pour l'espace affecté exclusivement à la clientèle touristique. Ces investissements sont destinés à la mise en exploitation ou à la modernisation destinés à l'aménagement et à l'équipement de maisons d'hôtes dans des bâtiments existants depuis dix ans au moins;
- 3° les travaux d'aménagement et d'équipements de campings touristiques et les honoraires relatifs à ceux-ci pour l'acquisition de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux destinés à la création, l'agrandissement et à la modernisation des campings touristiques;
- 4° les travaux d'aménagement et d'équipements de villages de vacances et les honoraires relatifs à ceux-ci, et pour l'acquisition de matériaux nécessaires à la réalisation des travaux destinés à la création ou à la modernisation des villages de vacances;
- 5° Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour les acquisitions de matériaux, les travaux et les honoraires relatifs à ceux-ci, destinés à la construction, à l'aménagement, à l'agrandissement et à l'équipement d'auberges pour jeunes.

Art. D.IV.83. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.82.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.84. Pour les subventions visées à l'article D.IV.82, l'exploitant est titulaire de la certification visée à l'article D.III.27. Il dispose, en outre, d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.85. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.84.

Il peut également octroyer les subventions visées à l'article D.IV.84 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

*Section 4. — Taux, montant et périodicité de la subvention*

Art. D.IV.86. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.82.

*Section 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.87. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.85, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation*

Art. D.IV.88. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation des subventions visées à l'article D.IV.82.

*CHAPITRE 2. — Endroits de camp**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.89. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour les acquisitions d'équipements, de matériaux et les travaux, destinés à mettre les bâtiments ou parties de bâtiments en conformité avec les normes de base ou les normes spécifiques en matière de sécurité-incendie et d'hygiène pour des endroits de camp.

§ 2. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement accorde une subvention à l'organisme agréé visé à l'article D.III.66.

Art. D.IV.90. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.89.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.91. L'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.89, § 1<sup>er</sup>, est subordonné au fait que le demandeur soit titulaire du label « endroit de camp » ainsi qu'aux conditions fixées, le cas échéant, par le Gouvernement.

Pour les subventions visées à l'article D.IV.89, § 2, l'organisme dispose de l'agrément visé à l'article D.III.69.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.92. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.89.

Il peut également octroyer les subventions visées à l'article D.IV.89, § 1<sup>er</sup>, à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 5 du présent chapitre.

*Section 4. — Taux, montant et périodicité de la subvention*

Art. D.IV.93. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.89.

*Section 5. — Modalités particulières pour le subventionnement par appel à projets*

Art. D.IV.94. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.92, alinéa 2, conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 6. — Procédures de liquidation*

Art. D.IV.95. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation des subventions visées à l'article D.IV.89.

*CHAPITRE 3. — Subventions par appel à projets pour la professionnalisation du secteur**Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.96. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses de services relatives à la réalisation d'actions de professionnalisation à destination des hébergements touristiques certifiés.

Les actions de professionnalisation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent notamment :

- 1° des actions de sensibilisation et promotion, des formations, des échanges de pratiques, des études, et des certifications spécifiques en lien avec la professionnalisation;
- 2° des études ou analyses.

Art. D.IV.97. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.96.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.98. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.96 lorsque :

- 1° l'hébergement touristique est certifié ou, pour les endroits de camp, labellisé;
- 2° les actions de professionnalisation s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.99. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.96 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.100. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.96 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.101. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.96.

**TITRE 6. — Subventions en matière de tourisme pour tous****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Subventions générales***Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.102. Pour promouvoir et développer le tourisme pour tous, le Gouvernement peut intervenir, dans les limites des crédits inscrits au budget, dans les dépenses effectuées par les associations de tourisme pour tous certifiées conformément à l'article D.III.47 ou les centres de tourisme pour tous certifiés conformément à l'article D.III.48.

La subvention peut porter sur les dépenses relatives :

- 1° aux acquisitions et aux constructions, aménagement, rénovation, modernisation ou agrandissement de biens immobiliers destinés et affectés au développement de centres de tourisme pour tous;
- 2° à la signalisation ou la signalétique du centre de tourisme pour tous;
- 3° aux équipements mobiliers du centre de tourisme pour tous destinés aux touristes.

Les honoraires relatifs aux travaux visés à l'alinéa 2 peuvent être subventionnés.

Art. D.IV.103. Le Gouvernement précise les catégories de dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.102.

*Section 2. — Conditions d'octroi des subventions*

Art. D.IV.104. Le Gouvernement peut accorder les subventions visées à l'article D.IV.102, aux associations de tourisme pour tous qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° l'hébergement touristique pour lequel la subvention est demandée respecte les normes fixées par le Gouvernement;
- 2° l'association défend un projet qui s'inscrit dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les actions subventionnées s'inscrivent dans les objectifs et actions développés dans le cadre du plan quadriennal;
- 4° l'association consacre, par année civile, au moins cinquante-et-un pour cent de l'occupation réelle de l'hébergement touristique concerné à l'hébergement de ses affiliés, par référence au nombre de nuitées;
- 5° la rémunération des prestations fournies à ses affiliés ne dépasse pas, d'une part, les trois quarts du prix moyen perçu pour une prestation comparable dans un hôtel de tourisme et, d'autre part, les trois quarts du prix pratiqué dans l'hébergement touristique concerné à l'égard des non-affiliés.

Art. D.IV.105. Le Gouvernement peut accorder les subventions visées à l'article D.IV.102, aux centres de tourisme pour tous non affiliés à une association de tourisme pour tous, qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° le centre respecte les normes fixées par le Gouvernement;
- 2° le centre défend un projet qui s'inscrit dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les actions subventionnées s'inscrivent dans les objectifs et actions développés dans le cadre du plan quadriennal;
- 4° le centre consacre, par année civile, au moins cinquante-et-un pour cent de son occupation réelle, par référence au nombre de nuitées, à des prestations dont la rémunération ne dépasse pas les trois quarts du prix moyen perçu pour une prestation comparable.

Un centre de tourisme pour tous ne peut pas bénéficier d'une subvention en tant qu'hébergement touristique.

*Section 3. — Taux et montant de la subvention*

Art. D.IV.106. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul de la subvention visée à l'article D.IV.102.

*Section 4. — Procédures d'octroi et de liquidation des subventions*

Art. D.IV.107. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.102.

Art. D.IV.108. Outre sa comptabilité générale, l'association bénéficiaire d'une subvention prévue tient une comptabilité distincte comprenant l'établissement d'un compte de résultats et d'un bilan annuel pour chacun des centres de tourisme pour tous.

**CHAPITRE 2. — Subventions par appel à projets pour la professionnalisation du secteur***Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.109. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses de services relatives à la réalisation d'actions de professionnalisation à destination des associations de tourisme pour tous certifiées conformément à l'article D.III.47 ou les centres de tourisme pour tous certifiés conformément à l'article D.III.48.

Les actions de professionnalisation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent :

- 1° des actions de sensibilisation, formation, échanges de pratiques, études, promotion, certifications;
- 2° des études ou analyses.

Art. D.IV.110. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.109.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.111. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.109 dans les conditions prévues aux articles D.IV.104 et D.IV.105.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.112. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.62 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.113. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.109 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.114. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.109.

**CHAPITRE 3. — Subventions par appel à projets pour la promotion touristique***Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention*

Art. D.IV.115. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut intervenir dans les dépenses relatives à la réalisation d'actions de promotion des associations de tourisme pour tous certifiées conformément à l'article D.III.47 ou des centres de tourisme pour tous certifiés conformément à l'article D.III.48.

Les actions de promotion visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprennent notamment :

- 1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion de la campagne;
- 2° la conception, la réalisation ou la réorganisation d'un site internet selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. D.IV.116. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention visée à l'article D.IV.115.

*Section 2. — Conditions d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.117. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.115 dans les conditions prévues aux articles D.IV.104 et D.IV.105.

*Section 3. — Modalités d'octroi de la subvention*

Art. D.IV.118. Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article D.IV.115 à la suite d'un appel à projets lancé conformément à la section 4 du présent chapitre.

*Section 4. — Contenu des appels à projets*

Art. D.IV.119. Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.115 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

*Section 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions*

Art. D.IV.120. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.115.

**TITRE 7. — Développement des itinéraires permanents et des produits d'itinérance permanents****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Objet de la subvention**

Art. D.IV.121. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder une subvention pour :

- 1° la conception, la fourniture et la pose de balises conformes aux normes arrêtées par le Gouvernement pour les itinéraires permanents autorisés et les produits d'itinérance permanents, autorisés;
- 2° les fournitures, travaux et services relatifs aux équipements du produit d'itinérance permanent autorisé.

Art. D.IV.122. Le Gouvernement précise les dépenses pouvant faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.121.

**CHAPITRE 2. — Conditions d'octroi de la subvention**

Art. D.IV.123. L'octroi de la subvention visée à l'article D.IV.121 est subordonné aux conditions suivantes :

- 1° les itinéraires permanents et les produits d'itinérance permanent sont autorisés au moment de l'engagement juridique du subventionnement;
- 2° les équipements subsidiés sont accessibles au public de façon gratuite, sauf dérogation octroyée par le Gouvernement dans le respect de la réglementation européenne en matière d'aides d'état et ne peuvent pas faire l'objet, même ultérieurement, d'une exploitation commerciale;
- 3° le choix des prestataires et des fournisseurs auxquels le bénéficiaire recourt pour la réalisation des équipements subventionnés est arrêté à la suite d'une procédure de mise en concurrence transparente, non-discriminatoire et inconditionnelle.

**CHAPITRE 3. — Modalités d'octroi de la subvention**

Art. D.IV.124. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.121.

**CHAPITRE 4. — Taux et montant de la subvention**

Art. D.IV.125. Le Gouvernement fixe le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.121.

**CHAPITRE 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions**

Art. D.IV.126. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation de la subvention visée à l'article D.IV.121.

**TITRE 8. — Subventions et appels à projets aux associations sans but lucratif pour les événements touristiques****CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Finalité des subventions de promotion des événements touristiques et des subventions par appel à projets pour l'organisation d'événements touristiques***Section 1<sup>re</sup>. — Objet de la subvention de la promotion des événements touristiques*

Art. D.IV.127. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits inscrits au budget, le Gouvernement peut accorder aux associations sans but lucratif, à l'exclusion des organismes touristiques certifiés, une subvention pour la réalisation d'actions ou de campagnes de promotion touristique événementielle.

Le Gouvernement précise les conditions d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. La subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup> porte sur :

- 1° la conception, la réalisation et l'impression de supports de diffusion des actions et campagnes de promotion touristique événementielle;
- 2° l'usage des technologies de l'information et de la communication selon les modalités définies par le Gouvernement.

Art. D.IV.128. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention en vertu de l'article D.IV.127.

*Section 2. — Objet de la subvention par appel à projet pour l'organisation d'événements*

Art. D.IV.129. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut lancer des appels à projets en vue de l'octroi d'une subvention à des associations sans but lucratif, à l'exclusion des organismes touristiques certifiés, pour l'organisation d'événements qu'il détermine en regard de leur impact sur l'attractivité touristique du territoire.

§ 2. Le Gouvernement précise les dépenses qui peuvent faire l'objet d'une subvention visée au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Sous réserve des modalités particulières prévues par la présente section, les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux subventions octroyées à la suite d'un appel à projets.

**CHAPITRE 2. — Conditions d'octroi de la subvention***Section 1<sup>re</sup>. — Subventions pour la promotion touristique*

Art. D.IV.130. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.127 lorsque :

- 1° le demandeur est une association sans but lucratif qui organise un ou des événements touristiques ouverts au public;
- 2° les actions de promotion touristique événementielle s'inscrivent dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les actions de promotion touristique événementielle sont cohérentes avec celles menées par Tourisme Wallonie et VISITWallonia;
- 4° les actions de promotion touristique événementielle sont majoritairement déployées dans un ressort géographique dépassant celui du lieu de l'événement;
- 5° les actions de promotion touristique événementielle ne concernent pas des événements sportifs et des événements à portée uniquement locale.

*Section 2. — Subventions par appel à projet pour l'organisation d'événements*

Art. D.IV.131. Le Gouvernement peut accorder une subvention visée à l'article D.IV.129 lorsque :

- 1° le demandeur est une association sans but lucratif qui organise un ou des événements touristiques ouverts au public;
- 2° l'événement s'inscrit dans la politique générale menée par la Région en matière de tourisme;
- 3° les impacts touristiques de l'événement sont déployés dans un ressort géographique dépassant celui du lieu de l'événement;
- 4° les actions de promotion touristique événementielle sont majoritairement déployées dans un ressort géographique dépassant celui du lieu de l'événement;
- 5° les événements n'ont pas une portée uniquement locale et ne constituent pas une manifestation sportive.

**CHAPITRE 3. — Modalités d'octroi de la subvention**

Art. D.IV.132. Le Gouvernement fixe les modalités d'octroi des subventions visées à l'article D.IV.127.

Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, la subvention visée à l'article D.IV.129 sur la base d'appel à projets.

**CHAPITRE 4. — Taux et montant de la subvention**

Art. D.IV.133. Le Gouvernement définit le taux, le montant et les modalités de calcul des subventions visées à l'article D.IV.127.

Le Gouvernement arrête les modalités relatives aux appels à projets visés à l'article D.IV.131 conformément aux articles D.IV.2 et D.IV.3.

**CHAPITRE 5. — Procédures de liquidation et de contrôle de l'emploi des subventions**

Art. D.IV.134. Le Gouvernement fixe les modalités et la procédure relatives à la liquidation des subventions.

**TITRE 9. — Garanties**

Art. D.IV.135. § 1<sup>er</sup>. Pour les subventions dont le montant est déterminé par le Gouvernement, une sûreté est constituée, individuellement ou en combinaison, par :

- 1° une garantie bancaire indépendante à première demande, obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de l'Autorité des services et marchés financiers, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit;
  - 2° une hypothèque légale sur les biens situés en Belgique qui appartiennent au bénéficiaire de la subvention et sont susceptibles d'être hypothéqués avec, sauf dérogation octroyée par le Gouvernement, une inscription en premier rang;
  - 3° toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine.
- Les sûretés visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont établies au bénéfice de la Région.

L'hypothèque légale est inscrite à la requête du Gouvernement sur le bien renseigné par le bénéficiaire de la subvention. L'inscription a lieu malgré opposition, contestation ou recours.

Les frais d'inscription de l'hypothèque légale sont à charge du bénéficiaire de la subvention.

Une sûreté ne peut pas être exigée en garantie d'une subvention octroyée à un pouvoir subordonné.

§ 2. Dans la décision d'octroi de la subvention, le Gouvernement ou son délégué :

- 1° mentionne la ou les sûretés choisies;
- 2° détermine le montant garanti.

§ 3. La ou les sûretés visées au paragraphe 1<sup>er</sup> sont constituées ou, dans le cas de l'hypothèque, inscrites, avant le paiement fractionné ou intégral de la subvention.

§ 4. Le Gouvernement peut fixer les conditions et modalités complémentaires auxquelles les sûretés répondent et, le cas échéant, des conditions types de sûreté.

Il détermine les conditions et modalités de libération des sûretés lorsque le bénéficiaire de la subvention a satisfait aux obligations lui incombant en vertu du présent décret par l'octroi de la subvention ainsi que la procédure en cas de non-respect de ces obligations.

Livre 5. Infractions et sanctions

Art. D.V.1. Le présent Livre vise à régler la recherche, la constatation, la poursuite et la sanction des infractions visées à l'article D.V.7.

Les dispositions du Livre 1<sup>er</sup> du Code pénal, à l'exception du chapitre VII du Livre premier, sont applicables aux infractions visées par ou en vertu du présent Livre.

### TITRE 1<sup>er</sup>. — Acteurs dans le cadre de la répression touristique

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Agents constatateurs

Art. D.V.2. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des devoirs incombant aux fonctionnaires de police, le Gouvernement désigne les agents constatateurs chargés de contrôler le respect des règles fixées par ou en vertu du présent Livre, et de rechercher et constater les infractions à ces règles.

§ 2. Les agents constatateurs sont des membres du personnel, statutaire ou contractuel, de Tourisme Wallonie de niveau A ou B, revêtus de la qualité d'agent de police judiciaire ou de celle d'officier de police judiciaire.

§ 3. Les agents constatateurs jouissent des droits civils et politiques et ne peuvent pas avoir subi une peine de type criminelle ou correctionnelle.

Tourisme Wallonie peut solliciter la production d'un extrait de casier judiciaire modèle 1 aux fins de vérification de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 4. Les compétences de police judiciaire peuvent être exercées uniquement par l'agent constatateur qui a prêté serment. L'agent constatateur prête serment devant le tribunal de première instance de sa résidence administrative.

Le greffier en chef du tribunal de première instance devant lequel un agent constatateur a prêté serment communique à l'ensemble des greffes des tribunaux de première instance de la Région, copie de l'acte de désignation et de l'acte de prestation de serment.

§ 5. Les agents constatateurs exercent leurs pouvoirs dans des conditions garantissant leur indépendance et leur impartialité.

§ 6. Le Gouvernement organise la formation des agents constatateurs.

#### CHAPITRE 2. — Fonctionnaires sanctionneurs

Art. D.V.3. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs fonctionnaires sanctionneurs parmi les membres du personnel de niveau A de Tourisme Wallonie, habilités à poursuivre et sanctionner les infractions visées à l'article D.V.7.

§ 2. Le Gouvernement détermine les conditions de qualification auxquelles le fonctionnaire sanctionneur satisfait et fixe l'échelle barémique qui lui est attribuée.

§ 3. La fonction de fonctionnaire sanctionneur est incompatible avec la fonction d'agent constatateur.

§ 4. Le fonctionnaire sanctionneur jouit des droits civils et politiques et ne peut pas avoir subi de peine criminelle ou correctionnelle.

Tourisme Wallonie peut solliciter la production d'un extrait de casier judiciaire modèle 1 aux fins de vérification de la condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 5. Le fonctionnaire sanctionneur prête serment devant le tribunal de première instance de sa résidence administrative.

§ 6. Le fonctionnaire sanctionneur exerce ses fonctions dans des conditions garantissant son indépendance et son impartialité.

§ 7. Le Gouvernement organise la formation des fonctionnaires sanctionneurs.

### TITRE 2. — Recherche et de la constatation d'infractions

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Moyens d'investigation

Art. D.V.4. § 1<sup>er</sup>. L'agent constatateur peut, dans l'exercice de sa mission visée à l'article D.V.2, § 1<sup>er</sup> :

- 1° requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services régionaux;
- 2° pénétrer librement, à toute heure du jour et de la nuit, en tous lieux, même clos et couverts, en ce compris les chambres inoccupées, en tant qu'hébergements touristiques, lorsqu'il a des raisons sérieuses de croire en l'existence d'une infraction au présent Livre, sans avertissement préalable; lorsque la mesure d'investigation revêt le caractère de visite domiciliaire, les agents constatateurs peuvent y pénétrer moyennant l'autorisation préalable du juge d'instruction ou pour autant qu'ils aient le consentement exprès et préalable de l'exploitant ou du gestionnaire, et de la personne qui a la jouissance effective des lieux visés au moment de la visite;
- 3° procéder à tout examen, contrôle, enquête, et recueillir tout renseignement jugé nécessaire pour s'assurer que les dispositions du présent Livre sont respectées, et :
  - a) procéder à l'audition de toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;
  - b) se faire produire sans déplacement ou rechercher tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de sa mission, en prendre copie sous n'importe quelle forme, ou l'emporter contre récépissé, et ce sans frais;



- c) contrôler l'identité de toute personne;
- 4° procéder à des constatations à l'aide de moyens photographiques, numériques ou audiovisuels, ou utiliser ces moyens provenant de tiers pour autant que ces personnes les aient obtenues de manière légitime;
- 5° consulter et prendre une copie gratuitement des données administratives nécessaires, tels les documents légalement prescrits qui sont en possession du titulaire de la certification, de l'autorisation ou du label;
- 6° prendre toute mesure conservatoire nécessaire en vue de l'administration de la preuve et, en interdisant de déplacer les objets ou en mettant sous scellés les biens susceptibles d'avoir servi à commettre une infraction;
- 7° procéder à des mesures de police administrative permettant de retirer de la circulation des objets pouvant être source d'une infraction au sens du présent Livre, en ce compris par le biais d'une saisie administrative.

En application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6° et 7°, le Gouvernement arrête les modalités de mise sous scellés ou de saisie administrative.

Pour l'application du présent article, l'agent constatateur peut se faire assister d'experts techniques. Les informations et constatations recueillies par l'expert, dans le cadre de ses missions, peuvent être utilisées par l'agent constatateur. L'expert agit de manière loyale et correcte, dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des circulaires et instructions y afférentes.

L'agent constatateur peut communiquer les constatations et les renseignements recueillis aux autres agents constatateurs de Tourisme Wallonie mais aussi à tout agent ou fonctionnaire chargé de contrôler le respect d'autres législations, si ces informations sont en lien avec la législation que cet agent ou fonctionnaire est chargé de contrôler.

§ 2. Pour l'exercice des missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'agent constatateur dispose d'un titre de légitimation. Le Gouvernement détermine les mentions qui sont présentes et les modalités d'utilisation de ce titre de légitimation.

#### CHAPITRE 2. — *Constatation d'infractions*

Art. D.V.5. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction visée à l'article D.V.7, l'agent constatateur dresse un procès-verbal qui fait foi jusqu'à preuve du contraire. Le procès-verbal mentionne l'identité de l'agent et sa qualité d'agent constatateur, la ou les dispositions du présent Code servant à la base de l'incrimination et le constat du fait infractionnel.

Le Gouvernement arrête la forme et le modèle du procès-verbal.

§ 2. L'agent constatateur communique au contrevenant, par envoi certifié, une copie du procès-verbal dans les dix jours de sa clôture. A défaut, le procès-verbal vaut au titre de simple renseignement.

§ 3. En cas d'infraction de troisième catégorie visée à l'article D.V.7, § 3, l'original de ce procès-verbal et une preuve d'envoi au contrevenant sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur.

§ 4. En cas d'infractions de première ou de deuxième catégorie visées à l'article D.V.7, §§ 1<sup>er</sup> et 2, l'original de ce procès-verbal et une preuve d'envoi au contrevenant sont transmis au Procureur du Roi territorialement compétent. Le Procureur du Roi est présumé avoir reçu le procès-verbal le troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi mentionnée au procès-verbal.

L'agent transmet également copie de ce procès-verbal au fonctionnaire sanctionnateur compétent dans le même délai.

§ 5. Une copie est transmise au bourgmestre de la commune du lieu de l'infraction et, le cas échéant, également au propriétaire du bien, s'il est connu.

Art. D.V.6. En cas d'infraction de première ou de deuxième catégorie visées à l'article D.V.7, §§ 1<sup>er</sup> et 2, le Procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter de la présomption de réception du procès-verbal, pour informer le fonctionnaire sanctionnateur qu'une information ou une instruction a été ouverte ou qu'il estime devoir procéder à un classement sans suite du dossier.

Aucune sanction administrative ne peut être infligée avant l'échéance du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sauf si le Procureur du Roi fait savoir au préalable qu'il ne réserverait pas de suite aux faits constatés. Passé ce délai, les faits constatés dans le procès-verbal peuvent être sanctionnés uniquement de manière administrative.

### TITRE 3. — *Poursuite des infractions*

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Infractions*

Art. D.V.7. § 1<sup>er</sup>. Commet une infraction de première catégorie :

- 1° celui qui fait usage de la dénomination « Tourisme Wallonie » visée à l'article D.II.1 ou « VISITWallonia » visée à l'article D.II.7, ou, sans avoir été certifié, de la dénomination « fédération provinciale du tourisme », « maison du tourisme », « office du tourisme », visée à l'article D.III.1, ou usage d'un autre terme, traduction ou graphie susceptible de créer la confusion;
- 2° celui qui exploite un hébergement touristique visé à l'article D.III.21, sans enregistrement ou qui affiche une preuve d'enregistrement dont il ne dispose pas;
- 3° celui qui exploite un hébergement touristique ou un endroit de camp sans attestation valide de sécurité-incendie ou de contrôle simplifié;
- 4° celui qui utilise l'écusson d'un classement ou de labellisation prévu par le présent Code, qui ne lui a pas été délivré par Tourisme Wallonie ou un autre écusson ou sigle susceptible de créer la confusion;
- 5° celui qui procède au balisage d'un itinéraire permanent sans autorisation ou à l'aide de signes non conformes aux balises visées à l'article D.III.92 ou maintient un itinéraire permanent ou un produit d'itinérance sans autorisation ou indiqué par des signes non conformes aux balises visées à l'article D.III.93;
- 6° celui qui détruit, détériore, ou enlève de quelque façon que ce soit une balise d'un itinéraire permanent ou une infrastructure d'un produit d'itinérance, ou qui n'entretient pas l'itinéraire, en ce compris la servitude visée à l'article D.III.93, ou le produit d'itinérance;
- 7° celui qui fait obstacle aux missions des agents constatateurs ou qui ne respecte pas une injonction donnée ou une mesure de contrainte imposée, en vertu de l'article D.V.4;
- 8° celui qui fait obstacle aux missions des fonctionnaires sanctionneurs;
- 9° celui qui s'oppose, entrave, met obstacle, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures accessoires prononcées par le juge en vertu des articles D.V.9 et D.V.10;
- 10° celui qui s'oppose, entrave, fait obstacle, ne respecte pas ou n'exécute pas les sanctions ou les mesures accessoires imposées par le fonctionnaire sanctionnateur en vertu des articles D.V.14 et D.V.15, sauf en cas de recours en vertu de l'article D.V.18;
- 11° celui qui fait obstacle au contrôle sur place ou sur pièces.

§ 2. Commet une infraction de deuxième catégorie :

- 1° celui qui refuse ou omet de se mettre en conformité, après avoir été sommé par écrit par les agents mandatés par Tourisme Wallonie, à la suite d'une modification susceptible d'affecter les conditions d'octroi de la certification qui lui a été délivrée;
- 2° celui qui dissimule toute modification susceptible d'affecter les conditions de certification, d'autorisation, de labellisation ou de classement;
- 3° celui qui fait usage de la dénomination « attraction touristique » visée à l'article D.III.12 sans être une attraction touristique certifiée;
- 4° celui qui fait usage de la dénomination « à la ferme » visée à l'article D.III.22 sans être exploitant agricole ou un parent jusqu'au troisième degré exploitant un hébergement touristique;
- 5° celui qui fait usage d'une dénomination protégée telle que visée à l'article D.III.27 sans être un hébergement touristique certifié.

§ 3. Commet une infraction de troisième catégorie :

- 1° celui qui ne procède pas à l'apposition de l'écusson de classement prévu par le présent Code, après avertissement écrit des agents mandatés par Tourisme Wallonie;
- 2° celui qui ne communique pas les informations sollicitées par Tourisme wallonie, prévues par ou en vertu de l'article D.III.16., § 1<sup>er</sup>, 5°, et de l'article D.III.106.

Art. D.V.8. Les infractions visées à l'article D.V.7 sont présumées avoir été commises par l'exploitant, en tant que personne physique ou morale, de l'attraction touristique ou de l'hébergement touristique, par le titulaire de la certification de l'organisme touristique, par le gestionnaire de l'équipement touristique, et par le titulaire de l'autorisation de l'itinéraire touristique ou du produit d'itinérance. Celui-ci peut renverser cette présomption en prouvant par tout moyen de droit qu'il n'était pas l'auteur de l'infraction; dans ce cas, il est tenu de communiquer l'identité du responsable, sauf s'il peut prouver la force majeure.

Lorsque le responsable de la gestion de l'attraction touristique ou de l'hébergement touristique est une personne morale qui fait l'objet d'une liquidation, d'une réorganisation judiciaire ou d'une faillite et qui est contrôlée par une personne morale au sens de l'article 1:14 du Code des sociétés et des associations ou qui constitue un consortium au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, la société mère ou les sociétés constituant le consortium répondent en lieu et place de l'exploitant défaillant des amendes pénales, des mesures de restitution, des amendes administratives et des mesures accessoires.

## CHAPITRE 2. — Répression pénale des infractions

### Section 1<sup>re</sup>. — Infractions et sanctions pénales

Art. D.V.9. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à 1 mois ou d'une amende de 75 euros à 7.500 euros, celui qui a commis une infraction de première catégorie visée à l'article D.V.7, § 1<sup>er</sup>.

Est puni d'un emprisonnement de 1 jour à 7 jours ou d'une amende de 37,5 euros à 3.750 euros, celui qui a commis une infraction de deuxième catégorie visée à l'article D.V.7, § 2.

### Section 2. — Mesures accessoires prononcées par le juge

Art. D.V.10. Outre les peines visées à l'article D.V.9, le juge peut, soit d'office, soit sur demande du ministère public, soit sur demande du Directeur général au Tourisme, prononcer, aux frais du contrevenant, les mesures accessoires suivantes :

- 1° la remise en l'état;
- 2° la cessation de l'acte illicite;
- 3° l'exécution de mesures de nature à atténuer les nuisances causées et ses conséquences;
- 4° l'exécution de mesures visant à régler la situation de manière transitoire avant la remise en état;
- 5° la cessation de l'activité, en tout ou en partie, pendant une durée déterminée qui ne peut pas dépasser cinq ans;
- 6° la suspension ou le retrait de la certification, du classement, de l'autorisation ou de la labellisation pour une durée déterminée qui ne peut pas dépasser cinq ans ou l'interdiction de solliciter une telle demande pendant une durée déterminée qui ne peut pas dépasser cinq ans;
- 7° la fermeture de l'établissement ou de l'installation pendant une durée déterminée qui ne peut pas dépasser cinq ans.

Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure de restitution qu'il entend prononcer, le juge peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet. Dans sa décision, le juge détermine le délai endéans lequel les mesures de restitution sont accomplies par le contrevenant.

Le juge peut ordonner que le jugement portant condamnation soit publié aux frais du condamné suivant les modalités qu'il détermine.

Le greffier de la juridiction notifie à Tourisme Wallonie, copie des requêtes ou des citations à comparaître relatives à des infractions visées au présent Chapitre devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel. Les jugements et arrêts y relatifs sont notifiés, par le greffier de la juridiction concernée, à Tourisme Wallonie en même temps qu'au condamné.

## CHAPITRE 3. — Répression administrative des infractions

### Section 1<sup>re</sup>. — Pouvoirs du fonctionnaire sanctionnateur

Art. D.V.11. Dans l'hypothèse visée à l'article D.V.6, alinéa 1<sup>er</sup> ou dans les cas des infractions de troisième catégorie visées à l'article D.V.7 qui ne font pas l'objet de poursuites pénales, le fonctionnaire sanctionnateur décide, après avoir mis le contrevenant en mesure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'entamer des poursuites administratives.

Art. D.V.12. Le fonctionnaire sanctionnateur peut :

- 1° interroger toute personne sur tout élément dont la connaissance peut être utile;
- 2° se faire produire par toute personne, tout renseignement, ainsi que tout document, pièce, ou titre utile et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;
- 3° solliciter des devoirs complémentaires des agents constatateurs;

- 4° recourir à un expert technique;
- 5° se rendre sur les lieux;
- 6° requalifier les faits.

Art. D.V.13. Avant toute décision, le fonctionnaire sanctionnateur communique au contrevenant, par envoi certifié :

- 1° les faits à propos desquels la procédure est entamée;
- 2° un extrait des dispositions du code transgressées;
- 3° les amendes administratives et les éventuelles mesures accessoires qui sont encourues pour les faits constatés;
- 4° le fait que le contrevenant peut exposer, par envoi simple, ses moyens de défense dans les trente jours à compter du jour de la réception de l'envoi certifié, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur la présentation orale de sa défense par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet, sauf si le montant de l'amende administrative n'excède pas 125 euros;
- 5° une copie du procès-verbal de constat visé à l'article D.V.5.

Le Gouvernement fixe les modalités procédurales de la présentation orale de la défense du contrevenant auprès du fonctionnaire sanctionnateur, en ce compris les frais de copie qui sont mis à charge du contrevenant.

#### Section 2. — Sanctions administratives et mesures accessoires

Art. D.V.14. A l'échéance du délai visé à l'article D.V.13, 4°, ou avant l'échéance de ce délai lorsque le contrevenant signifie ne pas contester les faits, ne pas vouloir présenter sa défense, ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet, le fonctionnaire sanctionnateur peut prononcer une amende administrative, proportionnée à la gravité des faits qui la motivent :

- 1° soit d'un montant de 400 euros à 40.000 euros pour les infractions de première catégorie, visées à l'article D.V.7, § 1<sup>er</sup>;
- 2° soit d'un montant de 200 euros à 20.000 euros pour les infractions de deuxième catégorie, visées à l'article D.V.7, § 2;
- 3° soit d'un montant de 100 euros à 10.000 euros pour les infractions de troisième catégorie, visées à l'article D.V.7, § 3.

Le Gouvernement peut adapter les montants des amendes visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sans dépasser un quart des montants mentionnés.

Art. D.V.15. § 1<sup>er</sup>. Lors de l'établissement d'une sanction administrative, le fonctionnaire sanctionnateur peut :

- 1° accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution de tout ou partie des sanctions prévues à l'article D.V.14;
- 2° réduire le montant de l'amende administrative en-dessous du minimum prévu à l'article D.V.14 en cas de circonstances atténuantes;
- 3° si plusieurs infractions sont constatées simultanément, cumuler les montants des amendes administratives sans excéder le double de l'amende administrative la plus forte;
- 4° quand un même fait constitue plusieurs infractions ou lorsque différentes infractions soumises simultanément au fonctionnaire sanctionnateur constituent la manifestation successive et continue d'une même intention délictueuse, infliger l'amende administrative la plus forte;
- 5° en cas de récidive, doubler le montant maximal de l'amende administrative.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, par récidive, l'on entend la situation dans laquelle une personne, précédemment condamnée pénalement ou sanctionnée administrativement pour une infraction au présent Livre, commet dans un délai de cinq ans à compter de la condamnation pénale ou administrative une nouvelle infraction au Code.

§ 2. Le sursis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, est soit probatoire lorsqu'il est accompagné de conditions particulières, soit simple lorsqu'aucune condition particulière n'est imposée.

Dans tous les cas, le sursis à l'exécution est assorti de la condition de ne pas commettre une infraction visée à l'article D.V.7 au cours du délai fixé par le fonctionnaire sanctionnateur.

Les conditions particulières du sursis probatoire tiennent compte des faits constatés et de la situation propre au contrevenant et visent à éviter la récidive. L'exécution des conditions particulières est contrôlée par le fonctionnaire sanctionnateur.

Le sursis est révoqué de plein droit par le fonctionnaire sanctionnateur en cas de nouvelle infraction commise dans le délai d'épreuve et ayant entraîné une condamnation pénale ou administrative coulée en force de chose jugée.

Le sursis peut être révoqué par le fonctionnaire sanctionnateur si la personne qui fait l'objet de cette mesure n'observe pas les conditions particulières. Dans ce cas, la procédure est intentée au plus tard dans les trois mois du constat du non-respect de ces conditions.

Avant toute décision de révocation, le fonctionnaire sanctionnateur communique au contrevenant, par envoi certifié :

- 1° les faits à propos desquels la procédure de révocation a été entamée, ainsi que la possibilité envisagée de révoquer le sursis;
- 2° le fait qu'il peut exposer, par envoi simple, ses moyens de défense dans les trente jours à compter du jour de la notification de l'envoi certifié, et qu'il a, à cette occasion, le droit de demander au fonctionnaire sanctionnateur la présentation orale de sa défense;
- 3° que le contrevenant peut se faire assister ou représenter par la personne de son choix;
- 4° que le contrevenant a le droit de consulter son dossier.

Le fonctionnaire sanctionnateur détermine, le cas échéant, le jour et l'heure où le contrevenant est invité à exposer oralement sa défense. A l'échéance du délai de trente jours ou, le cas échéant, après la défense orale de l'affaire par le contrevenant ou la personne mandatée à cet effet, le fonctionnaire sanctionnateur statue sur la révocation du sursis. Lorsqu'il ne révoque pas le sursis, le fonctionnaire sanctionnateur peut assortir le sursis probatoire de nouvelles conditions.

Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi certifié dans les trois mois qui suivent l'intentement de la procédure de révocation du sursis.

La décision de révocation, ainsi que la décision fixant de nouvelles conditions au sursis probatoire sont susceptibles de recours par le contrevenant dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, prenant cours à compter de la réception de la décision.

Ce recours suspend l'exécution de la décision.

Le recours est introduit, par voie de requête, devant le tribunal de police. Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le requérant au fonctionnaire sanctionnateur qui a intenté la procédure de révocation du sursis.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée, les motifs de contestation de cette décision.

Les décisions du tribunal de police ne sont pas susceptibles d'appel.

Art. D.V.16. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire sanctionnateur peut également prononcer une mesure accessoire parmi les mesures prévues à l'article D.V.10.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur peut ordonner une astreinte par jour de non-exécution pour le cas où il n'est pas satisfait aux sanctions infligées.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut fixer l'astreinte soit à un montant global soit à un montant par unité de temps par infraction.

L'astreinte ne peut pas être encourue avant que la décision du fonctionnaire sanctionnateur ne soit définitive.

L'astreinte est versée sans délai sur le compte, référencé dans la décision du fonctionnaire sanctionnateur, appartenant à Tourisme Wallonie.

Le fonctionnaire sanctionnateur qui a prononcé l'astreinte, peut, à la requête du débiteur, annuler l'astreinte, en suspendre le cours pendant un délai à fixer par lui ou diminuer l'astreinte en cas d'impossibilité permanente ou temporaire ou partielle pour le contrevenant de satisfaire aux mesures prononcées.

L'astreinte fixée à une somme déterminée par unité de temps cesse de courir à partir du décès du contrevenant, mais les astreintes encourues avant le décès restent dues.

§ 3. Le fonctionnaire sanctionnateur peut, à titre de sanction accessoire, ordonner la publication de sa décision aux frais du contrevenant suivant les modalités que le Gouvernement détermine.

§ 4. Pour déterminer la nature et l'étendue de la mesure accessoire qu'il entend prononcer, le fonctionnaire sanctionnateur peut entendre préalablement tout tiers qu'il désigne à cet effet.

Dans sa décision, le fonctionnaire sanctionnateur détermine le délai endéans lequel les mesures accessoires sont accomplies par le contrevenant.

#### *Section 3. — Décision du fonctionnaire sanctionnateur*

Art. D.V.17. § 1<sup>er</sup>. Le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision au contrevenant par envoi certifié, qui constitue une injonction de payer l'amende et d'accomplir, le cas échéant, les mesures accessoires.

La notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur éteint l'action publique. Le paiement de l'amende met fin à l'action de l'administration.

Le fonctionnaire sanctionnateur porte cette décision à la connaissance du bourgmestre de la commune concernée si cela se justifie au regard de la compétence de la commune.

§ 2. La décision du fonctionnaire sanctionnateur a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours à partir du jour de sa réception, sauf en cas de recours en vertu de l'article D.V.18.

#### *Section 4. — Recours*

Art. D.V.18. Le contrevenant qui conteste la décision du fonctionnaire sanctionnateur, introduit, à peine de forclusion, un recours par voie de requête devant le tribunal de police dans un délai de trente jours à dater de la réception de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité, la requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de l'acte attaqué, et les motifs de contestation de cette décision.

Une copie de la requête est adressée le jour de son introduction par le requérant au fonctionnaire sanctionnateur qui a prononcé la sanction administrative.

La décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel.

#### *Section 5. — Exécution de la décision*

Art. D.V.19. L'amende administrative infligée par le fonctionnaire sanctionnateur est versée sans délai sur le compte bancaire de Tourisme Wallonie.

### **TITRE 4. — Recouvrement**

Art. D.V.20. Tourisme Wallonie bénéficie d'un privilège général sur tous les biens de la personne concernée et peut grever d'une hypothèque légale tous les biens de celle-ci pouvant en faire l'objet et situés sur le territoire de la Région de langue française.

Ce privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Code des privilèges maritimes déterminés et des dispositions diverses.

Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date de l'inscription prise en vertu de la signification du commandement de payer. L'hypothèque est inscrite sur la demande du fonctionnaire sanctionnateur ou de l'autorité compétente qui exécute les mesures ordonnées par jugement.

Livre 6. Recouvrement

#### **TITRE 1<sup>er</sup>. — Recouvrement amiable**

Art. D.VI.1. Les dispositions prises par ou en vertu du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administrations wallonnes, ci-après dénommé « décret WB-Fin du 15 décembre 2011 », sont applicables au recouvrement de sommes dues à titre principal ou encore d'accessoires au recouvrement de créances non fiscales, tels les intérêts de retard, à moins que le présent Code n'en dispose autrement.

Art. D.VI.2. 1<sup>er</sup>. Sans préjudice du Titre VI du Livre II du décret WBFin du 15 décembre 2011, le Gouvernement peut prévoir des modalités spécifiques quant à la procédure de rappel et de mise en demeure adressés au débiteur.

§ 2. Sans préjudice des articles 53 et 55, alinéa 2, du décret WBFIn, si les droits constatés de nature non fiscale communiqués au receveur et notifiés aux débiteurs sont contestés par ces derniers, le receveur en suspend le recouvrement et en informe les ordonnateurs qui peuvent, après examen, les annuler, totalement ou partiellement, ou les confirmer, dans les cas suivants :

- 1° en présence d'un cas de force majeure ou de cas fortuit;
- 2° en cas de correction d'un droit constaté ou d'une erreur administrative à rectifier;
- 3° lorsque l'ensemble des frais de recouvrement, en ce compris le coût des démarches administratives, ne seraient pas compensés à suffisance par la récupération des droits;
- 4° lorsque, sur la base d'éléments probants, le débiteur originel ou le bénéficiaire originel, s'il s'agit d'un tiers, démontre de difficultés financières sérieuses ou difficultés concourant à l'irrécouvrabilité totale ou partielle de la créance;
- 5° lorsque, sur la base d'éléments probants, le statut de l'association de fait ou la forme juridique de la personne morale ont été modifiés, sans pour autant entraîner une modification de l'objet de la subvention et de ses conditions d'octroi.

§ 3. Sans préjudice des articles 54 et 55 du décret WBFIn, le Gouvernement peut prévoir des modalités spécifiques quant à la procédure d'octroi des facilités et des délais de paiement octroyés par le receveur pour les créances.

Le Gouvernement peut également prévoir un montant minimum à payer mensuellement. Il peut également prévoir une durée maximum pour les délais de paiement.

Art. D.VI.3. En cas de transfert volontaire du bien pour lequel une subvention a été octroyée, le demandeur originel ou le bénéficiaire originel de la subvention, s'il s'agit d'un tiers, reste redevable, en cas de non-respect de l'obligation du maintien des conditions d'octroi et d'emploi de la subvention, des montants de la subvention à rembourser, à majorer des intérêts, s'il échet, selon les modalités prévues par le Code.

#### TITRE 2. — *Recouvrement forcé*

Art. D.VI.4. Sans préjudice de l'article 55, alinéa 2, du décret WBFIn, la mise en oeuvre des voies d'exécution à l'encontre du débiteur ou d'un codébiteur ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date d'effet de la mise en demeure qui est adressée au redevable ou au codébiteur poursuivi.

Par voies d'exécution, sont visées les voies d'exécution visées à la Cinquième Partie, Titre III du Code judiciaire et la saisie-arrêt simplifiée visée à l'article 21 du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales.

Le titre exécutoire n'est pas requis pour mettre en oeuvre des mesures conservatoires ou de garantie, telle l'inscription de l'hypothèque légale ou la saisie administrative.

Pour faire procéder à des mesures d'exécution du Code judiciaire, l'huissier de justice reçoit une copie de la décision judiciaire.

Sans préjudice du Titre 3, chapitre 3, section 2, du Code de recouvrement des créances fiscales et non fiscales du 13 avril 2019, Tourisme Wallonie bénéficie d'un privilège général sur tous les biens de la personne concernée et peut grever d'une hypothèque légale tous les biens de celle-ci pouvant en faire l'objet et situés sur le territoire de la Région de langue française.

Ce privilège prend rang immédiatement après les privilèges visés aux articles 19 et 20 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851 et à l'article 23 du Code des privilèges maritimes déterminés et des dispositions diverses. Le rang de l'hypothèque légale est fixé par la date de l'inscription prise en vertu de la signification du commandement de payer.

Art. D.VI.5. Les frais de justice et d'exécution sont à charge des débiteurs.

#### TITRE 3. — *Versement des sommes recouvrées*

Art. D.VI.6. L'ensemble des sommes recouvrées, en ce compris les intérêts de retard, est versé sur le compte bancaire appartenant à Tourisme Wallonie et inscrit, en recettes, dans la comptabilité de Tourisme Wallonie. ».

**Art. 2.** Le Gouvernement peut insérer dans le Code wallon du Tourisme les dispositions réglementaires visant à exécuter les dispositions décrétales du Code wallon du Tourisme visé à l'article 1<sup>er</sup> du présent décret.

A cette fin, il distingue les dispositions décrétales et les dispositions réglementaires respectivement :

- 1° sous les intitulés « Dispositions décrétales » et « Dispositions réglementaires »;
- 2° par la lettre « D » et la lettre « R » en tête de chaque numéro d'article.

#### TITRE 2 — *Dispositions abrogatoires, transitoires, modificatives et finales*

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup> — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 3.** Le Code wallon du tourisme, codifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant codification des législations concernant le tourisme en vue de la création d'un Code wallon du Tourisme, et modifié en dernier lieu par le décret du 28 juin 2023, est abrogé.

**Art. 4.** Le décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage est abrogé.

**Art. 5.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 février 1995 fixant les conditions et les modalités d'octroi de primes en matière de caravanage est abrogé.

**Art. 6.** L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 septembre 1991 relatif au caravanage est abrogé.

**Art. 7.** L'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'État pour le développement touristique est abrogé.

**Art. 8.** L'arrêté ministériel du 6 mars 1967 réglant la procédure d'introduction des demandes de subventions allouées par l'État pour le développement de l'équipement touristique est abrogé.

## CHAPITRE 2 — Dispositions transitoires

### Section 1<sup>re</sup> — Définition

**Art. 9.** Au sens du présent chapitre, l'on entend par « précédent Code », le Code wallon du tourisme du 1<sup>er</sup> avril 2010.

### Section 2 — Dispositions transitoires relatives à Tourisme Wallonie

**Art. 10.** Le Commissaire général au Tourisme et le Commissaire général adjoint au Tourisme désignés à la date de l'entrée en vigueur du présent décret deviennent respectivement Directeur général au Tourisme et Directeur général adjoint au Tourisme.

Le Directeur général adjoint en poste à la date de l'entrée en vigueur du présent décret reste valablement affecté à l'emploi, jusqu'à sa mise à la retraite, sa désignation comme mandataire en vertu de l'article 341/8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, ou toute autre circonstance libérant définitivement l'emploi.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement détermine les biens meubles et immeubles de la Région qui sont transférés sans indemnité et de plein droit à Tourisme Wallonie.

Tourisme Wallonie succède aux droits et obligations relatifs aux biens qui lui sont transférés en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La Région reste seule tenue des obligations dont le paiement était exigible avant le transfert de propriété en ce qui concerne les biens visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Pour chaque bien transféré, le Gouvernement communique à Tourisme Wallonie les actes et documents, en ce compris les extraits des matrices cadastrales et du plan cadastral, mentionnant les droits, charges et obligations relatifs au bien.

En cas de litige relatif au bien transféré, Tourisme Wallonie peut appeler la Région à la cause, et celle-ci intervenir à la cause.

§ 2. Tourisme Wallonie succède aux droits et obligations de la Région relatifs aux missions qui lui sont confiées au chapitre 2.

La Région reste liée par les obligations qui résultent des contrats qu'elle a conclus avant l'entrée en vigueur du présent Livre.

Le Gouvernement communique à Tourisme Wallonie les actes et documents mentionnant les droits et obligations auxquels il succède en vertu du présent paragraphe.

En cas de litige, Tourisme Wallonie peut toujours appeler la Région à la cause, et celle-ci intervenir à la cause.

### Section 3 — Dispositions transitoires relatives aux attractions et équipements touristiques

**Art. 12.** Les attractions touristiques qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une autorisation au sens du précédent Code sont considérées comme certifiées pour la durée restante de leur autorisation.

**Art. 13.** Les associations sans but lucratif qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une reconnaissance au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 14 février 1967, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1969, réglementant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'État pour le développement de l'équipement touristique sont considérées comme reconnues au sens du présent décret, jusqu'au jour de l'introduction d'une demande de subventionnement en matière d'équipement touristique par ou en vertu du présent décret.

**Art. 14.** Les demandes de subvention qui font l'objet d'un engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'engagement juridique.

Les demandes de subvention incomplètes ou pour lesquelles il n'existe pas d'engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont nulles et non avenues. Une nouvelle demande est introduite selon la procédure prévue au Livre 4 du présent décret.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné avant l'entrée en vigueur du présent décret perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

En ce qui concerne les demandes de subventions introduites avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 relatives à des attractions ou des équipements touristiques, un délai de deux ans est fixé à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour la finalisation des investissements faisant l'objet de la demande de subvention. Passé ce délai, le dossier de subvention est classé sans suite et l'engagement budgétaire prend fin.

**Art. 15.** En cas de recouvrement relatif aux subventions visées à l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'État pour le développement touristique, décidé après l'entrée en vigueur du Code, la subvention est remboursée au prorata des années restantes à courir.

### Section 4 — Dispositions transitoires relatives aux organismes touristiques

**Art. 16.** Les contrats-programme en cours restent valables jusqu'à l'échéance prévue par ceux-ci.

**Art. 17.** Les fédérations provinciales du tourisme et maisons du tourisme qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, bénéficient d'une reconnaissance au sens du précédent code sont automatiquement considérées comme certifiées au sens du présent décret à la date de son entrée en vigueur.

Les maisons du tourisme qui ont dérogé au nombre minimum de communes prévu à l'article 34.D, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du précédent Code peuvent continuer à bénéficier du régime dérogatoire ultérieurement à l'entrée en vigueur du Code.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Les syndicats d'initiative et offices du tourisme bénéficient d'un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour introduire leur demande de certification en tant que « office du tourisme » au sens du présent décret.

L'introduction de cette demande dans le délai permet de se voir octroyer, le temps de la procédure d'octroi de la certification, les droits afférents au nouveau régime de certification en tant qu'office du tourisme.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans l'hypothèse où sur le territoire d'une même commune coexistent plusieurs offices du tourisme ou syndicats d'initiatives, ces derniers disposent d'un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se coordonner, sous l'égide des maisons du tourisme ressortissant au territoire de la commune, pour rencontrer l'objectif tenant à la présence d'un seul office du tourisme sur le territoire de ladite commune, sous réserve de la dérogation visée à l'article D.III.7, § 3.

§ 2. Les offices du tourisme ou syndicats d'initiative non certifiés en exécution du paragraphe premier conservent le bénéfice des subventions leurs octroyées en application du précédent Code et de l'arrêté royal du 14 février 1967 déterminant les conditions d'octroi des subventions allouées par l'État pour le développement touristique.

**Art. 19.** Les dispositions relatives à la subvention pour les maisons du tourisme prévue aux articles D.IV.13 et suivant entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 20.** Les syndicats d'initiative et offices du tourisme qui ont sollicité une certification comme office du tourisme dans l'année de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent introduire une demande de subvention dans le cadre du Titre 2 du Livre 4 du présent décret.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Les syndicats d'initiative et offices du Tourisme qui souhaitent conserver la subvention pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques prévue à l'article 605 AGW du précédent Code, dont la durée de maintien d'affectation touristique perdure sous le présent décret, doivent être certifiés comme office du tourisme.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné prescrite par le précédent Code perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

§ 2. En ce qui concerne les subventions sollicitées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 par des organismes touristiques, un délai de deux ans est fixé à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour la finalisation des investissements faisant l'objet de la demande de subvention. Passé ce délai, le dossier de subvention est classé sans suite et l'engagement budgétaire prend fin.

#### Section 5 — Dispositions transitoires relatives aux hébergements touristiques

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Tous les hébergements déclarés au premier jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés enregistrés pour la durée restante de validité de l'attestation de sécurité-incendie ou l'attestation de contrôle simplifié pour autant que l'attestation de sécurité-incendie ou l'attestation de contrôle simplifié soit encore valable.

§ 2. Les hébergements visés à l'alinéa précédent ont l'obligation de s'enregistrer dans les six mois de la date de l'entrée en vigueur du présent décret, conformément à la procédure visées à l'article D.III.24.

L'hébergement touristique visé à l'alinéa précédent n'est plus enregistré s'il n'en fait pas la demande avant l'expiration de cette période.

**Art. 23.** Tous les hébergements autorisés au sens du précédent Code sont réputés certifiés jusqu'à l'échéance de leur autorisation pour autant qu'ils soient valablement enregistrés.

Les dénominations correspondant aux anciennes appellations sont les suivantes :

- 1° les anciennes appellations hôtels sont réputées certifiées « hôtels de tourisme »;
- 2° les anciennes appellations campings sont réputées certifiées « campings touristiques »;
- 3° les anciennes appellations chambre d'hôtes et chambres d'hôtes à la ferme sont réputées certifiées « maisons d'hôtes »;
- 4° les anciennes appellations gîtes ruraux, gîtes à la ferme, gîtes citadins et meublés de vacances sont réputées certifiées « meublés de tourisme »;
- 5° les anciennes appellations villages de vacances sont réputées certifiées « villages de vacances ».

Un délai de six mois à dater du premier jour de l'entrée en vigueur du présent décret est prévu pour procéder à la certification des hébergements visés à l'alinéa 2.

En l'absence d'une demande de certification dans un délai de six mois précité, l'hébergement touristique perd sa certification.

**Art. 24.** Les demandes d'autorisation au sens du précédent Code introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret mais non finalisées sont réputées nulles et non avenues. Une nouvelle demande est introduite selon la procédure prévue au Livre 3 du présent décret.

**Art. 25.** Les hôtels gardent leur classement jusqu'à échéance de celui-ci au sens du précédent Code. Les hébergements qui ont une autre dénomination perdent leur classement à l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subvention qui font l'objet d'un engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'engagement juridique.

§ 2. Les demandes de subvention incomplètes ou pour lesquelles il n'existe pas d'engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputées nulles et non avenues. Une nouvelle demande peut, le cas échéant, être introduite selon la procédure prévue au Livre 4 du présent décret.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné avant l'entrée en vigueur du présent décret, perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

**Art. 27.** La condition de certification de base visée à l'article D.III.31, § 1<sup>er</sup>, 1°, b, entre en vigueur cinq ans après l'entrée en vigueur du présent décret.

#### Section 6 — Dispositions transitoires relatives aux itinéraires permanents

**Art. 28.** Les itinéraires touristiques qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, sont autorisés au sens du précédent Code sont autorisés au sens du présent décret pour la durée restante de la période de maintien d'affectation.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subvention qui font l'objet d'un engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'engagement juridique.

§ 2. Les demandes de subvention incomplètes ou pour lesquelles il n'existe pas d'engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont nulles et non avenues. Le demandeur introduit une nouvelle demande selon la procédure prévue au Livre 4 du présent décret.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné avant l'entrée en vigueur du présent décret perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

**Art. 30.** Les tracés existants « sentiers de grandes randonnées » non reconnus par le Gouvernement à la date de l'entrée en vigueur du présent décret sollicitent l'autorisation visée à l'article D.III.89 dans les cinq ans de l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 31.** Les tracés qui bénéficient d'une autorisation avant l'entrée en vigueur du présent décret sont considérés comme des servitudes légales d'utilité publique pour la durée restante de la reconnaissance.

#### Section 7 — Dispositions transitoires relatives au tourisme pour tous

**Art. 32.** Les associations de tourisme social qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, étaient reconnues au sens du précédent Code sont automatiquement considérées comme des associations de tourisme pour tous, certifiées au sens du présent décret à la date de son entrée en vigueur.

Les associations de tourisme pour tous visées à l'alinéa précédent disposent d'un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour introduire une demande de certification et soumettre un plan d'action quadriennal conformément aux articles D.III.47 et D.III.50 du Code.

Les centres affiliés à des associations de tourisme social visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont considérés comme des centres de tourisme pour tous certifiés au sens de l'article D.III.48 du présent décret à la date de son entrée en vigueur.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subvention qui font l'objet d'un engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'engagement juridique.

§ 2. Les demandes de subvention incomplètes ou pour lesquelles il n'existe pas d'engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont nulles et non avenues. Une nouvelle demande est introduite selon la procédure prévue au Livre 4 du présent décret.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné avant l'entrée en vigueur du présent décret perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

§ 3. En ce qui concerne les demandes de subvention introduites avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017, un délai de deux ans est fixé à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour la finalisation des investissements faisant l'objet de la demande de subvention. Passé ce délai, le dossier de subvention est classé sans suite et l'engagement budgétaire prend fin.

#### Section 8 — Dispositions transitoires relatives aux endroits de camp

**Art. 34.** Le label « Endroit de camp » tel qu'octroyé sous l'ancien Code reste valide pour la durée restante. A l'issue de cette période de validité prévue par l'ancien Code, une nouvelle demande de labellisation selon la procédure prévue au Livre 3 du présent décret, est introduite.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes de subvention qui font l'objet d'un engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont traitées selon les règles en vigueur au jour de l'engagement juridique.

§ 2. Les demandes de subvention incomplètes ou pour lesquelles il n'existe pas d'engagement juridique au jour de l'entrée en vigueur du présent décret sont nulles et non avenues. Le demandeur introduit une nouvelle demande selon la procédure prévue au Livre 4 du présent décret.

La durée de maintien d'affectation de l'objet subventionné avant l'entrée en vigueur du présent décret perdure selon les conditions et les modalités d'octroi du précédent Code.

**Art. 36.** L'agrément délivré par le Gouvernement à l'organisme chargé d'octroyer le label « endroit de camp » reste valide pour la durée restante de l'agrément et, à tout le moins, un an après l'entrée en vigueur du présent décret.

#### Section 9 — Dispositions transitoires relatives aux demandes en cours sur retraits, refus, dérogations, recours

**Art. 37.** Le traitement de tout dossier réceptionné et complet au premier jour de l'entrée en vigueur du présent décret, s'effectue selon les conditions en vigueur au moment de l'introduction de la demande.

L'opérateur bénéficie d'un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret pour se mettre en conformité, pour les dossiers incomplets à la date du premier jour d'entrée en vigueur du Code. Passé ce délai, le dossier est classé sans suite à l'expiration de ce délai de six mois.

**Art. 38.** Malgré les procédures visées aux sections 2 à 7, les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret demeurent régies par les dispositions légales et réglementaires qui étaient en vigueur au moment de l'introduction de la procédure.

**Art. 39.** Le présent décret s'applique uniquement aux infractions commises après son entrée en vigueur.

#### Section 10 — Dispositions modificatives

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'annexe au décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « COMMISSARIAT GENERAL AU TOURISME » sont chaque fois remplacés par les mots « Tourisme Wallonie »;
- 2° les mots « WALLONIE Belgique TOURISME » sont chaque fois remplacés par les mots « VISITWallonia ».

§ 2. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution est abrogé.

§ 3. L'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public est complété comme suit :

« 45° VISITWallonia ».

§ 4. Toute disposition légale, décrétole ou réglementaire faisant mention des mots visés au paragraphe 1<sup>er</sup> doit être lue comme visant les mots par lesquels ils sont remplacés.



## Section 11 — Disposition finale

**Art. 41.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement wallon, 1557 (2023-2024) N<sup>os</sup> 1, 1bis à 10.

Compte rendu intégral, séance plénière du 7 février 2024.

Discussion.

Vote.

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/003183]

## 8 FEBRUARI 2024. — Decreet tot vervanging van het Waals Toerismewetboek en houdende diverse bepalingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I — *Vervanging van het Waals Toerismewetboek Artikel 1*

**Artikel 1.** De volgende bepalingen vormen het decreetgevend deel van het Waals Toerismewetboek:

"Waals Toerismewetboek - Decreetgevende bepalingen

Boek 1. Algemene bepalingen

Art. D.I.1. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt verstaan onder :

- 1° mobiel verblijf: de wooninfrastructuur die de toerist ter beschikking stelt binnen de toeristische logies;
- 2° ontvangstbewijs: bevestiging door om het even welk communicatiemiddel, in één van de vormen bepaald door de Regering, die het mogelijk maakt om een bepaalde datum te geven aan de ontvangst van een aanvraag en om de bestemming te authenticeren;
- 3° motorhomeruimte: een ruimte met extra diensten die geschikt zijn voor motorhomes en waarvan de kenmerken worden bepaald door de Regering;
- 4° toerismevereniging voor allen: de vereniging gecertificeerd op basis van Boek 3, Titel 3, hoofdstuk 4;;
- 5° toeristische bezienswaardigheid: de plaats van bestemming, bestaande uit een geheel van geïntegreerde en duidelijk identificeerbare activiteiten en diensten van een bestendige infrastructuur, die op regelmatige wijze uitgebaat wordt als natuurlijke, culturele of recreatieve waardevolle kern en die aangelegd is met het doel toeristen, dagtoeristen en plaatselijke bezoekers zonder verplichte reservering te ontvangen;  
Kermisattracties, plaatsen die eenvoudigweg materieel te huur aanbieden, landschappen, steden, vrij toegankelijke plaatsen en plaatsen bestemd voor loutere sportbeoefening, voor de organisatie van spektakels, cultuur-, sportevenementen of feestelijkheden vormen geen toeristische bezienswaardigheid;
- 6° markering: het op regelmatige afstand plaatsen van markeringstekens die het traject van een permanente route aangeven;
- 7° markeringsteken: het bestanddeel van markering dat bestaat uit een gestandaardiseerd teken of een ander door de Regering bepaald element, dat op een specifieke achtergrond wordt aangebracht en waarvoor een plaatsbepalingssysteem is geregeld;
- 8° gebouw : een gebouwde of ingerichte ruimte, overdekt, toegankelijk voor mensen, geheel of gedeeltelijk omgeven door muren;

- 9° normenboek: alle technische normen met betrekking tot rondreizen;
- 10° maximumcapaciteit: het aantal personen waarvoor een toeristische accommodatie ontworpen is en te huur wordt aangeboden, inclusief personen die met bijkomende bedden kunnen worden ondergebracht;
- 11° toerismecentrum voor allen: toeristische logies, onafhankelijk of aangesloten bij een toerismevereniging voor iedereen, gecertificeerd op basis van Boek 3, Titel 3, hoofdstuk 4;
- 12° Waalse Ambtenarencode : het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, in zijn huidige versie, evenals elke latere wijziging of vervanging van dit besluit;
- 13° Directeur-generaal voor Toerisme: de leidend ambtenaar-generaal van "Tourisme Wallonie";
- 14° Adjunct-directeur-generaal voor Toerisme: de leidend ambtenaar-generaal van "Tourisme Wallonie";
- 15° toeristische voorzieningen: investeringen op initiatief van ondergeschikte besturen, bedoeld om de toeristische aantrekkingskracht van een gebied te vergroten;
- 16° kampplaats: de logiesverstreckende inrichting die uitsluitende verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie;
- 17° juridische verbintenis: de juridische verbintenis zoals bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid;
- 18° gecertificeerde zending : een zending via om het even welk communicatiemiddel, in één van de vormen bepaald door de Regering, die het mogelijk maakt om aan de zending een vaste datum te verlenen, om de afzender, de integriteit van de boodschap en de toestemming van de auteur te authenticeren;
- 19° gewone zending: de verzending kan gebeuren in de vorm van gewone post, elektronische post of een andere door de Regering bepaalde vorm;
- 20° uitbater: de natuurlijke of rechtspersoon die de inkomsten uit de toeristische activiteit en eventuele aanverwante diensten ontvangt;
- 21° exploitatie: alle activiteiten en handelingen die worden uitgevoerd om toeristische diensten en, indien van toepassing, aanverwante diensten te leveren;
- 22° beheerder: de natuurlijke of rechtspersoon die verantwoordelijk is voor het dagelijks beheer van de exploitatie. Als de beheerder iemand anders is dan de uitbater, is hij of zij gebonden aan een contract met de uitbater;
- 23° Regering: de Waalse Regering;
- 24° toeristische logies: een gebouw, een gedeelte van een gebouw of een terrein bestaande uit verblijfseenheden die voornamelijk ter beschikking worden gesteld van toeristen met het oog op een regelmatig of occasioneel verblijf van ten minste één nacht tegen betaling;
- 25° toeristische engineering: alle advies- en technische bijstandsactiviteiten die helpen om de beste praktijken te definiëren voor de ontwikkeling van een erfgoed, een gebied, een stad, een plaats of een toeristische voorziening met als doel de aantrekkelijkheid ervan te vergroten;
- 26° vaste wandelroute: een toeristisch traject van meer dan tien dagen, aangeduid met markeringstekens en uitsluitend bestemd voor niet-geomotoriseerd verkeer;
- 27° bosmassief : de beboste grondgebieden waarvan de omtrek door de Regering is vastgesteld met het oog op de ontwikkeling van het toerisme op voorstel van "Tourisme Wallonie";
- 28° personeelslid: het lid, de stagiair of de persoon die op basis van een arbeidsovereenkomst is aangeworven en in het organigram van Tourisme Wallonie is opgenomen;
- 29° Minister: de Minister die voor toerisme bevoegd is;
- 30° mobilhome : elke caravan die niet zonder bijzondere voorafgaandelijke vergunning op de openbare weg getrokken kan worden, makkelijk vervoerbaar en waarvan het weghalen geen demontage of afbraak behoeft;
- 31° motorhome : het recreatieve motorvoertuig dat is uitgerust om tijdens het reizen als accommodatie te dienen;
- 32° basisnormen : de federale bepalingen; voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 33° specifieke veiligheidsnormen : de veiligheidsnormen inzake brandbescherming die eigen zijn aan de toeristische logiesverstreckende inrichtingen;
- 34° operator : elke natuurlijke of rechtspersoon, van de openbare sector of privé-sector, die een opdracht of een beroepsactiviteit uitoefent die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de sector toerisme. » ;
- 35° toeristische instelling: de provinciale toeristische federatie, het toeristenbureau of de toeristische dienst, gecertificeerd door "Tourisme Wallonie";
- 36° gebouwgedeelte : wat de toeristische logies betreft, elk deel van een bouwwerk dat een overdekte ruimte vormt die toegankelijk is voor personen, met een eigen opening naar buiten, waarvan de muren één uur lang vuurbestendig zijn en waarvan de openingen binnenshuis gesloten worden aan de hand van bestanddelen die een half uur lang vuurbestendig zijn; De eis inzake de eigen opening naar buiten geldt niet voor de gebouwgedeelten waar gastenkamers of gastenkamers op de hoeve ingericht zijn indien hun maximumcapaciteit samengeteld minder dan tien personen bedraagt;
- 37° transactieplatform: een computertoepassing die haar gebruikers een reeks diensten of functies biedt waarmee zij transacties kunnen uitvoeren of, meer in het algemeen, kunnen interageren met de partij die het platform aanbiedt of, indien van toepassing, met elkaar;
- 38° cultureel waardevolle kern: een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de kunsten, de geschiedenis, de wetenschap of de techniek gericht zijn;
- 39° natuurvlak waardevolle kern: een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op de natuur of het leefmilieu gericht zijn;
- 40° recreatief waardevolle kern : een centrum waarvan de activiteiten hoofdzakelijk op ontspannings- of spelactiviteiten gericht zijn;

- 41° vast reisproduct: het toeristisch product dat bestaat uit de vaste wandelroute en de toeristische voorzieningen die langs de route zijn ontwikkeld in functioneel verband met de route, inclusief markeringstekens;
- 42° Gewest : het Waalse Gewest;
- 43° knooppunt-netwerk: het netwerk bestaat uit een netwerk van knooppunten waar elk knooppunt een nummer draagt waardoor toeristen hun route kunnen plannen volgens de gewenste lengte, in een lus of in een lijn;
- 44° genormeerd teken: de geometrische vorm op een markeringsteken dat de gebruikerscategorie en de kenmerken van de vaste wandelroute aangeeft, zoals bepaald door de Regering;
- 45° crisissituatie: een crisis zoals gedefinieerd in artikel 1, 2°, van het decreet van 13 juli 2023 betreffende het risico- en crisisbeheer door het Waals Gewest;
- 46° toerisme voor allen: toeristische activiteiten, verblijven, producten en diensten die aan zoveel mogelijk mensen worden aangeboden met als doel toerisme voor allen te bevorderen, op basis van solidariteit, inclusiviteit en duurzaamheid, om de economische, culturele, educatieve, fysieke of sociale barrières die sommige mensen ervaren weg te nemen;
- 47° toerist: een persoon die voor vrijetijdsbesteding, recreatie of zaken naar een toeristische bestemming gaat en daar een of meer nachten verblijft buiten zijn of haar gewone verblijfplaats, of een persoon die voor vrijetijdsbesteding, recreatie of zaken naar een toeristische bestemming gaat en op één dag de nodige reizen maakt tussen zijn of haar gewone verblijfplaats en de bestemming;
- 48° verblijfseenheid: het voorwerp van het toeristische huurcontract binnen een toeristische logies, zoals een kamer in een hotel, in een gastenhuis, zoals een vakantie-eenheid in een vakantiedorp of zoals een staanplaats, naakt of met infrastructuur, op een toeristische camping;
- 49° wet van 16 juli 1973 : de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt ;

Art. D.I.2. Voor de toepassing van dit Wetboek, wordt de dag van verzending of ontvangst die als begindatum van de termijn geldt, niet meegerekend;

D vervalddag van een termijn is in die termijn inbegrepen; indien die dag evenwel een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de vervalddag uitgesteld tot de volgende werkdag.

De Regering kan specifieke regels vastleggen voor de berekening van tijdslimieten gekoppeld aan een digitale werkwijze.

Art. D.I.3. Behalve in de gevallen waarin dit Wetboek uitdrukkelijk een gecertificeerde verzending voorschrijft, behoudt de afzender de mogelijkheid gebruik te maken van de gewone verzending bedoeld in artikel D.I.1, 19°

Boek 2 : Organisatie van het Toerisme

## TITEL 1. — "Tourisme Wallonie"

### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. D.II.1. Er wordt een instelling van openbaar nut met rechtspersoonlijkheid opgericht, met name "Tourisme Wallonie".

Niemand anders mag gebruik maken van de benaming bedoeld in het eerste lid, noch van een ander woord, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

De zetel van het "Tourisme Wallonie" is gevestigd in Namen.

### HOOFDSTUK 2. — Opdrachten.

Art. D.II.2. § 1. "Tourisme Wallonie" is verantwoordelijk voor de algemene uitvoering van het toerismebeleid van de Regering.

Te dien einde vervult de instelling de volgende opdrachten :

- 1° ze staat in voor het algemeen beheer van de subsidies voor toerisme in het kader van de beleidslijnen die de Regering heeft goedgekeurd;
- 2° ze legt aan de Regering elk voorstel voor dat de ontwikkeling van een kwaliteitstoerisme mogelijk maakt dat sociaal, economisch en ecologisch verantwoord is;
- 3° ze zorgt voor de uitvoering van de specifieke acties die de Regering haar toewijst in het kader van haar opdrachten;
- 4° zij ontwikkelt om het even welk instrument, voert om het even welke activiteit uit en stelt om het even welke handeling die haar rechtstreeks of onrechtstreeks in staat stelt om al haar opdrachten te vervullen.

§ 2. Meer specifiek initieert, ondersteunt en organiseert "Tourisme Wallonie" de ontwikkeling van duurzame, geïntegreerde en collaboratieve toeristische strategieën en moedigt het toeristische engineering aan en promoot het.

Te dien einde vervult de instelling de volgende opdrachten :

- 1° ze verzamelt, analyseert en verspreidt gegevens met betrekking tot het toerismebeleid;
- 2° ze is verantwoordelijk voor het opvolgen en analyseren van statistieken om de strategische keuzes die gemaakt moeten worden in het toerismebeleid te helpen objectiveren;
- 3° ze organiseert bestuurlijke samenwerking met VISITWallonia en toeristische instellingen en moedigt hun betrokkenheid en bijdrage aan;
- 4° ze houdt toezicht op en coördineert het werk van toeristische instellingen;
- 5° ze ontwikkelt elke vorm van samenwerking met openbare of privé partners in verband met haar opdrachten.
- 6° ze ontwikkelt en implementeert een digitale strategie met VISITWallonia, die alle toeristische operatoren samenbrengt rond één enkel transactieplatform.

De instelling regelt ook het toeristische aanbod. Te dien einde vervult Tourisme Wallonie de volgende opdrachten:

- 1° beheert en onderzoekt de registratie-, certificatie- en classificatieaanvragen van de toeristische operatoren, evenals de interne administratieve beroepen volgens de procedures van dit Wetboek;
- 2° beheert en onderzoekt de subsidieaanvragen van de operatoren en de oproepen tot het indienen van projecten in verband met subsidies en legt de bijbehorende zekerheden en waarborgen op;
- 3° zorgt voor de terugvordering van de ten onrechte aan de operatoren betaalde bedragen;
- 4° onderzoeken, registreren en vervolgen van overtredingen in verband met toerisme;

5° legt administratieve sancties op of vraagt civielrechtelijke teruggavemaatregelen en alle andere maatregelen die verband houden met strafrechtelijke sancties voor de strafrechtbanken in toeristische aangelegenheden.

De instelling adviseert, begeleidt en professionaliseert de toeristische sector. Te dien einde vervult Tourisme Wallonie de volgende opdrachten:

- 1° creëert, verspreidt en beheert digitale media voor toeristische operatoren;
- 2° ondersteunt opleidingsoperatoren bij de ontwikkeling van het opleidingsbeleid en implementeert initiatieven voor voortdurende verbetering van de operatoren;
- 3° coördineert de uitvoering van het labelingbeleid voor toerisme en, indien van toepassing, de naleving van de relevante specificaties, handvesten of reglementen.

De instelling beheert ook de toeristische infrastructuur waarvan ze eigenaar is.

Art. D.II.3. Tourisme Wallonie bezorgt de Regering uiterlijk 30 april van het jaar na bedoeld boekjaar een verslag over zijn activiteiten van het afgelopen boekjaar.

De Regering zendt het in lid 1 bedoelde verslag binnen zestig dagen na ontvangst toe aan het Parlement.

### HOOFDSTUK 3. — *Werking*

#### *Afdeling 1. — Directeur-generaal Toerisme en adjunct-directeur-generaal Toerisme*

Art. D.II.4. De directeur-generaal Toerisme wordt door de Regering voor een mandaat aangewezen onder de voorwaarden vastgesteld bij Boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

Behoudens uitzondering bepaald door de Regering overeenkomstig artikel D.II.5 van dit Wetboek of van artikel 2 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, overeenkomstig de artikelen 10, § 3, lid 2, en 339, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, worden de Adjunct-directeur-generaal en, in voorkomend geval, de andere ambtenaren-generaal van rang A3 door de Regering aangewezen voor een mandaat onder de voorwaarden vastgesteld bij Titel II van Boek II van de Waalse Ambtenarencode.

#### *Afdeling 2. — Dagelijks beheer, delegaties en personeelsformatie*

Art. D.II.5. § 1. Het dagelijks bestuur van "Tourisme Wallonie" wordt waargenomen door de directeur-generaal Toerisme of door de adjunct-directeur-generaal Toerisme bij uitdrukkelijke delegatie of in geval van afwezigheid of verhinderd van de directeur-generaal Toerisme.

De Regering bepaalt de delegaties van bevoegdheden en handtekeningen die aan de Directeur-generaal voor toerisme en, uitdrukkelijk of bij afwezigheid of ongeschiktheid van laatstgenoemde, aan de Adjunct-directeur-generaal voor toerisme worden verleend.

Binnen de grenzen en onder de voorwaarden die zij bepaalt, kan de Regering de directeur-generaal voor Toerisme en de adjunct-directeur-generaal voor Toerisme machtigen om een deel van de ondertekeningsbevoegdheden en -vergunningen die aan hen zijn toegekend, te subdelegeren aan een directeur, aan het hoofd van de betrokken directie of aan een werknemer van niveau A, onder dezelfde voorwaarden.

Indien de adjunct-directeur-generaal voor toerisme dit uitdrukkelijk heeft gedelegeerd of in geval van afwezigheid of verhinderd van deze laatste, worden de aan hem toevertrouwde delegaties, bij afwezigheid van andersluidende decretale bepalingen, onder dezelfde voorwaarden verleend aan een directeur, aan het hoofd van de betrokken directie of, in voorkomend geval, aan een personeelslid van niveau A.

§ 2. De Regering bepaalt de personeelsformatie van "Tourisme Wallonie".

### HOOFDSTUK 4. — *Financieel beheer*

Art. D.II.6. De financiële middelen van "Tourisme Wallonie" zijn als volgt:

- 1° een jaarlijkse dotatie van het Gewest;
- 2° de kredieten toegekend ter dekking van de kosten voor bijzondere opdrachten die hem door de Regering of andere instellingen van openbaar nut gevraagd zouden worden;
- 3° kredieten toegekend in het kader van de met de Europese fondsen medegefinancierde tegemoetkomingen;
- 4° de opbrengst van elke roerende of onroerende verrichting;
- 5° allerlei giften;
- 6° de opbrengsten uit peterschap, coproductie of cofinanciering;
- 7° de ontvangsten in verband met zijn activiteiten;
- 8° de niet opgebruikte saldi van de vorige boekjaren en de nettowinst binnen de door de Regering vastgelegde perken.
- 9° opbrengsten van overtredingen en sancties;

## TITEL 2: — *VISITWallonia*

### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Art. D.II.7. Er wordt een naamloze vennootschap opgericht onder de benaming "VISITWallonia", overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen en verenigingen van 23 maart 2019, en onverminderd de afwijkende bepalingen van dit Wetboek, waaraan opdrachten omschreven in hoofdstuk 2 worden toevertrouwd.

VISITWallonia is verantwoordelijk voor de promotie en marketing van Wallonië als bestemming, zowel in België als internationaal.

Niemand anders mag gebruik maken van de benaming bedoeld in het eerste lid, noch van een ander woord, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan.

Art. D.II.8. VISITWallonia kan giften ontvangen en kan deelnemen aan alle soorten transacties, overdrachten van activa en passiva of overdrachten van alle of een deel van haar activa en passiva, die het mogelijk maken om haar bedrijfsdoel te bereiken.

HOOFDSTUK 2. — *Opdrachten.*

Art. D.II.9. § 1. VISITWallonia oefent de opdrachten die hem krachtens deze Titel worden toegewezen uit, onder de bijzondere voorwaarden vastgelegd bij de beheersovereenkomst bedoeld in hoofdstuk 4.

§ 2. De opdrachten van VISITWallonia bestaan uit:

- 1° het bepalen van de marketingstrategie voor de toeristische bestemming, met inbegrip van het toeristisch imago van de regio, op het grondgebied van de Franstalige regio;
- 2° het positioneren en inzetten van het merk van de bestemming en de promotionele inhoud ervan; het inzetten van het merk van de toeristische bestemming VISITWallonia.be en de afgeleiden ervan, zowel op de binnenlandse als op de internationale markt;
- 3° het structureren van het toeristisch aanbod zowel voor vrijetijdsactiviteiten als voor zaken en beroepsredenen in het Franse taalgebied en zorgen voor de organisatie ervan door de creatie van toeristische producten, in voorkomend geval, in samenwerking met elke instelling betrokken bij het toerisme;
- 4° een specifieke communicatiestrategie bepalen voor elke markt en elk doelpubliek;
- 5° een regionaal, nationaal en internationaal actieplan opstellen en uitvoeren om Wallonië als bestemming te promoten, in samenwerking met Tourisme Wallonie en de toeristische organisaties;
- 6° partnerschappen opzetten met operatoren, waaronder toeristische organisaties, om de communicatie en de middelen te versterken en een coherent toeristisch imago voor de bestemming te creëren;
- 7° het ontwerpen en produceren van meertalige communicatiemiddelen op alle soorten media om het toeristische aanbod van Wallonië te promoten, zowel voor vrijetijdsbesteding als voor zaken;
- 8° prioritaire en opportuniteitsmarkten prospecteren om het aantal toeristen naar Wallonië te verhogen;
- 9° in en buiten het Franse taalgebied toeristische vertegenwoordigingen oprichten en beheren die instaan voor de promotie van de bestemming;
- 10° de marketing van de bestemming ontwikkelen, voornamelijk via e-commerce;
- 11° marketing- en communicatiemiddelen ontwikkelen en beheren die verband houden met haar opdrachten, in samenwerking met Tourisme Wallonie en andere operatoren.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, wordt het gebruik van het merk VISITWallonia.be door elke operator uitgevoerd in overleg met VISITWallonia.

Met betrekking tot het eerste lid, 6°, kunnen promotieacties worden overwogen in samenwerking met elke andere operator die op dit gebied actief is.

De Regering kan de opdrachten bedoeld in het eerste lid bepalen. VISITWallonia beschikt over de resultaten en analyses van Tourisme Wallonie bedoeld in artikel D.II.2, § 2, tweede lid, 1°, voor de uitvoering van zijn opdrachten.

VISITWallonia deelt informatie en de resultaten van marketing- of communicatieacties mee aan "Tourisme Wallonie" voor de uitvoering van zijn opdrachten.

De Regering stelt de procedures vast voor het meedelen van de in de leden 5 en 6 bedoelde analyses en gegevens.

HOOFDSTUK 3. — *Structuur en bestuur van VISITWallonia**Afdeling 1. — Organen van VISITWallonia*

Art. D.II.10. § 1. VISITWallonia richt de volgende organen op:

- 1° een algemene vergadering;
- 2° een vertegenwoordiger van de administratie;
- 3° een bureau;
- 4° een directeur-generaal;

§ 2. Het bestuursorgaan kan bijkomende adviesorganen oprichten.

§ 3. De vereniging bestaat alleen uit gewone leden: Het minimumaantal gewone leden mag niet minder zijn dan eenentwintig.

De Regering benoemt te allen tijde tien leden op basis van een verdeling die is vastgesteld door toepassing van de berekeningsmethode in de artikelen 167 en 168 van de Kieswet. Het bestuursorgaan van het Agentschap voor Toerisme van de Oostkantons wijst een van hen aan.

Gemeenten, intercommunales, toeristische instellingen en provincies gelegen in het Franse taalgebied, evenals alle ondernemingen en verenigingen waarvan de activiteit uitsluitend of gedeeltelijk, rechtstreeks of onrechtstreeks toeristisch van aard is, kunnen bij besluit van het bestuursorgaan worden toegelaten als lid van de vereniging, op voorwaarde dat ze bijdragen tot de ontwikkeling van het toerisme in Wallonië.

De aanvraag voor toelating van een kandidaat-lid wordt doorgegeven aan de voorzitter van het bestuursorgaan.

Leden kunnen zich op elk moment terugtrekken uit de vereniging door de Voorzitter van het bestuursorgaan op de hoogte te stellen van hun ontslag.

*Afdeling 2. — Algemene vergadering*

Art. D.II.11. § 1. De Algemene Vergadering heeft de bevoegdheden die haar worden toegekend door het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

Als onderdeel van het beheerscontract tussen de vereniging en het gewest bepaalt de algemene vergadering het algemene beleid van de vereniging. Zij heeft de bevoegdheden die haar uitdrukkelijk worden toegekend door de wet, door haar statuten of door of krachtens dit Wetboek.

§ 2. De algemene vergadering wordt bijeengeroepen door het bestuursorgaan.

§ 3. De algemene vergadering bestaat uit alle leden van de vereniging. De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van het bestuursorgaan Raad van bestuur.

*Afdeling 3. — Bestuursorgaan*

Art. D.II.12. VISITWallonia wordt bestuurd door een orgaan dat bestaat uit maximaal achttien personen, waaronder :

- 1° negen bestuurders voorgedragen en aangewezen door de Regering;
- 2° een bestuurder voorgedragen door het bestuursorgaan van het Agentschap voor Toerisme van de Oostkantons.

- 3° twee bestuurders voorgedragen door toeristische instellingen;
- 4° zes bestuurders, die hun voornaamste toeristische activiteit uitoefenen in Wallonië, voorgedragen door de particuliere toeristische operatoren die lid zijn van de vereniging.

De volgende personen mogen niet als bestuurder worden aangewezen:

- 1° een lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap;
- 2° een lid van het Europees Parlement, van de Federale wetgevende kamers of van een Gewest- of Gemeenschapsparlement;
- 3° een provinciegouverneur, een provinciegedeputeerde of een provinciale directeur-generaal;
- 4° een werknemer van VISITWallonia;
- 5° een externe adviseur of regelmatig consultant van de instelling;

De Regering kan andere onverenigbaarheden met de functie van bestuurder van VISITWallonia vaststellen.

Art. D.II.13. Bestuurders worden benoemd door de Algemene Vergadering voor een termijn van vijf jaar en kunnen te allen tijde worden ontslagen. In het geval van een vacature tijdens een ambtstermijn, voltooit de vervangende bestuurder die door de Algemene Vergadering wordt benoemd om in de vacature te voorzien, de ambtstermijn van de bestuurder die hij vervangt, in overeenstemming met de bepalingen van artikel D.II.12.

Zolang de Algemene Vergadering het bestuursorgaan aan het einde van het mandaat van de bestuurders niet heeft vernieuwd, blijven zij hun opdrachten uitvoeren in afwachting van de beslissing van de Algemene Vergadering.

Art. D.II.14. Op gezamenlijk voorstel van de bestuurders bedoeld in artikel D.II.12, eerste lid, 1°, wijst het bestuursorgaan onder de personen bedoeld in artikel D.II.12, eerste lid, 1°, zijn voorzitter aan.

De aanwijzing van de voorzitter door het bestuursorgaan moet worden goedgekeurd door de Regering.

Op gezamenlijk voorstel van de bestuurders bedoeld in artikel D.II.12, eerste lid, 4°, wijst het bestuursorgaan onder de personen bedoeld in artikel D.II.12, eerste lid, 4°, zijn voorzitter aan.

Als de voorzitter niet in staat is om te handelen, worden de taken van de voorzitter overgenomen door de vicevoorzitter en vervolgens door de hoogste bestuurder in de aanwezige structuur.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van zijn vervanger doorslaggevend.

De volgende personen wonen de vergaderingen van de Raad van Bestuur van rechtswege bij met raadgevende stem:

- 1° de directeur-generaal van VISITWallonia;
- 2° de directeur-generaal voor Toerisme;
- 3° de regeringscommissarissen.

#### *Afdeling 4. — Bureau*

Art. D.II.15. Het bureau is samengesteld uit de voorzitter, de ondervoorzitter en een derde lid met stemrecht, aangewezen door het bestuursorgaan en opgenomen in artikel D.II.12, eerste lid, 1°.

Het bestuursorgaan bepaalt de bevoegdheden van het bureau.

De directeur van VISITWallonia, de directeur-generaal voor Toerisme en de regeringscommissaris hebben een raadgevende stem in het bureau.

#### *Afdeling 5. — Directeur generaal*

Art. D.II.16. De directeur-generaal is belast met het dagelijks beheer en de uitvoering van de beslissingen van het bestuursorgaan van de vereniging.

#### *HOOFDSTUK 4. — Beheersovereenkomst:*

Art. D.II.17. § 1. De regering en VISITWallonia sluiten een beheersovereenkomst waarin de specifieke regels en voorwaarden voor de uitvoering van de opdrachten en prioriteiten van VISITWallonia zijn vastgelegd.

§ 2. Het beheerscontract bevat:

- 1° de taken die VISITWallonia uitoefent met het oog op de uitvoering van zijn openbare opdrachten;
- 2° de gedragsregels ten aanzien van de begunstigden van de diensten;
- 3° een herinnering aan de regels met betrekking tot de instellingen van het type 3 bedoeld in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden en hun uitvoering;
- 4° het bedrag van de toegekende subsidies en hun bestemming;
- 5° de procedures voor de uitbetaling van werkingssubsidies en subsidies voor specifieke promotieactiviteiten, met inbegrip van partnerschapsinitiatieven;
- 6° de wijze van financiering van de opdrachten bedoeld in artikel D.II.9;
- 7° de voorwaarden voor de controle, evaluatie en herziening van de overeenkomst;
- 8° het organigram van VISITWallonia;
- 9° de wijze waarop de financiële belangen van het Gewest worden gewaarborgd.

§ 3. Het beheerscontract wordt voor vijf jaar gesloten.

Het blijft echter van kracht totdat er een ander beheerscontract voor in de plaats komt.

Het wordt ter informatie naar het regionale parlement gestuurd zodra het is goedgekeurd door de regering en VISITWallonia.

#### *HOOFDSTUK 5. — Middelen van VISITWallonia*

Art. D.II.18. VISITWallonia beschikt over de volgende financiële middelen:

- 1° een subsidie van het Gewest die het werkingsbudget en het promotiebudget omvat;
- 2° de bijzondere bijdrage van het Agentschap voor Toerisme van de Oostkantons zoals bepaald in artikel 8 van het samenwerkingsakkoord van 26 november 1998 tussen het Gewest en de Duitstalige Gemeenschap;
- 3° de jaarlijkse bijdragen van de leden;
- 4° de jaarlijkse bijdragen van de leden die voortvloeien uit publiek-private partnerschappen, evenals de vergoeding voor diensten die de vereniging levert in het kader van marketing of promotie ten gunste van de leden;

- 5° commerciële producten;
- 6° giften van welke aard ook en inkomsten uit publieke of private partnerschappen;
- 7° subsidies en occasionele inkomsten;
- 8° leningen die vooraf door de regering zijn goedgekeurd.

HOOFDSTUK 6. — *Controle van VISITWallonia*

Art. D.II.19. VISITWallonia valt onder het toezicht van de Regering, dat wordt uitgeoefend door een commissaris die door de Regering wordt benoemd op aanbeveling van de Minister die verantwoordelijk is voor toerisme.

HOOFDSTUK 7. — *Ontbinding en statuten*

Art. D.II.20. De ontbinding van de VISITWallonia kan slechts krachtens een decreet waarbij de vereffeningswijze en -voorwaarden zullen worden geregeld, uitgesproken worden.

Art. D.II.21. De bepalingen van de statuten van VISITWallonia verliezen hun werking voor zover zij in strijd zijn met de bepalingen van dit besluit.

**TITEL 3: — Raad voor toerisme**

Art. D.II.22. § 1. De Raad voor Toerisme bestaat uit:

- 1° één lid uit elk van de technische comités;
- 2° onder personen die bekend staan om hun vaardigheden verworven in de uitoefening van reguliere activiteiten, vroeger of nu, in transversale sectoren met implicaties voor de toeristische sector:
  - a) een vertegenwoordiger van de beroepsopleiding in het toerisme;
  - b) een vertegenwoordiger van de digitale sector;
  - c) een vertegenwoordiger van een bepaald door de regering voorgesteld thema;
- 3° een vertegenwoordiger van de toeristische gidsen;
- 4° als vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werkgevers en vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de zelfstandige werknemers;
- 5° een vertegenwoordiger van de milieuverenigingen.
- 6° een vertegenwoordiger van VISITWallonia, met raadgevende stem;
- 7° een vertegenwoordiger van "Tourisme Wallonie", met raadgevende stem; Met betrekking tot lid 1, 1°, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door de Regering op voordracht van deze comités.

Met betrekking tot lid 1, 2°, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door de Regering volgens de door hem bepaalde voorwaarden.

Met betrekking tot lid 1, 4° en 5°, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door de Regering op voordracht van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië).

Met betrekking tot lid 1, 6°, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door de Regering op voordracht van VISITWallonia.

Met betrekking tot lid 1, 7°, worden deze vertegenwoordigers aangewezen door de Regering op voordracht van "Tourisme Wallonie".

§ 2. De voorzitter en de ondervoorzitter worden benoemd door de Regering, op voordracht van de Raad voor Toerisme, onder de gewone leden bedoeld in paragraaf 1, 1°. De voorzitter en ondervoorzitter komen niet uit dezelfde sector.

§ 3. De zetel van de Raad voor toerisme is gevestigd bij de Waalse Economische, Sociale en Milieuraad, die het secretariaat waarneemt.

Art. D.II.23. De Regering verzoekt de Raad voor toerisme om advies over elk voorontwerp van decreet en ontwerp van reglementair besluit inzake toerisme.

De Raad voor toerisme geeft hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering advies over het toeristische beleid in het algemeen en over elk voorstel van decreet betreffende toerisme dat aan het Parlement overgelegd wordt.

**TITEL 4: — Technische comités**

Art. D.II.24. § 1. De technische comités bestaan uit :

- 1° het technisch comité van de toeristische instellingen:

De Regering wijst de leden van deze technische commissie aan uit de gecertificeerde toeristische instellingen. Het comité bestaat minstens uit één vertegenwoordiger van de "fédérations provinciales du tourisme", drie vertegenwoordigers van de "maisons du tourisme" en vier vertegenwoordigers van de "offices du tourisme", gekozen om een evenwichtige geografische vertegenwoordiging te waarborgen, met inachtneming van de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973;

- 2° het technisch comité voor de toeristische bezienswaardigheden:

De Regering wijst de leden van dit technisch comité aan, met het oog op het toerismebeleid en de toeristische dynamiek die door de Regering wordt nagestreefd, door middel van een openbare oproep aan representatieve verenigingen en gecertificeerde exploitanten van bezienswaardigheden;

- 3° het technisch comité voor toeristische hotels.

De Regering wijst de leden van dit technisch comité aan via een openbare oproep aan representatieve verenigingen en gecertificeerde hoteluitbaters;

- 4° het technisch comité voor toeristische campings en vakantie dorpen.

De Regering wijst de leden van dit technisch comité aan via een openbare oproep aan representatieve verenigingen en exploitanten van gecertificeerde toeristische campings en vakantie dorpen;

- 5° het technisch comité voor van gemeubileerde vakantie woningen en gastenhuizen.

De Regering wijst de leden van dit technisch comité aan via een openbare oproep aan representatieve verenigingen en exploitanten van gecertificeerde gemeubileerde vakantie woningen en gastenhuizen;

- 6° het technisch comité van toerisme voor allen.

De Regering benoemt de leden van dit technisch comité door middel van een openbare oproep aan de verenigingen van toerisme voor allen en aan de vertegenwoordigers van elke operator die zich engageert voor de uitvoering van het handvest van toerisme voor iedereen zoals gedefinieerd in de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973.

§ 2. De Regering kan andere technische comités oprichten en hun samenstelling en bevoegdheden bepalen.

Art. D.II.25. Inclusief de voorzitter en de ondervoorzitter telt elk Technisch Comité minimaal zes en maximaal twaalf leden. Elk gewoon lid heeft een plaatsvervanger.

De regering wijst de voorzitter en vicevoorzitter aan op voordracht van elk Technisch Comité. Daartoe stelt elk technisch comité op zijn eerste vergadering twee gewone kandidaten en twee plaatsvervangende kandidaten voor elke functie voor.

De hernieuwing van de leden wordt volgens dezelfde procedure doorgevoerd.

De voorzitters van de technische comités mogen derden als deskundigen laten deelnemen aan de vergaderingen die zij voorzitten alsook aan de tijdelijke werkgroepen.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de terugbetaling van de reiskosten van de leden van de technische comités.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de aanwijzing van de leden van de technische comités.

Art. D.II.26. De opdracht van de technische comités bestaat erin om, op eigen initiatief of op uitdrukkelijk verzoek van de Voorzitter van de raad voor toerisme, "Tourisme Wallonie", de Waalse Regering of de Minister, advies te geven over specifieke kwesties met betrekking tot het uit te voeren toerismebeleid in het gebied dat strikt onder hun bevoegdheid valt;

Boek 3 : Registratie, certificering, vergunning, labeling en indeling

### TITEL 1. — Toeristische instellingen

#### HOOFDSTUK 1. — Principe, inhoud en effecten van de certificering

Art. D.III.1. Zonder erkenning mag geen gebruik gemaakt worden van de benamingen "fédération provinciale du tourisme", "maison du tourisme", "office du tourisme" of van een andere term, vertaling of schrijfwijze waardoor verwarring zou kunnen ontstaan, zonder als zodanig gecertificeerd te zijn overeenkomstig deze titel.

"Tourisme Wallonie" kent een uniek certificeringsnummer toe aan de toeristische instelling.

#### HOOFDSTUK 2. — Voorwaarden voor certificering en handhaving

##### Afdeling 1. — "Fédération provinciale du tourisme" (provinciale federatie voor toerisme)

Art. D.III.2. § 1. De Regering certificeert als "fédération provinciale du tourisme" elke vereniging zonder winsttoegmerk elke vereniging zonder winsttoegmerk of elke dienst van een provinciale administratie die de volgende voorwaarden vervult:

- 1° tot doel hebben het toerisme op het in 2° bedoelde grondgebied te ontwikkelen met het oog op de vervulling van de opdrachten bedoeld in artikel D.III.3;
- 2° als rechtsgebied het grondgebied van een provincie hebben, zonder afbreuk te doen aan enige samenwerking met andere provinciale federaties of met "maisons du tourisme" (huizen voor toerisme), die geheel of gedeeltelijk buiten het provinciale grondgebied zijn gevestigd;
- 3° voldoen aan de voorwaarden, bedoeld in paragraaf 2, 3° en 4°.
- 4° in voorkomend geval, de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven.

"Tourisme Wallonie" kan verzoeken om overlegging van de statuten van de in lid 1 bedoelde vereniging.

§ 2. De certificering als "fédération provinciale du tourisme" (provinciale federatie voor toerisme) wordt behouden onder de volgende voorwaarden:

- 1° de voorwaarden bedoeld in het paragraaf 1, 1° tot en met 3°, handhaven;
- 2° deel uitmaken van het algemene toerismebeleid van de Regering;
- 3° het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in artikel D.III.3;
- 4° samenwerken met Tourisme Wallonie, VISITWallonia en de "maisons du tourisme" in zijn bevoegdheidsgebied of een deel ervan, met inbegrip van de toeristische diensten die gedeeltelijk behoren tot een andere provinciale toeristische federatie, met het oog op de uitvoering van de opdrachten bedoeld in 3°;
- 5° zich niet opdringen op het grondgebied van een andere provinciale toeristische federatie, onverminderd de eventuele samenwerking met andere provinciale federaties of met toeristische diensten die geheel of gedeeltelijk buiten het provinciale grondgebied zijn gelegen;
- 6° de verplichtingen en voorschriften bedoeld bij of krachtens dit Wetboek naleven;
- 7° "Tourisme Wallonie" binnen de drie maanden op de hoogte brengen van elke wijziging met betrekking tot de certificering, met inbegrip van elke wijziging in de organisatie, de structuur en het statuut van de vereniging.

Art. D.III.3. § 1. De "fédérations provinciales du tourisme" voeren de volgende opdrachten uit:

- 1° inzake coördinatie:
  - a) ze nemen deel aan het bestuur dat is opgezet door "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia;
  - b) ze zetten coördinatie op met de andere provinciale toeristische federaties;
  - c) ze dragen bij aan de ontwikkeling van het regionale toeristische engineering in samenwerking met de betrokken exploitanten;
- 2° in termen van bijstand en ondersteuning voor toeristische operatoren:
  - a) in samenwerking met "Tourisme Wallonie", VISITWallonia en de betrokken toeristische diensten de professionalisering van de toeristische operatoren in het gebied ondersteunen;
  - b) ze ondersteunen de "maisons du tourisme" op hun verzoek bij hun activiteiten;
- 3° op het vlak van toeristische wandelroutes ontwikkelen, promoten, controleren en onderhouden ze de netwerken van knooppunten.

De "fédérations provinciales du tourisme" kunnen ook de marketing van toeristische producten voor zakelijk toerisme en groepstoerisme op zich nemen.

De opdrachten van de "fédérations provinciales du tourisme" worden uitgevoerd onder toezicht van "Tourisme Wallonie".



§ 2. Bij gebrek aan een gecertificeerde provinciale federatie voor toerisme kunnen de in paragraaf 1 bedoelde opdrachten worden uitgevoerd door een of meer "maisons du tourisme" binnen het rechtsgebied van de desbetreffende provincie. De "maisons du tourisme" ondertekenen een partnerschapsovereenkomst. Hun opdrachten worden uitgevoerd binnen de grenzen van deze overeenkomst.

De Regering bepaalt de inhoud van de partnerschapsovereenkomsten en legt de procedures voor het sluiten ervan vast.

*Afdeling 2. — "Maisons du tourisme" (huis voor toerisme)*

Art. D.III.4. § 1. De overheid zal elke vereniging die hierom vraagt en die aan de volgende voorwaarden voldoet, certificeren als "maison du tourisme":

- 1° ze is opgericht als vereniging zonder winstoogmerk waarvan, in afwijking van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, de gemeenten en eventueel de toeristische diensten in het betrokken ambtsgebied of andere natuurlijke of rechtspersonen die actief zijn in de toeristische sector in het gebied, lid kunnen zijn;
- 2° ze heeft tot doel het toerisme op het in 3° bedoelde grondgebied te ontwikkelen met het oog op de vervulling van de opdrachten bedoeld in artikel D.III.6;
- 3° ze is verantwoordelijk voor een gebied dat toeristisch coherent is en dat overeenkomt met de territoriale grenzen van ten minste vier gemeenten die niet al onder het ambtsgebied van een andere toeristische dienst vallen, tenzij de Waalse Regering een afwijking toestaat met betrekking tot het aantal gemeenten;
- 4° zij sluit met het Gewest een programmacontract af voor een periode van drie jaar, waarin zij de opdrachten bedoeld in artikel D.III.6 uitvoert, en waarin het volgende wordt gespecificeerd :
  - a) het ambtsgebied van het "Maison du Tourisme" (Huis voor Toerisme);
  - b) de acties die zijn ondernomen om de in artikel D.III.6 bedoelde opdrachten te vervullen, met vermelding van de opdrachten die met voorrang zijn uitgevoerd, alsmede de jaarlijkse fasering van deze acties;
  - c) de samenwerking en synergieën die bij de uitvoering van haar opdrachten tot stand worden gebracht met de toeristenbureaus en alle andere publieke of particuliere actoren die met name actief zijn in hetzelfde ambtsgebied als het "maison du tourisme", alsmede de samenwerking met "Tourisme Wallonie", VISITWallonia en andere "maisons du tourisme";
- 5° in voorkomend geval, de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven.

Met betrekking tot lid 1, 1°, kan "Tourisme Wallonie" de overlegging van de statuten van de vereniging vragen.

De Regering stelt de inhoud van de opleiding vast op voorstel van de "Tourisme Wallonie". Ze bepaalt de procedure en voorwaarden voor de aanneming, aanpassing en verlenging van programmacontracten.

§ 2. De erkenning als "maison du tourisme" wordt behouden onder de volgende voorwaarden:

- 1° deel uitmaken van het algemene toerismebeleid van de Regering;
- 2° samenwerken met "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia, met het oog op de uitvoering van de opdrachten die hen overeenkomstig de artikelen D.II.2 en D.II.9 zijn toegewezen;
- 3° de opdrachten bedoeld in artikel D.III.6 uitvoeren en het programmacontract naleven;
- 4° het grondgebied van een ander "maison du tourisme" niet betreden;
- 5° "Tourisme Wallonie" binnen de drie maanden op de hoogte brengen van elke wijziging met betrekking tot de certificering;
- 6° de administratieve verplichtingen en voorschriften bedoeld bij of krachtens dit Wetboek naleven;

Met betrekking tot lid 1, 3°, bezorgt de houder van de certificering aan Tourisme Wallonie, uiterlijk op 31 januari van elk jaar, de gegevens met betrekking tot de tijdens het voorgaande kalenderjaar uitgevoerde acties die aantonen dat aan de in 3° bedoelde voorwaarde is voldaan.

§ 3. Voor de certificering waarin dit hoofdstuk voorziet, zijn de volgende herstructureringen toegestaan:

- 1° de fusie van twee of meer "maisons du tourisme";
- 2° de splitsing van een "maison du tourisme", op voorwaarde dat haar ambtsgebied meer dan twintig gemeenten omvat.

In geval van herstructurering als bedoeld in lid 1 wordt een nieuwe aanvraag voor certificering aangevraagd, in overeenstemming met de procedure als bedoeld in artikel D.III.10. De Regering kan voorzien in een vereenvoudigde procedure voor het verlenen van certificering.

Art. D.III.5. § 1. De "maisons du tourisme" hebben tussen de twintig en veertig procent van de leden van hun bestuursorganen die representatief zijn voor de particuliere touroperators in hun ambtsgebied, waarbij de voorkeur wordt gegeven aan vertegenwoordigers van beroepsverenigingen of leden van dergelijke verenigingen.

In de zin van het eerste lid wordt verstaan onder privé toeristische operator, elke natuurlijke of rechtspersoon, van de privé sector die een opdracht of een beroepsactiviteit vervult die een rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de toeristische sector en waarvan:

- a) hetzij de activiteit wordt gefinancierd tegen minstens 51% door privé investeerders;
- b) hetzij meer dan de helft van de leden van de beheersorganen afkomstig zijn van de privé sector.

§ 2. Een waarnemer kan worden aangewezen door de "fédération provinciale du tourisme" (provinciale federatie voor toerisme) binnen het ambtsgebied van het "maison du tourisme". Deze waarnemer zetelt van rechtswege in het besluitvormingsorgaan van het "maison du tourisme". Hij kan met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van het beslissingsorgaan van het "maison du tourisme". Zijn afwezigheid heeft geen invloed op het aanwezigheidsquorum.

Art. D.III.6. Zonder afbreuk te doen aan hun prioritering in het programmacontract, voeren de "maisons du tourisme" de volgende opdrachten uit:

- 1° inzake coördinatie:
  - a) ze nemen deel aan het bestuur dat is opgezet door "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia;
  - b) zij zorgen voor coördinatie met de "offices du tourisme" (diensten voor toerisme) en eventuele andere touroperators die in hetzelfde ambtsgebied actief zijn;
  - c) zij stellen de oprichting, wijziging of afschaffing van een "office du tourisme" op hun grondgebied voor;

- d) in samenwerking met "Tourisme Wallonie", VISITWallonia en de betrokken "fédérations provinciales du tourisme" de professionalisering van de toeristische operatoren in het ambtsgebied ondersteunen;
- e) wat toeristische wandelroutes betreft, promoten, ontwikkelen, controleren en onderhouden ze het netwerk van knooppunten, naast de acties die worden uitgevoerd door de "fédérations provinciales du tourisme";
- 2° inzake toeristische informatie:
  - a) ze bieden toeristische informatie, bij voorkeur in een drukbezocht gebied;
  - b) ze coördineren de toeristische diensten die worden aangeboden door de "offices du tourisme" van het ambtsgebied;
- 3° inzake toeristische ontwikkeling:
  - a) ze ontwikkelen toeristische producten in samenwerking met VISITWallonia en touroperators van het ambtsgebied;
  - b) zij ontwikkelen toeristische aanbiedingen in samenwerking met Tourisme Wallonie en de betrokken operatoren;
  - c) overeenkomstig artikel D.III.93, § 1, eerste lid, 5°, een advies uitbrengen over de voorgestelde vaste wandelroutes;
  - d) zij zorgen voor de kwaliteit en het onderhoud van de toeristische producten en aanbiedingen die zij in hun ambtsgebied initiëren en uitvoeren en informeren "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia, indien nodig, over het stopzetten van bestaande toeristische producten of aanbiedingen;
  - e) zij ondersteunen en coördineren toeristische initiatieven en activiteiten binnen hun ambtsgebied;
- 4° inzake animatie in het ambtsgebied :
  - a) ze organiseren de dialoog tussen de operatoren in het ambtsgebied;
  - b) ze animeren het ambtsgebied om synergieën te ontwikkelen en de relevantie en samenhang van het toeristische aanbod en de toeristische producten te vergroten;
- 5° inzake promotie:
  - a) ze promoten de regio in alle fysieke en elektronische media, in overeenstemming met het merk van de toeristische bestemming;
  - b) zij voorzien de "offices du tourisme" van het ambtsgebied en aangrenzende "maisons du tourisme" van de fysieke en gedematerialiseerde media die nodig zijn voor toeristische promotie, waaronder media die door andere toeristische organisaties en operatoren worden geproduceerd;
  - c) zij ontwikkelen promotieactiviteiten in lijn met de strategie van VISITWallonia;
- 6° op digitaal gebied:
  - a) zij voeden en gebruiken het transactionele platform en de gemeenschappelijke transversale IT-oplossingen die door "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia worden geïmplementeerd en dragen bij aan de definitie en ontwikkeling ervan;
  - b) zij zorgen voor de kwaliteit van de gegevens die door touroperators van het ambtsgebied op deze platforms worden ingevoerd of, indien dit niet mogelijk is, leveren deze platforms gegevens;
  - c) ze hebben een digitale aanwezigheid, in coördinatie met "Tourisme Wallonie" en aangrenzende toeristenbureaus.

De opdrachten bedoeld in het eerste lid worden uitgevoerd onder toezicht van "Tourisme Wallonie".

#### *Afdeling 3. — "Offices du tourisme"*

Art. D.III.7. § 1. De Regering certificeert als "office du tourisme", elke dienst van een gemeentebestuur of elke vereniging zonder winstoogmerk die de volgende voorwaarden vervult:

- 1° ze heeft tot doel het toerisme op het in 2° bedoelde grondgebied te ontwikkelen en te promoten met het oog op de vervulling van de opdrachten bedoeld in artikel D.III.8;
- 2° als werkgebied het grondgebied van minstens één gemeente hebben en die in overeenstemming is met de toeristische richtlijnen van een "maison du tourisme";
- 3° beschikken over een onthaal- en informatiebureau dat onafhankelijk is van een privé-woning;
- 4° een partnerschapsovereenkomst sluiten met het "maison du tourisme" van het ambtsgebied, gevalideerd door Tourisme Wallonie en die ten minste de looptijd van het programmacontract bedoeld in artikel D.III.4, § 1, 4°, dekt en het volgende specificiert:
  - a) het ambtsgebied van de "office du tourisme";
  - b) de acties die worden uitgevoerd om de in artikel D.III.8 bedoelde opdrachten te vervullen en de fasering daarvan in de tijd op jaarbasis;
  - c) de samenwerking en synergieën die tot stand zijn gebracht met het "maison du tourisme", de offices du tourisme" en alle andere operatoren die actief zijn in het gebied dat door het "maison du tourisme" wordt bestreken, evenals die welke tot stand zijn gebracht met "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia;
- 5° in voorkomend geval, de artikelen 3, 8 en 9 van de wet van 16 juli 1973 naleven. Met betrekking tot lid 1, 4°, bepaalt de Regering de inhoud van de overeenkomst, op voorstel van "Tourisme Wallonie". Ze bepaalt de procedure en voorwaarden voor de aanneming, aanpassing, validering en verlenging van de overeenkomsten.

"Tourisme Wallonie" kan verzoeken om overlegging van de statuten van de in lid 1 bedoelde vereniging.

§ 2. De certificering als "office du tourisme" wordt bovendien behouden onder de volgende voorwaarden:

- 1° deel uitmaken van het algemene toerismebeleid van de Regering;
- 2° samenwerken met "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia en het "maison du tourisme" dat actief is op hetzelfde grondgebied, met het oog op de uitvoering van de opdrachten die hen overeenkomstig de artikelen D.II.2, D.II.9 en D.III.6 zijn toegewezen;
- 3° de opdrachten bedoeld in artikel D.III.8 uitvoeren en de partnerschapsovereenkomst naleven;
- 4° het grondgebied van een andere "office du tourisme" niet betreden;
- 5° de verplichtingen en voorschriften bedoeld bij of krachtens dit Wetboek naleven;

- 6° vóór het betrokken kalenderjaar aan het "maison du tourisme" dat in hetzelfde gebied actief is en aan "Tourisme Wallonie" een openingsrooster bezorgen dat afgestemd is op de behoeften van de toeristen, in het bijzonder tijdens het weekend, op feestdagen en op alle drukke momenten;
- 7° lokale toeristische documentatie ter beschikking stellen van het publiek, met inbegrip van publicaties uitgegeven door andere toeristische instellingen en door VISITWallonia;
- 8° de openingsuren van het onthaalbureau bedoeld in 6° in acht nemen;
- 9° "Tourisme Wallonie" binnen de drie maanden op de hoogte brengen van elke wijziging met betrekking tot de certificering, met inbegrip van elke wijziging in de organisatie, de structuur en het statuut van de vereniging.

§ 3. De Regering kan afwijken van de voorwaarden bepaald in paragraaf 1, 2°, en 2, 4°.

Art. D.III.8. De "offices du tourisme" zijn belast met de volgende opdrachten:

- 1° inzake coördinatie:
  - a) ze nemen deel aan het bestuur dat is opgezet door het "maison du tourisme" dat in hetzelfde gebied actief is;
  - b) ze werken samen met andere "offices du tourisme";
  - c) ze worden professioneler om de manier waarop ze toeristen ontvangen te harmoniseren en tegelijkertijd de specifieke lokale kenmerken te versterken;
- 2° inzake toeristische informatie:
  - a) ze hebben een receptie die voldoende open is als het druk is met toeristen;
  - b) ze bieden documentatie over lokale toeristische producten;
  - c) ze geven toeristen informatie over lokale toeristische producten, idealiter in meerdere talen;
  - d) ze hanteren een aanpak van voortdurende verbetering van de kwaliteit van de geleverde diensten;
- 3° op het vlak van promotie promoten ze lokale toeristische producten en evenementen, in samenwerking met het "maison du tourisme" van hun ambtsgebied, de toeristische operatoren die actief zijn in hetzelfde gebied en VISITWallonia;
- 4° op digitaal gebied:
  - a) zij voeren en gebruiken het transactionele platform en de gemeenschappelijke transversale IT-oplossingen die door "Tourisme Wallonie" en VISITWallonia worden geïmplementeerd en dragen bij aan de definitie en ontwikkeling ervan;
  - b) ze dragen bij aan de kwaliteit van de gegevens die door lokale operatoren op deze platforms worden gecodeerd.

Ze kunnen ook, inzake animatie, in overleg met het "maison du tourisme" waartoe ze behoren en, indien van toepassing, andere "office du tourisme", toeristische evenementen organiseren in het gebied dat onder het "maison du tourisme" valt.

De opdrachten bedoeld in het eerste lid worden uitgevoerd onder toezicht van "Tourisme Wallonie".

Art. D.III.9. De overheid kan specifieke operationele procedures voor het publiek specificeren.

#### HOOFDSTUK 3. — *Certificeringsprocedure*

Art. D.III.10. De regering bepaalt de termijnen, voorwaarden en procedures voor het toekennen van de certificering als toeristische instelling.

#### HOOFDSTUK 4. — *Intrekking van de certificering*

Art. D.III.11. § 1. De certificering als toeristische instelling geldt voor onbepaalde duur, mits aan de in artikel D.III.2, § 2, D.III.4, § 2 en D.III.7, § 2 genoemde voorwaarden wordt voldaan.

Als een toeristische organisatie haar activiteiten staakt of niet langer voldoet aan de voorwaarden voor certificering, kan de Regering de certificering intrekken volgens de procedure die zij vaststelt.

§ 2. De certificering kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de toeristische instelling de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft, volgens de procedure die de Regering bepaalt.

§ 3. De certificering wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de toeristische instelling. Bij wijze van uitzondering, in het geval van een vrijwillige vereffening waarvan het doel of gevolg is om rechten en verplichtingen over te dragen aan een nieuwe entiteit, wordt de van rechtswege intrekking van kracht vanaf het einde van de vereffening.

### TITEL 2: — *Toeristische bezienswaardigheden*

#### HOOFDSTUK 1. — *Principe, inhoud en effecten van de certificering*

Art. D.III.12. § 1. Elke exploitant van een toeristische bezienswaardigheid kan een aanvraag indienen voor de certificering van een toeristische bezienswaardigheid.

§ 2. De certificering wordt toegekend door "Tourisme Wallonie" als na een documenteninspectie of een bezoek ter plaatse blijkt dat aan de certificeringsvoorwaarden van artikel D.III.16 is voldaan.

Als er geen beslissing is genomen aan het einde van een door de Regering vastgestelde periode die begint op de datum waarop de aanvraag voor certificering werd ingediend, wordt de certificering geacht te zijn toegekend.

§ 3. "Tourisme Wallonie" kent een uniek certificeringsnummer toe aan de toeristische bezienswaardigheid.

§ 4. Alleen gecertificeerde toeristische bezienswaardigheden mogen de benaming "toeristische bezienswaardigheid" gebruiken.

§ 5. VISITWallonia en toeristische organisaties promoten gecertificeerde toeristische bezienswaardigheden.

Art. D.III.13. De certificering vermeldt :

- 1° het adres van de exploitant en van de eigenaar;
- 2° de identificatie en de ligging van de toeristische bezienswaardigheid;
- 3° de benaming van de toeristische bezienswaardigheid;
- 4° de toeristische waardevolle bezienswaardigheid.
- 5° de datum waarop zij vervalft in toepassing van artikel D.III.14.

Art. D.III.14. De certificering is geldig gedurende ten hoogste vijf jaar na het verstrijken van de in het certificeringsbesluit vastgestelde termijn of, bij gebreke daarvan, de in artikel D.III.12, § 2, tweede lid, bedoelde termijn.

Art. D.III.15. Certificering is alleen geldig voor de toeristische bezienswaardigheid waarvoor het is afgegeven en voor de exploitant van de gecertificeerde attractie, behalve in gevallen waarin de Regering voorziet.

#### HOOFDSTUK 2. — Voorwaarden voor certificering en handhaving

Art. D.III.16. § 1. De toekenning van de certificering wordt verleend onder de volgende voorwaarden:

- 1° de exploitant heeft een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en een NACE-code voor activiteiten die verband houden met de toeristische bezienswaardigheid;
- 2° de exploitant vermeldt de rechtsbetrekking als eigenaar, houder van een afgesplitst zakelijk recht, concessie of enig ander recht op het goed met betrekking tot de toeristische bezienswaardigheid;
- 3° de toeristische attractie voldoet aan de door de Regering gestelde voorwaarden met betrekking tot :
  - 1° de kenmerken van de plaats en diens naaste omgeving zoals meer bepaald de ruimte-indeling, de uitrusting of de toegankelijkheid ervan;
  - b) ontvangst, begeleiding en informatie voor toeristen;
  - c) de veiligheid van de bezienswaardigheid en de staat van gezondheid en netheid;
- 4° de mededeling door de exploitant van economische en statistische gegevens, die slechts geaggregeerde gegevens mogen zijn, over de frequentiegraad van zijn bezienswaardigheid, uitgesplitst volgens de door de Regering vastgelegde criteria en procedures;
- 5° de moraliteit van de exploitant en beheerder van de toeristische bezienswaardigheid wordt bewezen.

“Tourisme Wallonie” kan een gecoördineerde versie van de statuten van de exploitant van de toeristische bezienswaardigheid vragen om de voorwaarde bedoeld in 1° te verifiëren, evenals de overlegging van een uittreksel uit het strafregister model 2 om de voorwaarde bedoeld in 5° te verifiëren, overeenkomstig de procedures bepaald door de Waalse Regering.

In afwijking van de voorwaarde, vermeld in het eerste lid, 1°, moet de exploitant die niet over een NACE-code beschikt, op een andere manier bewijzen dat zijn activiteiten overeenstemmen met een NACE-code die betrekking heeft op de toeristische bezienswaardigheid.

Aan de voorwaarde, vermeld in lid 1, 5°, wordt geacht te zijn voldaan als het uittreksel uit het strafregister geen veroordelingen vermeldt in de laatste tien jaar vanaf de datum van afgifte.

§ 2. Binnen de perken van zijn bevoegdheden kan de regering andere voorwaarden bepalen die betrekking hebben op het intrinsieke belang van de bezienswaardigheid, meer bepaald voor wat betreft de recreatieve aspecten en/of de aspecten in verband met zijn aard, patrimonium, cultuur.

#### HOOFDSTUK 3. — Certificeringsprocedure

Art. D.III.17. De Regering stelt de termijnen, voorwaarden en procedures vast voor het verlenen van de in artikel D.III.12 bedoelde certificering.

In geval van vernieuwing, verandering van exploitant of verandering van handelsnaam die geen invloed hebben op de certificeringsvoorwaarden bedoeld in artikel D.III.16, § 1, 3°, kan zij voorzien in een vereenvoudigde procedure.

Art. D.III.18. De exploitant van de gecertificeerde bezienswaardigheid brengt “Tourisme Wallonie” per gewone brief op de hoogte van elke wijziging die van invloed kan zijn op de voorwaarden voor het toekennen van de certificering, binnen zestig dagen na de wijziging.

#### HOOFDSTUK 4. — Intrekking van de certificering

Art. D.III.19. § 1. “Tourisme Wallonie” kan in de volgende gevallen de certificering van de exploitant intrekken:

- 1° indien niet voldaan is aan de voorwaarden voor het behoud van de certificering bedoeld in artikel D.III.16, § 1, bepalingen vastgesteld bij of krachtens deze titel;
- 2° als de toeristische bezienswaardigheid ophoudt actief te zijn als toeristische bezienswaardigheid;
- 3° indien de exploitant of de beheerder van de toeristische bezienswaardigheid veroordeeld is bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is getreden en die in België voor een inbreuk omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat gelijkaardig is aan een feit dat één van die overtredingen vormt, is uitgesproken, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf is opgeschort en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft;
- 4° indien de exploitant of beheerder van de toeristische bezienswaardigheid bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld voor een inbreuk op het bepaalde bij of krachtens deze titel en titel 3 van Boek 4.

§ 2. De certificering kan ook worden ingetrokken als “Tourisme Wallonie” ervan op de hoogte wordt gebracht dat de toeristische bezienswaardigheid de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

§ 3. De certificering wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de toeristische bezienswaardigheid.

Art. D.III.20. De Regering stelt de termijnen, voorwaarden en procedure vast voor de intrekking van de certificering bedoeld in artikel D.III.19.

### TITEL 3: — Toeristische logiezen

#### HOOFDSTUK 1. — Registratie

##### Afdeling 1. — Beginsel

Art. D.III.21. Niemand mag een toeristische logies uitbaten zonder deze als zodanig te registreren bij “Tourisme Wallonie”.

Art. D.III.22. Alleen een landbouwer of een familielid tot de derde graad die een toeristisch logies runt, mag de naam “à la ferme” gebruiken.

*Afdeling 2. — Registratievoorwaarden*

Art. D.III.23. § 1. Voor registratiedoeleinden controleert "Tourisme Wallonie" de naleving van de volgende voorwaarden:

- 1° beschikken over een brandveiligheidsattest of, in voorkomend geval, over een vereenvoudigd controleattest, verleend in overeenstemming met de artikelen D.III.72 en D.III.77 betreffende de brandveiligheid of het vereenvoudigd controleattest;
- 2° beschikken over een uittreksel uit het strafregister bestemd voor een overheidsinstantie dat, naargelang het geval, binnen de laatste zes maanden werd afgeleverd op naam van de natuurlijke persoon - exploitant, hetzij op naam van de natuurlijke persoon die de operator - rechtspersoon - geldig kan binden, en op naam van de beheerder.

De informatie bedoeld in het eerste lid bevestigt de afwezigheid van veroordeling in België overeenkomstig een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing en in België uitgesproken wegens een overtreding omschreven in boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of die in het buitenland is uitgesproken wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.

§ 2. De Regering kan afwijken van de voorwaarden bepaald in paragraaf 1, 1°.

*Afdeling 3. — Registratieprocedure*

Art. D.III.24. De registratie bedoeld in artikel D.III.21 gebeurt aan de hand van een formulier waarvan de inhoud en het model door de Regering worden vastgesteld. Het formulier wordt per post naar "Tourisme Wallonie" gestuurd. "Tourisme Wallonie" kent een uniek certificeringsnummer toe aan de toeristische logies.

De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende het vervullen van deze registratie.

Het bewijs van registratie wordt aangebracht op de manier die door de Regering is bepaald.

*Afdeling 4. — Opschorting van de registratie*

Art. D.III.25. § 1. De registratie geldt voor onbepaalde duur, mits aan de registratievoorwaarden van artikel D.III.23 wordt voldaan.

De exploitant van de geregistreerde logies brengt "Tourisme Wallonie" op de hoogte van elke wijziging die van invloed kan zijn op de registratievoorwaarden, per gewone post, binnen zestig dagen na de wijziging.

§ 2. Tourisme Wallonie kan de inschrijving schorsen in de volgende situaties:

- 1° bij afwezigheid van het geldig brandveiligheidsattest of van het attest van vereenvoudigde controle;
- 2° wanneer de activiteit van toeristische logies stopgezet wordt;
- 3° als de exploitant of de beheerder veroordeeld is door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing uitgesproken in België wegens een overtreding omschreven in Boek II, Titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, Titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.

§ 3. De registratie kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de exploitant de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

De registratie wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de exploitant.

§ 4. Opschorting van de registratie leidt tot intrekking van de certificering en, indien het een toeristisch hotel betreft, van de classificatie. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de opschorting van deze registratie.

*Afdeling 5. — Openbaarheid*

Art. D.III.26. Tourisme Wallonie stelt een register van geregistreerde toeristische logiezen ter beschikking van het publiek voor informatie over de naleving van veiligheidsnormen en wettelijke bepalingen onder dit Wetboek. Het register moet minstens de volgende gegevens bevatten:

- 1° de handelsnaam die de toeristische logies gebruikt op de toeristische markt;
- 2° de registratiestatus en, indien van toepassing, de registratiedatum;
- 3° de eventuele certificering van de toeristische logies en zo ja, de datum van certificering en de categorie;
- 4° of het toeristisch hotel geclassificeerd is en zo ja, de datum van classificatie;
- 5° het telefoonnummer, postadres, e-mailadres en de website van de toeristische logies, zoals opgegeven op het moment van registratie.

De gegevens bedoeld in lid 1, 5°, worden alleen gepubliceerd indien de betrokken natuurlijke personen of rechtspersonen geen bezwaar hebben gemaakt.

HOOFDSTUK 2. — *Certificering van toeristische hotels, gemeubileerde vakantiewoningen, gastenhuisen, toeristische campings, vakantie dorpen, jeugdherbergen en andere soorten toeristische logies.*

*Afdeling 1. — Principe, inhoud en effecten*

Art. D.III.27. § 1. Zodra de registratie is voltooid in overeenstemming met artikel D.III.24, lid 1, kan elke exploitant de certificering van zijn toeristische logies aanvragen.

Als de toeristische logies voldoet aan de basisvoorwaarden zoals vastgesteld door de Regering, kan het een gecertificeerde toeristische logies zijn.

Als de gecertificeerde toeristische logies ook voldoet aan de specifieke certificeringsvoorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld, kan het worden gecertificeerd onder een van de volgende specifieke categorieën:

- 1° toeristisch hotel;
- 2° gemeubileerde vakantiewoning;
- 3° gastenhuis;
- 4° toeristische camping;

5° vakantiedorp;

6° jeugdherberg.

§ 2. De certificering wordt toegekend door "Tourisme Wallonie" als na een documenteninspectie of een bezoek ter plaatse blijkt dat aan de certificeringsvoorwaarden is voldaan.

Als er geen beslissing is genomen aan het einde van een door de Regering vastgestelde periode die begint op de datum waarop de aanvraag voor certificering werd ingediend, wordt de certificering geacht te zijn toegekend.

§ 3. "Tourisme Wallonie" kent een uniek certificeringsnummer toe aan de toeristische logies.

§ 4. Alleen gecertificeerde logies mogen de benamingen gebruiken die horen bij de specifieke categorieën waarnaar wordt verwezen in paragraaf 1.

De Regering bepaalt de benamingen die bij de certificeringscategorieën horen.

§ 5. VISITWallonia en toeristische instellingen promoten gecertificeerde toeristische logies.

Art. D.III.28. De certificering vermeldt :

1° de identiteit van de exploitant en de beheerder;

3° de handelsbenaming en het adres van de toeristische logies;

3° de categorie bedoeld in artikel D.III.27, § 1, toegewezen aan het toeristische logies;

4° in voorkomend geval, de afwijkingen die toegestaan worden overeenkomstig artikel D.III.31, § 3;

5° de maximumcapaciteit van de toeristische logies

6° de datum waarop zij vervalt in toepassing van artikel D.III.29.

Art. D.III.29. De certificering is geldig voor een periode die niet langer mag zijn dan de geldigheidsduur van het brandveiligheidsattest of, indien van toepassing, het attest van vereenvoudigde controle.

Art. D.III.30. Certificering is alleen geldig voor de toeristische logies waarvoor het is afgegeven en voor de exploitant voor wie het is toegekend, behalve in gevallen waarin de Regering voorziet.

#### *Afdeling 2. — Voorwaarden voor certificering en handhaving*

Art. D.III.31. § 1 De toekenning van certificering is afhankelijk van de naleving van de volgende basisvoorwaarden voor certificering:

1° de exploitant beschikt over :

a) een registratienummer dat is toegekend overeenkomstig artikel D.III.21 en voldoet op permanente basis aan de voorwaarden voor registratie als bedoeld in artikel D.III.23;

b) een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen.

2° de toeristische logies voldoet aan de basisvoorwaarden vastgelegd door de Regering;

3° de exploitant verstrekt aan "Tourisme Wallonie" economische en statistische informatie en gegevens, die slechts geaggregeerde gegevens mogen zijn, met betrekking tot het gebruik van de logies, opgesplitst volgens de criteria en de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

De certificeringsvoorwaarden bedoeld in het eerste paragraaf kunnen aangevuld of nader bepaald worden door de Regering.

§ 2. Onverminderd de toepassing van paragraaf 1, is het verlenen van certificering onder een van de specifieke categorieën, bedoeld in artikel D.III.27, § 1, derde lid, 1° tot en met 5°, bovendien onderworpen aan de naleving van specifieke certificeringsvoorwaarden die door de Regering voor elk van deze categorieën zijn vastgesteld.

Wanneer de exploitant van de logies een landbouwer is, kan de Regering specifieke voorwaarden voor certificering vaststellen in de volgende gevallen:

1° voor de categorie, bedoeld in artikel D.III.27, derde lid, 2°, wanneer de logies is ondergebracht in een zelfstandig en onafhankelijk gebouw op een in werking zijnd landbouwbedrijf of in de onmiddellijke nabijheid ervan;

2° voor de categorie, bedoeld in artikel D.III.27, derde lid, 3°, wanneer de logies is ondergebracht op een in werking zijnd landbouwbedrijf;

3° voor de categorie, bedoeld in artikel D.III.27, derde lid, 4°, wanneer de logies is ondergebracht op de grond van een landbouwbedrijf.

§ 3. Bij wijze van uitzondering kan "Tourisme Wallonie" of, in beroep, de Regering de exploitant een afwijking toestaan van een of meer van de overeenkomstig paragraaf 2 opgelegde voorwaarden, teneinde rekening te houden met uitzonderlijke of specifieke situaties.

De Regering kan het aantal voorwaarden die voor een afwijkingsmaatregel in aanmerking komen, beperken. Zij bepaalt onder welke voorwaarden een vrijstelling kan worden verleend.

#### *Afdeling 3. — Certificeringsprocedure*

Art. D.III.32. "De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de toekenning van de vergunning bedoeld in artikel D.III.27. Het kan speciale voorwaarden bevatten in het geval van een verandering van exploitant.

De certificeringsaanvraag kan een verzoek tot afwijking van de toekenningsvoorwaarden bedoeld in artikel D.III.31, § 3 bevatten.

Art. D.III.33. De exploitant van de logies meldt aan "Tourisme Wallonie" elke wijziging die van invloed zou kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de certificering, per gewone post, binnen de zestig dagen te rekenen van de wijziging.

#### *Afdeling 4. — Intrekking van de certificering*

Art. D.III.34. § 1. "Tourisme Wallonie" kan in de volgende gevallen de certificering van de exploitant intrekken:

1° het bepaalde bij of krachtens afdeling 2 van dit hoofdstuk, hoofdstuk 4 van deze Titel en Titel 5 van Boek 4 wordt niet nageleefd;

2° als de exploitant de toeristische uitbating van de logies stopzet;

- 3° de exploitant of de beheerder van een toeristische logies bedoeld in artikel D.III.27, § 1, wordt veroordeeld door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing uitgesproken in België wegens een overtreding omschreven in Boek II, Titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, Titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en Titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.
- 4° indien de exploitant of beheerder van de toeristische bezienswaardigheid bedoeld in artikel D.III.27, § 1, bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld voor een inbreuk op het bepaalde bij of krachtens afdeling 2 van dit hoofdstuk, van hoofdstuk 4 van deze Titel en van Titel 5 van Boek 4;

§ 2. De certificering kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de toeristische instelling de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

De certificering wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de toeristische logiesbezienswaardigheid.

Art. D.III.35. De Regering stelt de termijnen, de voorwaarden en de procedure vast voor het intrekken van de in artikel D.III.34 bedoelde certificering.

Art. D.III.36. De intrekking van de certificering betekent de van rechtswege intrekking van de indeling.

### HOOFDSTUK 3. — *Indeling van toeristische hotels*

#### *Afdeling 1. — Principe, inhoud en effecten van de indeling*

Art. D.III.37. De exploitant van een als toeristenhotel gecertificeerde toeristische logies kan een indeling aanvragen.

De indeling wordt toegekend door "Tourisme Wallonie" als na een documenteninspectie of een bezoek ter plaatse blijkt dat aan de indelingsvoorwaarden van artikel D.III.39 is voldaan.

Art. D.III.38. Tourisme Wallonie levert aan de exploitant een schild af dat overeenstemt met het toegekende indelingsniveau, dat eigendom blijft van het Gewest.

De Regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor de afgifte, het aanbrengen, de reproductie en de teruggave ervan.

Het aanbrengen van het schild is verplicht.

#### *Afdeling 2. — Indelingscriteria*

Art. D.III.39. De toekenning van de indeling is afhankelijk van de naleving van de door de Regering bepaalde criteria. Die criteria kunnen betrekking hebben op de inrichting, de uitrusting en de concipiëring van het toeristisch hotel, diens naaste omgeving en toegangswegen, evenals op de netheid en het onderhoud van de inrichting en op de dienstverlening, de ontvangst, de voorgestelde activiteiten en vrijetijdsactiviteiten.

Art. D.III.40. "Tourisme Wallonie" kan een afwijking toestaan van één of meerdere indelingscriteria indien het van mening is dat het toeristisch hotel, rekening houdend met diens bijzondere kenmerken, in de onmogelijkheid verkeert om aan die criteria te voldoen.

De Regering kan het aantal criteria die voor een afwijkingsmaatregel in aanmerking komen, beperken. Zij bepaalt onder welke voorwaarden een vrijstelling kan worden verleend.

#### *Afdeling 3. — Indelingsprocedure*

Art. D.III.41. De Regering stelt de termijnen, voorwaarden en procedure vast voor het toekennen van de in artikel D.III.37 bedoelde indeling.

Art. D.III.42. De exploitant meldt aan "Tourisme Wallonie" elke wijziging die van invloed zou kunnen zijn op de indeling, per gewone post binnen zestig dagen te rekenen van de wijziging.

#### *Afdeling 4. — Herziening van de indeling*

Art. D.III.43. Tourisme Wallonie herziet, volgens de procedure bepaald door de Regering, de indeling van een toeristisch hotel indien het voldoet aan de voorwaarden die overeenstemmen met een hoger of lager indelingsniveau.

Art. D.III.44. Een verzoek tot herziening van de indeling, al dan niet vergezeld van een verzoek tot afwijking van een indelingscriterium, wordt door de exploitant per gewone post aangevraagd bij Tourisme Wallonie door middel van het daartoe bestemde formulier.

Daarbij worden alle inlichtingen gevoegd die de herziening van de categorie-indeling en, in voorkomend geval, het toestaan van de afwijking mogelijk zouden maken.

#### *Afdeling 5. — Intrekking van de indeling*

Art. D.III.45. Tourisme Wallonie kan de indeling intrekken in de volgende situaties:

- 1° de bepalingen bij of krachtens afdeling 1, 2 en 3 van dit hoofdstuk, van hoofdstuk 4 van deze Titel en van Titel 4 van Boek 4 worden niet nageleefd;
- 2° de exploitant of de beheerder van het toeristisch hotel is veroordeeld bij beslissing van de rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden en in België is uitgesproken wegens een overtreding omschreven in Boek II, titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, Titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en Titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of die in het buitenland is uitgesproken wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft;
- 3° indien de exploitant of beheerder van het toeristisch hotel bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraak is veroordeeld voor een inbreuk op de bepalingen bedoeld bij of krachtens hoofdstuk 4 van deze Titel en Titel 4 van Boek 4.

Art. D.III.46. De Regering bepaalt de termijnen, de modaliteiten en de procedures betreffende de intrekking van de indeling bedoeld in artikel D.III.45.

HOOFDSTUK 4. — *Toerisme voor allen**Afdeling 1. — Voorwaarden voor certificering en handhaving*Onderafdeling 1. — *Toerismeverenigingen voor allen*

Art. D.III.47. § 1. *Tourisme Wallonie* certificeert, na een bezoek ter plaatse of een controle aan de hand van documenten, als toerismevereniging voor allen, elke vereniging zonder winstoogmerk die aan de volgende voorwaarden voldoet :

- 1° het legt een toerisme voor allen-beleid en de uitvoeringsmodaliteiten ervan vast in een vierjarig actieplan bedoeld in artikel D.III.50;
- 2° het sluit toeristische centra voor allen aan en voert het beleid bedoeld in 1° uit;
- 3° het heeft in het Franse taalgebied minstens drie aangesloten toeristische centra voor allen of minstens duizend leden;
- 4° het leeft het handvest bedoeld in artikel D.III.49 na en ondertekent het;
- 5° het verstrekt aan "*Tourisme Wallonie*" economische en statistische informatie en gegevens, die slechts geaggregeerde gegevens mogen zijn, met betrekking tot het gebruik van de logies, opgesplitst volgens de criteria en de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

§ 2. De certificering is alleen geldig voor de toerismevereniging voor allen waarvoor het is afgegeven, behalve in gevallen die door de Regering zijn bepaald.

Onderafdeling 2. — *Toeristische centra voor allen*

Art. D.III.48. § 1. Elke toeristische logies dat aan de volgende voorwaarden voldoet, is gecertificeerd als toeristisch centrum voor allen:

- 1° opgericht zijn als een vereniging zonder winstoogmerk;
- 2° geregistreerd zijn als toeristische accommodatie in toepassing van artikel D.III.27, § 1<sup>er</sup>.  
In het geval van het verwerven of bouwen van een onroerend goed bestemd voor toeristische logies, wordt de registratie van dit toeristische logies van rechtswege opgeschort. De schorsing eindigt wanneer is voldaan aan de voorwaarde, vermeld in artikel D.III.23, § 1, eerste lid, 1°, uiterlijk op de datum van betaling van de laatste aangevraagde subsidietranche;
- 3° het legt een toerisme voor allen-beleid en de uitvoeringsmodaliteiten ervan vast in een vierjarig actieplan bedoeld in artikel D.III.50;
- 4° het beleid bedoeld in 3° uitvoeren;
- 5° het leeft het handvest bedoeld in artikel D.III.49 na en ondertekent het;
- 6° het hele jaar door een specifiek prijsbeleid toepassen, toegankelijk voor de doelgroepen bedoeld in het handvest "*Toerisme voor Allen*";
- 7° voldoen aan de "*Toerisme voor Allen*"-certificeringscriteria zoals bepaald door de Regering.

Wanneer de toeristische logies bedoeld in lid 1 aangesloten is bij een toerismevereniging voor allen op basis van artikel D.III.47, 3°, worden de voorwaarden, vermeld in het eerste lid, 3° en 4°, van dit artikel geacht te zijn vervuld wanneer zij zich ertoe verbindt het vierjarig actieplan van de betrokken toerismevereniging voor allen na te leven en binnen de vereniging het in dit plan bepaalde beleid inzake *Toerisme voor allen* uit te voeren.

§ 2. De aanvraag voor certificering wordt voor advies voorgelegd aan het technisch comité van toerisme voor allen, in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde procedures.

Het technisch comité van toerisme voor allen brengt een met redenen omkleed advies uit en deelt dit mee aan "*Tourisme Wallonie*" en, per post, aan het aanvragende centrum, binnen een door de Regering vastgestelde termijn. Als het advies niet binnen de gestelde termijn wordt meegedeeld, wordt het geacht gunstig te zijn.

De certificering wordt toegekend door "*Tourisme Wallonie*" als na een documenteninspectie of een bezoek ter plaatse blijkt dat aan de certificeringsvoorwaarden van artikel D.III.16 is voldaan.

Als "*Tourisme Wallonie*" niet instemt met het advies van het technisch comité voor sociaal toerisme, geeft hij de motieven daarvan op.

Als er geen beslissing is genomen aan het einde van een door de Regering vastgestelde periode die begint op de datum waarop de aanvraag voor certificering werd ingediend, wordt de certificering geacht te zijn toegekend.

§ 3. De certificering is alleen geldig voor de toerismevereniging voor allen waarvoor het is afgegeven, behalve in gevallen die door de Regering zijn bepaald.

Onderafdeling 3. — *Handvest "Toerisme voor allen"*

Art. D.III.49. § 1. Op voorstel van "*Tourisme Wallonie*" neemt de Regering een handvest "*Toerisme voor allen*" aan.

§ 2. Het in paragraaf 1 bedoelde handvest bevat de verbintenissen die de in de artikelen D.III.47 en D.III.48 bedoelde verenigingen en centra zijn aangegaan met het oog op de ontwikkeling van toerisme voor allen.

De in lid 1 bedoelde verbintenissen zijn de volgende:

- 1° de sociale diversiteit bevorderen en alle vormen van discriminatie verbieden;
- 2° lokale spelers promoten en een duurzame, lokale en solidaire economie verdedigen;
- 3° de ontdekking van de streek, de lokale omgeving en de culturele en recreatieve activiteiten in de omgeving van het (de) betrokken centrum(s) bevorderen;
- 4° informatie over de mate van toegankelijkheid van de infrastructuur voor personen met een handicap.

De verbintenissen bedoeld in het tweede lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

§ 3. Het in lid 1 bedoelde handvest bevat ook de verplichtingen die rusten op de in de artikelen D.III.47 en D.III.48 bedoelde verenigingen en centra, namelijk :

- 1° onthaal met speciale aandacht voor doelgroepen;
- 2° samenwerking met de sociale sector;
- 3° de toepassing van een specifiek prijsbeleid;
- 4° deelname aan sensibiliseringsvergaderingen, opleidingen en evaluaties georganiseerd door "*Tourisme Wallonie*" op het vlak van toerisme voor allen;
- 5° het publiek via om het even welk communicatiemiddel informeren over zijn steun aan het toerisme voor allen-beleid.



## Onderafdeling 4. — Vierjarig actieplan

Art. D.III.50. § 1. Elke vereniging en, onverminderd de toepassing van artikel D.III.48, § 1, lid 2, elk in de artikelen D.III.47 en D.III.48 bedoeld centrum stelt om de vier jaar een plan op waarin het toerisme voor allen het door haar gevoerde beleid, alsmede de procedures voor de uitvoering ervan, worden omschreven.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de aanneming en de vernieuwing van het vierjarig actieplan.

§ 2. Het vierjarig actieplan beschrijft minimaal de acties die door de vereniging of het centrum worden ondernomen om de in artikel D.III.49, § 2, lid 2, bedoelde verplichtingen na te komen.

Het kan ook andere acties vermelden die door de vereniging of het centrum worden uitgevoerd als onderdeel van het toerisme voor allen-beleid, waaronder acties om de ecologische voetafdruk van het centrum of de centra in kwestie te beperken.

§ 3. Als Tourisme Wallonie het nieuwe vierjarige actieplan niet heeft gevalideerd, zal het huidige vierjarige actieplan zijn effecten blijven sorteren tot deze validatie.

## Afdeling 2. — Certificeringsprocedure

Art. D.III.51. De Regering bepaalt de documenten, de modaliteiten en de procedures betreffende de toekenning van de certificering bedoeld in de artikelen D.III.47 en D.III.48.

Art. D.III.52. De vereniging of het toerismecentrum voor allen meldt aan "Tourisme Wallonie elke wijziging die van invloed zouden kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de certificering, per gewone post, binnen de dertig dagen te rekenen van de wijziging.

## Afdeling 3. — Intrekking van de certificering

Art. D.III.53. § 1. "Tourisme Wallonie" kan in de volgende gevallen de certificering van de vereniging of het centrum intrekken:

- 1° wanneer de bepalingen die bij of krachtens dit hoofdstuk zijn vastgesteld, niet worden nagekomen;
- 2° als de uitbating ophoudt actief te zijn als toerisme voor allen;
- 3° de exploitant of beheerder van de vereniging of het centrum is veroordeeld door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing uitgesproken in België wegens een overtreding omschreven in Boek II, Titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, Titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en Titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.
- 4° de exploitant of beheerder van de vereniging of het centrum is veroordeeld bij beslissing van de rechtbank die in kracht van gewijsde is getreden wegens een overtreding van de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 2. De certificering kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de vereniging of het centrum de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

§ 3. De certificering wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de vereniging of het centrum. Bij wijze van uitzondering, in het geval van een vrijwillige vereffening waarvan het doel of gevolg is om rechten en verplichtingen over te dragen aan een nieuwe entiteit, wordt de van rechtswege intrekking van kracht vanaf het einde van de vereffening.

HOOFDSTUK 5. — *Kampplaatsen*Afdeling 1. — *Etiquette*

Art. D.III.54. De exploitant of de beheerder van een kampplaats kan bij Tourisme Wallonie of een erkende instelling een aanvraag indienen om het label aan zijn gebouw of grond toe te kennen. De te labelen kampplaatsen moeten vooraf worden geregistreerd.

Art. D.III.55. Het gebouwlabel wordt toegekend voor maximaal tien jaar.. Het grondlabel wordt voor maximum 5 jaar verleend.

Art. D.III.56. Het label is niet overdraagbaar".

Afdeling 2. — *Voorwaarden voor de toekenning van het label, de handhaving ervan en het schild*

Art. D.III.57. De toekenning van het label voor een kampplaats van het type "gebouw" is afhankelijk van de naleving van de door de Regering bepaalde voorwaarden.

De toekenning van het label voor een kampplaats van het type "grond" is afhankelijk van de naleving van de door de Regering bepaalde voorwaarden.

Art. D.III.58. Het label voor een kampplaats van het type "gebouw" is onverenigbaar met de certificering bedoeld in artikel D.III.27.

Art. D.III.59. Tourisme Wallonie geeft de labelhouder, via de erkende instelling, een schild dat eigendom blijft van het Gewest. De Regering stelt het model van het schild vast en bepaalt de regels voor aanbrenge en teruggave ervan.

Art. D.III.60. Niemand kan van het schild of elke andere tekening of elk ander teken dat naar een label verwijst, gebruik maken indien hij niet beschikt over de daarop betrekking hebbende label.

Art. D.III.61. Indien ze van mening is dat het verzoek alle bestanddelen bevat om met perfecte kennis van zaken over het verzoek te beslissen, maakt de erkende instelling per gewone post binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek een bericht van ontvangst over waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Indien dat niet het geval is, richt het binnen dezelfde termijn per gewone brief aan de verzoeker waarbij laatstgenoemde verzocht wordt om de ontbrekende inlichtingen mede te delen en geeft het aan dat de procedure te rekenen van de ontvangst ervan opnieuw begint te lopen. Binnen vijftien dagen na ontvangst ervan richt de erkende instelling per gewone post een bericht van ontvangst aan de verzoeker waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

Art. D.III.62. De erkende instelling geeft kennis van haar beslissing binnen een termijn van vier maanden te rekenen van het versturen van het bericht van ontvangst waarbij gemeld wordt dat het dossier volledig is.

De beslissing van de erkende instelling wordt per aangetekende zending aan de verzoeker betekend. Het uitblijven van de kennisgeving aan de aanvrager binnen de termijn bepaald in het eerste lid staat met een beslissing tot weigering gelijk.

*Afdeling 3. — Procedure.*

Art. D.III.63. De Regering stelt de termijnen en voorwaarden vast, met inbegrip van de betaling van een vaste vergoeding waarvan zij de hoogte bepaalt, en de procedure voor het aanvragen van het in artikel D.III.54 bedoelde label.

In geval van vernieuwing of verandering van exploitant of van beheerder die geen invloed hebben op de labelingsvoorwaarden die zij vastlegt, kan zij voorzien in een vereenvoudigde procedure.

Art. D.III.64. Het label vermeldt :

- 1° de identiteit van de exploitant of van de beheerder;
- 2° de identificatie en de ligging van de kampplaats;
- 3° de maximale capaciteit van de kampplaats;
- 4° de duur waarvoor het wordt verleend.

Het label wordt aangeplakt op door de Regering bepaalde wijze..

*Afdeling 4. — Intrekking van het label*

Art. D.III.65. § 1. Tourisme Wallonie of de erkende instelling bedoeld in artikel D.III.66 kan het label van de houder intrekken in de volgende situaties:

- 1° als de bepalingen bepaald bij of krachtens dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan niet in acht genomen worden;
- 2° als de exploitant de toeristische uitbating van de kampplaats stopzet;
- 3° als de labelhouder veroordeeld is door een in kracht van gewijsde getreden gerechtelijke beslissing uitgesproken in België wegens een overtreding omschreven in Boek II, Titel VII, hoofdstukken V, VI en VII, Titel VIII, hoofdstukken I, IV en VI en Titel IX, hoofdstukken I en II, van het Strafwetboek of in het buitenland wegens een feit dat één van die overtredingen uitmaakt, behalve indien de tenuitvoerlegging van de straf opgeschort is en de veroordeelde het voordeel van de opschorting niet verloren heeft.

§ 2. Het label kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de houder de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

*Afdeling 5. — Erkende instelling :*

Art. D.III.66. Onverminderd artikel 140/13 moet de erkende instelling de label-aanvragen behandelen, het label toekennen of weigeren, zorgen voor een regelmatige controle op de conformiteit van de kampplaatsen met de labelnormen, waarvan de frequentie door de Regering wordt vastgesteld. Zij herzielt het label of trekt het in op eigen initiatief of op verzoek van de betrokken partij. De labelnormen kunnen verschillen voor een gebouw of een grond.

Art. D.III.67. De erkende instelling wordt na een oproep tot de kandidaten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* aangewezen door de Regering voor een periode van vijf jaar die éénmaal verlengd kan worden.

Als uitzondering op lid 1 kan de aanwijzing meerdere malen verlengd worden als een enkele VZW die een geldige aanvraag heeft ingediend voldoet aan de voorwaarden van artikel D.III.69.

Art. D.III.68. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de ontvankelijkheid van de kandidaten en de aanwijzingsprocedure. De oproep tot kandidaatstelling wordt opgesteld door de regering, die er de ontvankelijkheidsvoorwaarden en de selectiecriteria van artikel D.III.69 in vermeldt, evenals de procedure voor de aanwijzing van de erkende instelling..

Art. D.III.69. De Regering wijst de erkende instelling aan onder de ontvankelijke kandidaturen en op basis van de volgende criteria :

- 1° de representativiteit van de leden van de vzw ten opzichte van het aantal leden van jeugdorganisaties erkend door de Franse Gemeenschap en die kampen in het Franse taalgebied organiseren;
- 2° de kwaliteit van het voorgestelde organisatieprogramma waarin de wijze wordt omschreven waarop de opdrachten inzake de behandeling van de label-aanvragen optimaal zullen worden uitgeoefend;
- 3° de kwalificatie van de door de vzw aangeworven personen;
- 4° elk ander criterium dat als gepast wordt beschouwd en geformuleerd door de Regering bij de oproep tot de kandidaten.

Art. D.III.70. De erkende instelling :

- 1° maakt het geheel van de gegevens betreffende de label-aanvragen toegankelijk voor "Tourisme Wallonie" en op de van een label voorziene kampplaatsen;
- 2° maakt aan "Tourisme Wallonie" haar jaarlijkse rekeningen alsmede een jaarlijks opdrachtverslag over;
- 3° verstrekt zo spoedig mogelijke elke informatie aangevraagd door "Tourisme Wallonie" betreffende haar opdracht;
- 4° maakt het geheel van het gelabelliseerde aanbod, zijn eigenschappen en zijn omschrijving op een website bekend.

De regering bepaalt de inhoud van het jaarlijkse opdrachtverslag en de procedures voor het verzenden van het verslag en de jaarrekening.

Art. D.III.71. Indien de erkende instelling niet langer voldoet aan de voorwaarden, bedoeld in de artikelen D.III.69 en D.III.70, kan de Regering de erkenning intrekken volgens de door haar vastgestelde procedures.

De erkenning kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de erkende instelling de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

De erkenning wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de erkende instelling.

Gedurende de voor de aanwijzing van een nieuwe erkende instelling nodige termijn, worden de opdrachten van laatstgenoemde uitgeoefend door "Tourisme Wallonie".

HOOFDSTUK 6. — *Brandbescherming**Afdeling 1. — Brandveiligheidsattest*Onderafdeling 1. — *Beginselen*

Art. D.III.72. Het brandveiligheidsattest wordt bekomen, volgens de modaliteiten en de procedure bepaald door de Regering, voor elk gebouw of gebouwgedeelte.”.

Art. D.III.73. Het brandveiligheidsattest wordt afgeleverd door de burgemeester indien de toeristische logies voldoet aan de specifieke veiligheidsnormen voor het betrokken gebouw of gebouwgedeelte.

Die normen worden door de Regering bepaald waarbij rekening gehouden wordt met de maximumcapaciteit inzake logies, en de anciënniteit van het gebouw.

Het brandveiligheidsattest of het attest van vereenvoudigde controle vermeldt de maximale capaciteit zoals bepaald door de betreffende brandweer.

Indien de maximumcapaciteit niet rechtstreeks in aantal personen wordt uitgedrukt, maar in aantal verblijfseenheden, kan de Regering, in voorkomend geval, met name een forfaitaire bezettingscoëfficiënt toepassen die varieert naar gelang van het type verblijfseenheid of logies.

Het brandveiligheidsattest kan gecombineerd worden met de verplichting om binnen een hernieuwbare termijn werken uit te voeren om het toeristische logies in overeenstemming te brengen met de specifieke veiligheidsnormen.

De oorspronkelijke termijn en de hernieuwingen ervan mogen in totaal de dertig maanden niet overschrijden. De burgemeester beslist over de hernieuwingsaanvraag na advies van de territoriaal bevoegde brandweerdienst.

Het niet-naleven van de opgelegde vervaldagen resulteert van rechtswege in het vervallen van het brandveiligheidsattest. De burgemeester belast de territoriaal bevoegde brandweerdienst ermee de naleving van die termijnen te controleren. Indien vastgesteld wordt dat die termijnen niet worden nageleefd, stelt de burgemeester een vaststelling van verval op waarvan hij kennis geeft aan “Tourisme Wallonie” en, per aangetekende zending, aan de brandveiligheidsattesthouder.

Art. D.III.74. § 1. Het brandveiligheidsattest heeft een geldigheidsduur van vijf jaar. Deze termijn begint op de datum van ondertekening van het brandveiligheidsattest door de bevoegde overheid.

§ 2. § 2. In afwijking van paragraaf 1 vervalt het bestaande brandveiligheidsattest en een nieuw brandveiligheidsattest dient bekomen te worden indien het gebouw, het gebouwgedeelte of de uitrusting ervan zodanig verbouwd worden dat de brandveiligheid ervan op het spel gezet zou kunnen worden en in ieder geval bij:

- 1° de oprichting van nieuwe lokalen bestemd voor de gasten zoals kamer, vergaderzaal, keuken, salon die kunnen leiden tot een verhoging van de maximale capaciteit;
- 2° wijziging van een evacuatieweg of van het traject dat ze gebruiken;
- 3° uitvoering van omvangrijke werkzaamheden voor de installatie van een personen- of een goederenlift;
- 4° de installatie, de wijziging of de uitbreiding van een gas- of elektriciteitsnet;
- 5° elke verbouwing waarvoor een stedenbouwkundige vergunning nodig is.

De geldigheidsduur van het vorige brandveiligheidsattest wordt evenwel verlengd tot aan het einde van de behandeling van de aanvraag voor een nieuw brandveiligheidsattest voor zover die aanvraag uiterlijk binnen dertig dagen na beëindiging van de werkzaamheden wordt ingediend. Indien de werken onderbroken worden, dient de aanvraag, om voor verlenging in aanmerking te komen, ingediend te worden binnen dertig dagen te rekenen van die onderbreking.

Onderafdeling 2. — *Afwijkingen*

Art. D.III.75. Een afwijking van de specifieke veiligheidsnormen kan worden toegestaan door de Regering, op advies van de commissie brandveiligheid, aan elke toeristische logies voorzover het brandveiligheidsniveau voldoende blijft schenken. Daartoe kan de Regering compenserende maatregelen opleggen.

De beslissing beoogt de bepalingen waarvan afgeweken mag worden.

De Regering bepaalt de duur van de afwijking, de modaliteiten en de procedure betreffende de afwijkingstoekening.

Art. D.III.76. Het beroep bedoeld in artikel D.III.79 kan een dergelijke afwijkingsaanvraag inhouden op voorwaarde dat ze uitdrukkelijk wordt vermeld. In dat geval worden de afwijkings- en beroepsprocedure samengevoegd.

*Afdeling 2. — Vereenvoudigd controle-attest*

Art. D.III.77. In afwijking van artikel D.III.73, wordt een attest van vereenvoudigde controle verleend door de burgemeester tegen de cumulatieve voorwaarden vastgelegd door de Regering, en die betrekking hebben op minimale eisen die nageleefd moeten worden t.o.v. uitrustingen en installaties om brand te voorkomen en de veiligheid van personen te garanderen.

De burgemeester kan, mits beslissing van het college, zijn bevoegdheid voor de toekening van een vereenvoudigd controle-attest overdragen aan een instelling aangewezen door de Regering.

Het vereenvoudigd controleattest heeft een geldigheidsduur van vijf jaar. Deze termijn begint op de datum van ondertekening van het vereenvoudigd controle-attest door de bevoegde overheid..

*Afdeling 3. — Dwangmaatregelen*

Art. D.III.78. Wanneer het toeristische logies niet over een brandveiligheidsattest of een vereenvoudigde controle beschikt om de veiligheid van zijn bewoners te garanderen, kan de burgemeester:

- 1° bevel geven tot de volledige of gedeeltelijke opheffing van de exploitatie van het toeristische logies;
- 2° de toeristische logies verzegelen en, desnoods, overgaan tot de onmiddellijke tijdelijke sluiting;
- 3° elke nuttige maatregel treffen om de brandveiligheid van de toeristische logies te garanderen.

*Afdeling 4. — Beroep*

Art. D.III.79. De aanvrager kan een met redenen omkleed beroep instellen bij de commissie brandveiligheid bedoeld in artikel 5 :

- 1° tegen de weigering om het brandveiligheidsattest af te leveren of tegen de verplichtingen opgelegd krachtens artikel D.III.73;
- 2° indien hij de beslissing van de burgemeester niet gekregen heeft binnen vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van zijn beroep door de burgemeester.

Een beroep heeft geen opschortende werking, behalve wanneer het beroep betrekking heeft op een weigering om een brandveiligheidsattest te verlengen en op voorwaarde dat de weigering niet gebaseerd was op een ernstige inbreuk op de veiligheid. De Regering kan het beroep schorsende werking verlenen in de andere gevallen die zij bepaalt.

Het wordt gericht aan de commissie brandveiligheid per gecertificeerde zending en daarbij wordt een afschrift van de aanvraag gevoegd, van het brandweerverslag en van de omstreden beslissing, indien bestaand.

Het beroep wordt binnen dertig dagen na ontvangst van de omstreden beslissing ingediend of, in de veronderstelling bedoeld in lid 1, 2°, na de datum vanaf wanneer de aanvrager zijn beroep kan indienen.

Art. D.III.80. Binnen tien dagen na ontvangst van het beroep richt de commissie brandveiligheid een bericht van ontvangst aan de aanvrager.

Binnen dezelfde termijn zendt hij een afschrift van het beroepschrift en de bijlagen ervan aan de betrokken burgemeester.

Art. D.III.81. De aanvrager kan, ofwel in diens beroep, ofwel per gewone zending gericht aan de voorzitter van die commissie binnen vijftien dagen te rekenen van ontvangst door de aanvrager van het bericht van ontvangst van diens beroep, verzoeken om gehoord te worden door de commissie brandveiligheid.

De hoorzitting kan ofwel voor de commissie ofwel voor één of meerdere gemachtigden plaatsvinden, eventueel tijdens het bezoek ter plaatse dat door hen wordt verricht. Er wordt een proces-verbaal opgesteld. Er wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De aanvrager wordt minstens acht dagen vóór de vastgelegde datum verwittigd dat hij gehoord zal worden. Hij kan zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door de personen van zijn keuze.

Art. D.III.82. De commissie brandveiligheid spreekt zich uit over het beroep en stuurt haar beslissing naar de aanvrager binnen een termijn van zeven maanden, met ingang van de datum van de verzending van het bericht van ontvangst bedoeld in artikel D.III.80.

Indien het beroep betrekking heeft op de verplichtingen opgelegd door de burgemeester overeenkomstig de artikelen D.III.73 en D.III.77, is de bevoegdheid van de commissie brandveiligheid niet beperkt tot het onderzoek van deze verplichtingen, zodat zij ook het brandveiligheidsattest kan weigeren.

De beslissing van de commissie brandveiligheid wordt per aangetekende zending aan de verzoeker betekend. De betrokken burgemeester en de bevoegde brandweerdienst worden ook op de hoogte gebracht van de beslissing.

Art. D.III.83. Indien de aanvrager binnen tien dagen na het verstrijken van de in artikel D.III.82, lid 1, bedoelde termijn geen beslissing van de commissie brandveiligheid heeft ontvangen, kan hij de commissie brandveiligheid per gewone post een herinnering sturen. De inhoud ervan vermeldt de term 'Herinnering' en verzoekt duidelijk om uitspraak over het beroep waarvan een afschrift bij de brief gaat.

Indien de kennisgeving van de beslissing van de commissie brandveiligheid binnen dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de gewone zending dat de herinnering inhoudt, uitblijft, wordt het stilzwijgen van de commissie als een gunstige beslissing beschouwd.

*Afdeling 5. — Commissie brandveiligheid*

Art. D.III.84. Er wordt een commissie brandveiligheid opgericht die uitspraak doet over de beroepen als bedoeld in artikel D.III.79 en advies uitbrengt aan de Regering over verzoeken om vrijstelling als bedoeld in artikel D.III.75.

De commissie heeft eveneens een algemene adviserende bevoegdheid terzake van brandveiligheid in de toeristische sector.

Art. D.III.85. § 1. De commissie brandveiligheid bestaat uit:

- 1° een voorzitter die deskundig is in brandveiligheidsdiensten;
- 2° vier gewone leden en vier plaatsvervangende leden, deskundigen van de brandweerdiensten;
- 3° een lid dat Tourisme Wallonie vertegenwoordigt en dat kennis heeft van de sector van de toeristische logiezen.

Bij verhindering van de voorzitter wordt deze vervangen door het oudste gewone lid.

De commissie kan een beroep doen op externe deskundigen met specifieke kennis van bepaalde sectoren van de toeristische logies.

Het secretariaat van de commissie wordt door "Tourisme Wallonie" waargenomen.

§ 2. § 2. De Regering benoemt de voorzitter en de leden van de commissie brandveiligheid, volgens de procedure die zij bepaalt.

Art. D.III.86. De ambten van voorzitter, commissieleden en hun plaatsvervangers hebben een duur van vijf jaar ingaand te rekenen van de datum van hun benoemingsbesluit. Elk mandaat is hernieuwbaar.

Art. D.III.87. De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen weegt de stem van de voorzitter door. De commissie beraadslaagt slechts indien de voorzitter of zijn plaatsvervanger en twee leden bedoeld in artikel D.III.85, § 1, 2°, aanwezig zijn.

De brandveiligheidsdeskundigen zijn stemgerechtigd.

Het lid dat Tourisme Wallonie vertegenwoordigt, heeft een raadgevende stem.

Art. D.III.88. De werkwijze van de commissie brandveiligheid wordt door de Regering bepaald.

De Regering bepaalt de zitpenningen die kunnen worden toegekend aan de leden van de commissie brandveiligheid, met uitzondering van het lid dat Tourisme Wallonie vertegenwoordigt en de secretaris, evenals het niveau van de eventuele vergoedingen die aan deze leden worden toegekend.

**TITEL 4: — Toeristische wandelroutes en vaste reisproducten****HOOFDSTUK 1. — Beginsel, inhoud en gevolgen van de vergunning**

Art. D.III.89. Voor alle vaste wandelroutes en vaste reisproducten is uitdrukkelijke voorafgaande toestemming vereist.

De machtiging die wordt afgegeven voor een vast reisproduct heeft betrekking op de route en de infrastructuur die langs de route is ontwikkeld en voorgesteld op het moment dat de vergunningsaanvraag wordt ingediend.

Lid 1<sup>er</sup> is niet van toepassing op vaste wandelroutes en vaste reisproducten die zijn opgezet als onderdeel van het autonoom net voor traag verkeer (Ravel).

De vergunning wordt voor tien jaar verleend.

De vergunning wordt met dezelfde periode verlengd als wordt aangetoond dat nog steeds aan de oorspronkelijke vergunningsvoorwaarden wordt voldaan.

Art. D.III.90. Tourisme Wallonie, VISITWallonia van het Waalse Gewest en de toeristische instellingen kunnen binnen de perken van hun ambtsgebied de wandelroute en de desbetreffende dragers gebruiken zonder de uitdrukkelijke en schriftelijke toestemming van de vergunninghouder en zonder financiële compensatie.

De vergunninghouder draagt automatisch zijn of haar intellectuele rechten over aan VISITWallonia en de toeristische instellingen die het kunnen promoten.

Art. D.III.91. De vergunning houdt geen onteigening in, maar verbiedt elke handeling die de vaste wandelroute of de werking ervan kan schaden.

Art. D.III.92. § 1. De overheid definieert de modellen en technische kenmerken van genormeerde tekens en markeringstekens. De overheid kan soorten markeringstekens definiëren.

De houder van de vergunning is gemachtigd om de markeringstekens te bevestigen aan elke drager in de omgeving, zoals muren, gevels, palen grenzend aan de openbare weg, evenals aan elke drager geïnstalleerd in het openbaar domein en behorend tot de overheid en elke drager behorend tot een wegconcessiehouder of wegvergunninghouder, onder de volgende voorwaarden:

- 1° de plaatsing van de markeringstekens mag niet in strijd met andere wettelijke of reglementaire bepalingen;
- 2° de plaatsing van de markeringstekens mag de functie van de gebruikte ondersteuning niet belemmeren en het recht van de terreinbeheerder niet verhinderen om op elk moment op te leggen wat de behoeften en belangen van de gemeenschap vereisen.

§ 2. De Regering kan specifieke gebruiksvoorwaarden voor gedematerialiseerde markeringstekens toestaan en bepalen.

Het gedematerialiseerde markeringsteken voldoet op zijn minst aan de volgende fysieke voorwaarden:

- 1° een startteken dat ten minste de door de Regering bepaalde gegevens vermeldt;
- 2° het genormeerde teken, dat voldoet aan de door de Regering vastgelegde normen, is overal identiek;
- 3° de vaste wandelroute of het vaste reisproduct moet fysieke markeringstekens op strategische punten bevatten, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

§ 3. De regering kan de voorwaarden specificeren waaraan moet worden voldaan om een vaste wandelroute te markeren.

**HOOFDSTUK 2. — Voorwaarden voor de vergunning en handhaving****Afdeling 1. — Vaste wandelroute****Onderafdeling 1. — Voorwaarden voor de vergunning**

Art. D.III.93. § 1. Om vergund te worden dient een vaste wandelroute aan de volgende voorwaarden te voldoen:

- 1° het kan bijdragen tot de ontwikkeling van het toerisme in het gebied;
- 2° een met redenen omkleed advies inwinnen bij de door de Regering aangeduide dienst wanneer het geplande traject geheel of gedeeltelijk gelegen is in bossen en wouden die onderworpen zijn aan de bosbouwregeling;
- 3° beschikken over de doorgangsvergunningen waardoor de betrokken eigenaars de doorgang van de gebruikers op hun grond toelaten, behalve als er een openbare erfdienstbaarheid van overgang op weegt;
- 4° ze beschikt over de nodige vergunningen om, in voorkomend geval, markeringstekens te plaatsen;
- 5° ze krijgt advies over toeristische mogelijkheden van de "maisons du tourisme". De Regering kan speciale vergunningsvoorwaarden vaststellen.

§ 2. De regering stelt de procedures en bewijsmiddelen vast om het bestaan van een vergunning voor een recht van overpad door de betrokken eigenaars aan te tonen, alsook de geldigheidsduur ervan.

§ 3. Indien de vaste wandelroute deel uitmaakt van een internationaal netwerk van langeafstandsroutes, een "sentier de Grande Randonnée" (langeafstandswandelroute) of een integraal onderdeel is van routes die verschillende landen bestrijken, hoeft niet te worden voldaan aan de voorwaarde, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 5°.

**Onderafdeling 2. — Vergunningsaanvraag**

Art. D.III.94. Elke aanvraag voor vergunning voor een vaste wandelroute of een vast reisproduct moet per gewone post worden ingediend bij "Tourisme Wallonie".

De regering stelt de termijnen, procedures en inhoud vast voor de afgifte van de vergunning voor een vaste wandelroute alsook de inhoud ervan.

Art. D.III.95. Wanneer de geplande route geheel of gedeeltelijk in een bos ligt, stuurt "Tourisme Wallonie" de vergunningsaanvraag naar de door de Regering aangewezen dienst voor advies binnen de termijn en volgens de procedures die door de Regering zijn vastgelegd.

Art. D.III.96. "Tourisme Wallonie" geeft een uniek vergunningsnummer uit voor de vaste wandelroute of het vaste reisproduct.

**Onderafdeling 3. — Behoud van de vergunning**

Art. D.III.97. De vergunninghouder is verantwoordelijk voor het onderhouden en in goede staat houden van de route, inclusief het tracé en markering, en het reisproduct.

Art. D.III.98. De houder van de vergunning moet voldoen aan de modellen en technische kenmerken van de genormeerde tekens en markeringstekens die door de Regering krachtens artikel D.III.92 zijn vastgesteld.

*Afdeling 2. — Vaste reisproducten*

Art. D.III.99. Om te worden vergund, moet een vast reisproduct voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel D.III.93.

Art. D.III.100. De uitrusting van het vaste reisproduct bevat bewegwijzering om het gebied, de stopplaatsen en de landschappelijke inrichtingen te interpreteren.

De Regering kan voorschriften inzake uitrusting specificeren voor vaste reisproducten.

*HOOFDSTUK 3. — Intrekking van de vergunning*

Art. D.III.101. De vergunningshouder meldt aan "Tourisme Wallonie" elke wijziging die van invloed zou kunnen zijn op de voorwaarden voor de toekenning van de vergunning, bij gewone zending binnen zestig dagen te rekenen van de wijziging.

Art. D.III.102. De in artikel D.III.93 bedoelde vergunningen kunnen door "Tourisme Wallonie" van de houder worden ingetrokken indien de bij of krachtens deze Titel vastgestelde bepalingen niet worden nageleefd.

De door de Regering aangeduide dienst informeert "Tourisme Wallonie" over elk feit dat in het bos wordt waargenomen en dat kan worden beschouwd als een niet-naleving van de bij of krachtens deze Titel vastgestelde voorwaarden.

De vergunning kan ook worden ingetrokken als "Tourisme Wallonie" ervan op de hoogte wordt gebracht dat de houder van de vergunning de wettelijke of reglementaire bepalingen niet naleeft

De vergunning wordt van rechtswege ingetrokken op de datum van de beslissing of het vonnis met betrekking tot de ontbinding, nietigheid, opening van faillissement of opening van vereffening van de vergunning.

Art. D.III.103. Tourisme Wallonie brengt de houder op de hoogte van zijn beslissing per aangetekende brief, binnen de gestelde termijnen en volgens de door de Regering voorgeschreven procedure.

Art. D.III.104. Tourisme Wallonie stelt VISITWallonia, de toeristische instellingen en, in voorkomend geval, de door de Regering aangewezen dienst op de hoogte van beslissingen om de vergunning voor een vaste wandelroute in te trekken.

**TITEL 5: — Beroep**

Art. D.III.105. De aanvrager of de houder van een registratie, vergunning, certificering, indeling of label kan een gemotiveerd beroep bij de Regering indienen tegen de beslissing:

- 1° tot schorsing van de registratie;
- 2° tot weigering of tot intrekking van de vergunning;
- 3° tot weigering of intrekking van de certificering;
- 4° tot weigering om een afwijking van de voorwaarden voor het toekennen van de certificering overeenkomstig artikel D.III.31, § 3, of van de criteria inzake de categorie-indeling overeenkomstig artikel D.III.40 toe te kennen;
- 5° tot herziening van de indeling;
- 6° tot weigering om een categorie-indeling toe te kennen.
- 7° tot intrekking van de indeling;
- 8° tot weigering of intrekking van het label;
- 9° tot betwisting over de garanties bedoeld in artikel D.IV.135, met betrekking tot de subsidiëring.

Het beroep heeft geen schorsende kracht.

De Regering bepaalt de procedure die van toepassing is in het geval van een beroep tegen een beslissing bedoeld in het eerste lid.

Er wordt een Kamer van Beroep ingesteld, waarvan de Regering de werking en de samenstelling vaststelt.

**TITEL 6: — Overdracht van toeristische informatie**

Art. D.III.106. Op aanvraag van "Tourisme Wallonie" verstrekken de operatoren langs elektronische weg en binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag de informatie die nodig is voor publicaties ter promotie van het toeristische aanbod. De aard van die gegevens wordt door de regering bepaald.

Bij gebrek aan antwoord binnen de termijn vermeld in lid 1, zal Tourisme Wallonie de aanvraag hernieuwen per aangetekende brief.

De certificering, erkenning, vergunning of labeling kan worden ingetrokken als de operator gedurende twee opeenvolgende jaren niet reageert op het verzoek om informatie. Beslissingen worden genomen volgens de intrekkingprocedures, bedoeld in de artikelen D.III.11, D.III.19, D.III.34, D.III.53, D.III.65, D.III.71 en D.III.102.

Boek 4. Subsidies en oproepen voor projecten

**TITEL 1. — Overkoepelende bepalingen**

Art. D.IV.1. De Regering mag geen subsidie verlenen voor de financiering van investeringen en uitgaven die krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen kunnen worden gesubsidieerd, tenzij wordt aangetoond dat de investeringen en uitgaven zonder de aanvullende financiële tussenkomst van "Tourisme Wallonie" niet zouden kunnen worden uitgevoerd en de aantrekkelijkheid van het toerisme niet zouden verbeteren.

Voor de subsidies bedoeld in de artikelen D.IV.19, D.IV.26, D.IV.55, D.IV.74 en D.IV.102 mag de subsidie niet hoger zijn dan het bedrag van de ten tijde van de juridische verbintenis gevalideerde raming.

De Regering stelt de modaliteiten vast voor de indexerings van de maximumbedragen, de minimumbedragen en de bedragen van de in dit boek bedoelde subsidies.

Art. D.IV.2. Voor elke projectoproep die ze organiseert, bepaalt de Regering :

- 1° het totale maximumbedrag dat wordt toegekend in het kader van de oproep tot het indienen van projecten;
- 2° de prioritairere investering(en) en acties die zij zal dekken;
- 3° het percentage en het maximumbedrag van de toegekende subsidie na afloop van de projectoproep;
- 4° de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de projectoproep;
- 5° de subsidiabiliteitsvoorwaarden van de projectoproep;
- 6° de selectiecriteria van de projecten.

Art. D.IV.3. De Regering bepaalt de modaliteiten voor het aanvragen, organiseren, toekennen en betalen van projectoproepen.

Art. D.IV.4. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen voor toeristische doeleinden voor iedereen zoals bepaald in artikel D.I.1, 46°, aan gecertificeerde toeristische attracties en gecertificeerde toeristische logiezen.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden en modaliteiten toegekend.

De Regering kan de in lid 1 bedoelde subsidie ook toekennen na een overeenkomstig artikel D.IV.3 uitgeschreven projectoproep.

Art. D.IV.5. Voor begunstigden die geen btw hoeven te betalen of voor begunstigden die btw moeten betalen zonder recht op aftrek, is het bedrag van de btw inbegrepen in het bedrag van de subsidiabele uitgaven.

Voor begunstigden die gemengd of gedeeltelijk btw-plichtig zijn, wordt een deel van het btw-bedrag opgenomen in het bedrag van de subsidiabele uitgaven, afhankelijk van het percentage niet-aftrekbaarheid van de begunstigde.

Voor begunstigden die geen btw hoeven te betalen of voor begunstigden die btw moeten betalen zonder recht op aftrek, is het bedrag van de btw inbegrepen in het bedrag van de subsidiabele uitgaven.

Art. D.IV.6. De Regering kan ter plaatse of op basis van documenten alle controles uitvoeren die ze nuttig acht met betrekking tot de toekennings- en gebruiksvoorwaarden van de subsidie.

Weigering of belemmering van deze controles leidt tot een weerlegbaar vermoeden dat niet is voldaan aan de voorwaarden voor toekenning en gebruik van de subsidie.

Art. D.IV.7. § 1. Onverminderd de specifieke subsidieregels vermeld in hoofdstuk 3 van Titel 5 van dit Boek, wordt de subsidie betaald aan de persoon die de uitgaven met betrekking tot de aankopen, werken en diensten financiert, op voorwaarde dat hij op de dag van betaling nog steeds de eigenaar, de houder van een gesplitst zakelijk of een concessie, of de houder van de certificering of vergunning is.

§ 2. De voorwaarden voor toekenning en gebruik van de subsidie worden gehandhaafd gedurende een periode van vijf jaar voor uitgaven met betrekking tot roerende en onroerende goederen naar bestemming en uitgaven met betrekking tot een vaste wandelroute of een erkend vast reisproduct, ongeacht of het roerende of onroerende goederen betreft; en tien jaar voor alle overige uitgaven met betrekking tot onroerende goederen, te rekenen vanaf 1 januari van het jaar waarin de laatste subsidie is betaald.

Als de voorwaarden voor de toekenning en het gebruik van de subsidie voor uitgaven met betrekking tot roerende en onroerende goederen met een bestemming niet worden nageleefd gedurende de eerste drie jaar vanaf 1 januari van het jaar waarin de laatste subsidie is betaald, wordt de subsidie volledig terugbetaald. Als de voorwaarden waaronder de subsidie is toegekend en gebruikt niet worden gehandhaafd voor deze uitgaven met betrekking tot roerende en onroerende goederen door bestemming in de daaropvolgende jaren, zal de laatste subsidie worden terugbetaald naar rato van het aantal resterende jaren.

Als de voorwaarden voor de toekenning en het gebruik van de subsidie voor uitgaven met betrekking tot roerende en onroerende goederen met een bestemming niet worden nageleefd gedurende de eerste vijf jaar vanaf 1 januari van het jaar waarin de laatste subsidie is betaald, wordt de subsidie volledig terugbetaald. Als de voorwaarden voor toekenning en gebruik van de subsidie voor deze uitgaven in de daaropvolgende jaren niet worden gehandhaafd, wordt de subsidie terugbetaald naar rato van het aantal resterende jaren.

§ 3. De begunstigde van de subsidie, de eigenaar, de houder van een gesplitst zakelijk recht, de concessiehouder en de houder van de certificering of vergunning zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de terugbetaling van de in paragraaf 2 bedoelde of ten onrechte ontvangen subsidie, wanneer deze financiële steun voor hen direct of indirect voordeel oplevert.

Als de begunstigde van de subsidie niet de eigenaar, de houder van het gesplitst zakelijk recht, de concessiehouder of de houder van de certificering of vergunning is, wordt de lijst van hoofdelijke schuldenaars per aangetekende post naar "Tourisme Wallonie" gestuurd.

De begunstigde van de subsidie, de eigenaar, de houder van een gesplitst zakelijk recht, de concessiehouder en de houder van de certificering of vergunning zijn hoofdelijk aansprakelijk voor de terugbetaling van de in paragraaf 2 bedoelde of ten onrechte ontvangen subsidie, wanneer deze financiële steun voor hen direct of indirect voordeel oplevert.

§ 4. De subsidiërende instantie ziet toe op de naleving van de voorwaarden voor het toekennen en behouden van subsidies.

Art. D.IV.8. In crisissituaties die bij regeringsbesluit zijn erkend, kan zij uitzonderingen toestaan:

- 1° van de voorwaarden voor certificering en het behoud ervan zoals beschreven in dit Wetboek;
- 2° van de voorwaarden voor het behoud en de toekenning van de subsidie bedoeld in dit Wetboek;
- 3° van de voorwaarden voor het behoud van de vergunning bedoeld in dit Wetboek. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan de Regering tijdens de in lid 1 bedoelde crisissituaties specifieke steun verlenen aan gecertificeerde toeristische instellingen, exploitanten van gecertificeerde toeristische attracties, exploitanten van gecertificeerde toeristische logiezen, verenigingen voor toerisme voor allen, toerismecentra voor iedereen en begunstigden van toeristische voorzieningen.

De in lid 2 bedoelde subsidie wordt volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden en modaliteiten toegekend.

## TITEL 2. — *Toeristische instellingen*

### HOOFDSTUK 1. — *Subsidie voor de werking van de provinciale federaties voor toerisme*

#### *Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.9. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering aan de provinciale federaties voor toerisme om de werkings- en animatiekosten te dekken die verbonden zijn aan de uitvoering van hun taken.

§ 2. Bij ontstentenis van een gecertificeerde provinciale federatie op het grondgebied van een provincie wordt de in paragraaf 1 bedoelde subsidie :

- volledig toegekend aan het huis voor toerisme, dat alle taken bedoeld in artikel D.III.3, § 1 uitvoert op het grondgebied van de provincie;
- toegekend aan de huizen voor toerisme die de in artikel D.III.3, § 1, bedoelde taken uitvoeren, overeenkomstig de verdeelmodaliteiten die zijn vastgesteld in de in artikel D.III.3, § 2, bedoelde partnerschapsovereenkomsten.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.10. De Regering stelt de modaliteiten vast voor de toekenning van de in artikel D.IV.9. bedoelde subsidies

*Afdeling 3. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.11. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.9 bedoelde subsidies.

*Afdeling 4. — Procedures voor het uitbetalen van subsidies en de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.12. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidie.

*HOOFDSTUK 2. — Subsidies en oproepen tot het indienen van projecten voor de werking en de animatie van de "maisons du tourisme"**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.13. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie aan de gecertificeerde "maisons du tourisme" om de werkings- en animatiekosten te dekken die verbonden zijn aan de uitvoering van hun taken. De Regering kan een aanvullende subsidie verlenen voor specifieke opdrachten die zij aan een "maison du tourisme" toevertrouwt.

Zij kan ook een subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

Art. D.IV.14. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.13.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.15. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel D.IV.13 bedoelde subsidies.

*Afdeling 3. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.16. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.13 bedoelde subsidies.

*Afdeling 4. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep*

Art. D.IV.17. De Regering stelt de voorwaarden voor de in artikel D.IV.13, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig artikel D.IV.2. vast

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.18. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidie.

*HOOFDSTUK 3. — Subsidies en oproepen tot het indienen van projecten voor de werking en de animatie van de "maisons du tourisme"**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.19. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering gecertificeerde "maisons du tourisme" een subsidie toekennen voor aankopen en werken, alsmede voor meubilair, met het oog op de verbetering van de kwaliteit van de infrastructuur van de "maisons du tourisme".

Zij kan ook een subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

Art. D.IV.20. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.19.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.21. § 1. De toekenning van de in artikel D.IV.19 bedoelde subsidies wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden:

- 1° het "maison du tourisme" is houder van een certificering;
- 2° de projecten voor werken en de aankoop van benodigdheden worden door de Regering goedgekeurd;
- 3° het betrokken meubilair bestemd is voor het administratief of promotioneel beheer van toeristische activiteiten waarvan de categorie door de Regering wordt bepaald;
- 4° de werken zijn uitgevoerd en de leveringen zijn aangekocht binnen de termijnen die zijn vastgelegd in het besluit tot toekenning van de subsidie;
- 5° de dienstverleners en leveranciers die door de begunstigde worden gekozen om de gesubsidieerde investeringen uit te voeren, worden geselecteerd na een transparante, niet-discriminerende en onvoorwaardelijke openbare aanbestedingsprocedure.

§ 2. Gesubsidieerde infrastructuren zijn gratis toegankelijk voor het publiek en mogen niet commercieel worden geëxploiteerd zolang de voorwaarden voor het toekennen en behouden van de subsidie van kracht blijven.

De Regering kan de uitrustingen en accessoires specificeren die door hun aard niet gesubsidieerd kunnen worden.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.22. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de berekening van de artikel D.IV. 19, eerste lid, bedoelde subsidie.

Zij kan ook de in artikel D.IV.19, tweede lid, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.23. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de wijze van berekening van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.19.



*Afdeling 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep*

Art. D.IV.24. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.22, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 6. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.25. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.19 bedoelde subsidie vast

*HOOFDSTUK 4. — Subsidies en projectoproepen voor infrastructuur en uitrusting van de "offices du tourisme"**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.26. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering gecertificeerde "offices du tourisme" een subsidie toekennen ter dekking van de kosten van infrastructuur en uitrusting die verband houden met de uitvoering van hun taken, teneinde de kwaliteit van de onthaal- en informatiebalies te verbeteren.

Zij kan ook een subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

Art. D.IV.27. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.26.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.28. § 1. De toekenning van de in artikel D.IV.26 bedoelde subsidies wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden:

- 1° de "office du tourisme" is houder van een certificering;
- 2° de projecten voor werken en de aankoop van benodigdheden worden door de Regering goedgekeurd;
- 3° het betrokken meubilair bestemd is voor het administratief of promotioneel beheer van toeristische activiteiten die zijn opgenomen in de door de Regering opgestelde lijst;
- 4° de werken zijn uitgevoerd en de leveringen zijn aangekocht binnen de termijnen die zijn vastgelegd in het besluit tot toekenning van de subsidie;
- 5° de dienstverleners en leveranciers die door de begunstigde worden gekozen om de gesubsidieerde investeringen uit te voeren, worden geselecteerd na een transparante, niet-discriminerende en onvoorwaardelijke openbare aanbestedingsprocedure.

§ 2. Gesubsidieerde infrastructuren zijn gratis toegankelijk voor het publiek en mogen niet commercieel worden geëxploiteerd zolang de voorwaarden voor het toekennen en behouden van de subsidie van kracht blijven.

De Regering kan de uitrustingen en accessoires specificeren die door hun aard niet gesubsidieerd kunnen worden.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.29. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.26. bedoelde subsidies.

*Afdeling 4. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.30. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.26 bedoelde subsidies.

*Afdeling 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep*

Art. D.IV.31. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.26, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 6. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.32. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidie.

*HOOFDSTUK 5. — Subsidies en projectoproepen voor de promotie van het toerisme en "maisons du tourisme" en "offices du tourisme"**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.33. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering gecertificeerde "maisons du tourisme" en "offices du tourisme" een subsidie toekennen voor het uitvoeren van acties of campagnes voor de promotie van het toerisme binnen hun respectievelijk ambtsgebied.

De subsidie slaat op :

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrucken van dragers voor toeristische promotiecampagnes;
- 2° het gebruik van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. D.IV.34. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.33.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.35. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.33 toekennen als:

- 1° de aanvrager een gecertificeerd "maison du tourisme" of "office du tourisme" is;
- 2° de acties voor de promotie van het toerisme in het algemeen beleid kaderen dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de acties voor de promotie van het toerisme in overeenstemming zijn met die van "Tourisme Wallonie" en "VISITWallonia";
- 4° de acties voor de promotie van het toerisme grotendeels gevoerd worden in een geografisch ambtsgebied dat het gebied van de aanvrager overschrijdt;

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.36. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.33. bedoelde subsidie.

Zij kan ook de subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.37. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de wijze van berekening van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.33.

*Afdeling 5. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.38. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.36, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 6. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.39. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidies.

*HOOFDSTUK 6. — Subsidies voor "maisons du tourisme" en "offices du tourisme" voor de promotie van vaste wandelroutes en vaste reisproducten*

Art. D.IV.40. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie verlenen aan gecertificeerde "maisons du tourisme" en "offices du tourisme" voor:

- 1° het ontwerpen, vervaardigen en drukken van kaarten en beschrijvingen van wandelingen met betrekking tot vaste wandelroutes en toegelaten baste reisproducten volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;
- 2° de auteursrechten en vertaalkosten die nodig zijn voor de uitvoering van de acties bedoeld onder 1°.

De aanvrager mag geen kaarten en beschrijvingen van wandelingen verkopen tegen een prijs die hoger is dan de prijs die door de Regering is vastgesteld en in overeenstemming met de voorwaarden die zij bepaalt.

Art. D.IV.41. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning en de vereffening van de in artikel D.IV.40 bedoelde subsidie.

Art. D.IV.42. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en modaliteiten voor de berekening van de in artikel D.IV.40 bedoelde subsidie.

*HOOFDSTUK 7. — Subsidies voor toeristische instellingen per projectoproepen om de professionalisering van de sector te bevorderen**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.43. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven voor diensten in verband met de uitvoering van professionaliseringsacties.

De in lid 1 bedoelde professionaliseringacties omvatten met name :

- 1° sensibiliserings- en promotie-acties, opleidingen, uitwisselingen van praktijken, studies en specifieke certificeringen in het kader van professionalisering;
- 2° studies of analyses.

Art. D.IV.44. § 1. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.43.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.45. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.43 toekennen als:

- 1° de professionaliseringacties in het algemeen beleid kaderen dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 2° de professionaliseringsacties in het kader van opdrachten van de toeristische instellingen passen.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.46. De Regering kan ook de in artikel D.IV.43, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.47. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.43, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.48. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure vast voor de uitbetaling van de in artikel D.IV.43. bedoelde subsidies.

*HOOFDSTUK 8. — Subsidies per projectoproepen aan de toeristische instellingen om de territoriale omgeving te dynamiseren en te stimuleren**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.49. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenbeide komen in de uitgaven betreffende de verwezenlijking van acties ter dynamisering en stimulering van de omgeving van gecertificeerde toeristische instellingen.

Dit omvat exclusieve of gezamenlijke initiatieven en partnerschappen om de ontwikkeling van de troeven van het gebied te ondersteunen en de marketing van producten aan te moedigen, waaronder :

- 1° de coördinatie van evenementen voor de lokale dynamisering;
- 2° het ontwikkelen van netwerken tussen toeristische instellingen en lokale actoren.

Art. D.IV.50. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.49.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.51. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.49 toekennen als:

- 1° de aanvrager een gecertificeerde toeristische instelling is;
- 2° de initiatieven en partnerschappen in het algemeen beleid kaderen, dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de initiatieven en partnerschappen deel uitmaken van de taken die door of krachtens dit Wetboek aan toeristische instellingen worden toegewezen.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.52. De Regering kan ook de in artikel D.IV.49 bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.53. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.49, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.54. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.49 bedoelde subsidie vast

**TITEL 3. — Toeristische bezienswaardigheden****HOOFDSTUK 1. — Toelagen voor de ontwikkeling van een toeristische bezienswaardigheid***Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.55. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen voor de uitrusting, de aanleg of de verbetering van een gecertificeerde toeristische bezienswaardigheid, evenals voor het ereloon in verband met die werken en voor de delen van de toeristische bezienswaardigheid die voor het publiek toegankelijk zijn.

Art. D.IV.56. De Regering specificeert de uitgaven voor werken, leveringen en diensten die gesubsidieerd kunnen worden in het kader van artikel D.IV.55.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.57. De Regering bepaalt de voorwaarden voor de toekenning van de in artikel D.IV.55. bedoelde subsidie.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.58. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.55. bedoelde subsidie.

Zij kan ook de in artikel D.IV.55 bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.59. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de wijze van berekening van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.7, § 2.

*Afdeling 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep*

Art. D.IV.60. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.58, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 6. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.61. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.55 bedoelde subsidie vast

**HOOFDSTUK 2. — Subsidies per projectoproep voor de professionalisering van de sector***Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.62. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven voor diensten in verband met de uitvoering van professionaliseringsacties voor gecertificeerde toeristische bezienswaardigheden.

De professionaliseringsacties bedoeld in het eerste lid omvatten:

- 1° sensibiliserings- en promotie-acties, opleidingen, uitwisselingen van praktijken, studies en specifieke certificeringen in het kader van professionalisering;
- 2° studies of analyses.

Art. D.IV.63. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.62.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.64. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.62 toekennen als:

- 1° de toeristische bezienswaardigheid gecertificeerd is op het moment dat de subsidie wettelijk wordt vastgelegd;
- 2° de professionaliseringsacties in het algemeen beleid kaderen dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.65. De Regering kan ook de in artikel D.IV.62, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.66. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.62, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.67. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.62 bedoelde subsidie vast

*HOOFDSTUK 3. — Subsidies per projectoproep voor de professionalisering van de sector**Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.68. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven betreffende de verwezenlijking van acties voor de promotie van gecertificeerde toeristische bezienswaardigheden of toeristische trekpleisters.

In de zin van deze bepaling wordt een toeristische trekpleister gedefinieerd als een plaats van toeristisch belang die een vergroting van haar aantrekkelijkheid rechtvaardigt, maar die geen toeristische bezienswaardigheid vormt.

De subsidie slaat op :

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrucken van dragers ter verspreiding van de campagne;
- 2° het uitdenken, de verwezenlijking of de reorganisatie van een internetsite volgens de modaliteiten omschreven door de Regering.

Art. D.IV.69. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.68.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.70. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.68 toekennen als:

- 1° de aanvrager de uitbater is van één of meerdere gecertificeerde toeristische bezienswaardigheid of een toeristische trekpleister;
- 2° de actie voor toeristische promotie in het algemeen beleid kadert dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de actie voor toeristische promotie aansluit bij de acties van "Tourisme Wallonie", "VISITWallonia" en het "maison du tourisme" in wiens ambtsgebied de bezienswaardigheid of de trekpleister zich bevindt;
- 4° de actie voor toeristische promotie grotendeels gevoerd wordt in een geografisch ambtsgebied dat het gebied overschrijdt van het "maison du tourisme" in het ambtsgebied waarvan de bezienswaardigheid of de trekpleister gevestigd is.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.71. De Regering kan ook de in artikel D.IV.68, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.72. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.68, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.73. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.68.

**TITEL 4. — Toeristische uitrustingen***HOOFDSTUK 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.74. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering subsidie verlenen voor aankopen en bouwwerken, verbeteringen, uitbreidingen en uitrustingen die bedoeld zijn om de toeristische aantrekkingskracht van een gebied te vergroten en die geen betrekking hebben op een toeristische bezienswaardigheid.

Art. D.IV.75. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd op grond van artikel D.IV.74.

*HOOFDSTUK 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.76. De toekenning van de in artikel D.IV.74 bedoelde subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden :

- 1° de aanvrager is een ondergeschikte instantie of een vereniging zonder winstoogmerk die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel D.IV.77;
- 2° de projecten voor werken, leveringen en diensten worden door de Regering goedgekeurd binnen de termijn en op de wijze die zij bepaalt.

De werken en leveringen worden uitgevoerd binnen de door de Regering gestelde termijnen.

Gesubsidieerde infrastructures zijn gratis toegankelijk voor het publiek en mogen op geen enkele wijze commercieel worden gebruikt zolang de voorwaarden voor toekenning en gebruik van de subsidie van kracht zijn, tenzij door de Regering een vrijstelling wordt verleend in overeenstemming met de Europese regelgeving inzake staatssteun.

De dienstverleners en leveranciers die door de begunstigde worden gekozen om de gesubsidieerde investeringen uit te voeren, worden geselecteerd na een transparante, niet-discriminerende en onvoorwaardelijke openbare aanbestedingsprocedure.

Art. D.IV.77. De vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in artikel D.IV.76 :

- 1° levert het bewijs van ten minste twee jaar toeristische activiteiten waarvan het merendeel wordt uitgevoerd in een geografisch ambtsgebied dat verder reikt dan de gemeente waarin de aanvrager is gevestigd;
- 2° beschikt over voldoende financiële of menselijke capaciteit om de gesubsidieerde projecten tot een goed einde te brengen.

De voorwaarden bedoeld in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

**HOOFDSTUK 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie**

Art. D.IV.78. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.74. bedoelde subsidies. Zij kan ook de in artikel D.IV.74 bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van deze Titel.

**HOOFDSTUK 4. — Subsidiepercentage en -bedrag**

Art. D.IV.79. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.74 bedoelde subsidies.

**HOOFDSTUK 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep**

Art. D.IV.80. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.78 bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

**HOOFDSTUK 6. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan**

Art. D.IV.81. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.74 bedoelde subsidie vast

**TITEL 5. — Toeristische logiezen****HOOFDSTUK 1. — Algemene subsidies****Afdeling 1. — Doel van de subsidie**

Art. D.IV.82. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie verlenen voor:

- 1° de aankoop van materiaal, werken en honoraria voor deze werken, bestemd voor de bouw, de inrichting en de uitrusting van toeristische hotels, voor de ruimte die uitsluitend bestemd is voor toeristische klanten of bestemd voor de inrichting en de uitrusting van gemeubileerde vakantiewoningen in gebouwen die ten minste tien jaar bestaan;
- 2° de aankoop van roerende goederen, renovatie- of inrichtingswerken en de honoraria voor deze werken, voor de ruimte die uitsluitend aan toeristische klanten wordt toegewezen. Deze investeringen zijn bedoeld voor de uitbating of moderniseren van gastenhuisen in gebouwen die al minstens tien jaar bestaan, met het oog op de inrichting en uitrusting ervan;
- 3° de werken voor de inrichting en uitrusting van toeristische kampeerterrinen, evenals voor het ereloon in verband ermee voor de aankoop van materiaal dat nodig is voor de uitvoering van werken voor de inrichting, uitbreiding en modernisering van toeristische kampeerterrinen;
- 4° de werken voor de aanleg en de uitrusting van vakantie dorpen, evenals voor het ereloon in verband ermee, en voor de aankoop van de materialen die nodig zijn voor de uitvoering van de werken bestemd voor de oprichting of de modernisering van de vakantie dorpen;
- 5° Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen voor de aankoop van materiaal, de werken en het ereloon dat daarop betrekking heeft, bestemd voor de bouw, de inrichting, de vergroting en de uitrusting van jeugdherbergen.

Art. D.IV.83. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.82.

**Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie**

Art. D.IV.84. Voor de subsidies bedoeld in artikel D.IV.82 moet de exploitant houder zijn van de certificering bedoeld in artikel D.III.27. Bovendien beschikt hij over een bedrijfsnummer bij de Kruispuntbank der Ondernemingen

**Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie**

Art. D.IV.85. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.84. bedoelde subsidies.

Zij kan ook de in artikel D.IV.84 bedoelde subsidies toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

**Afdeling 4. — Percentage, bedrag en frequentie van de subsidie**

Art. D.IV.86. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.82 bedoelde subsidies.

**Afdeling 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep**

Art. D.IV.87. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.85, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

**Afdeling 6. — Uitbetalingsprocedures**

Art. D.IV.88. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure vast voor de uitbetaling van de in artikel D.IV.82. bedoelde subsidies

**HOOFDSTUK 2. — Kampplaatsen****Afdeling 1. — Doel van de subsidie**

Art. D.IV.89. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie toekennen voor de aankoop van uitrustingen of van materialen en voor de werken om de gebouwen of gebouwgedeelten in overeenstemming te brengen met de basisnormen of specifieke normen inzake brandveiligheid en hygiëne voor de kampplaatsen.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent de Regering een subsidie aan de in artikel D.III.66 bedoelde erkende instelling.

Art. D.IV.90. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.89.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.91. De toekenning van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.89, § 1, is onderworpen aan de voorwaarde dat de aanvrager houder is van het label "kampplaats" en aan de eventueel door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Voor de subsidies bedoeld in artikel D.IV.89, § 2, moet de instelling beschikken over de in artikel D.III.69. bedoelde erkenning.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.92. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.89. bedoelde subsidies.

Zij kan ook de in artikel D.IV.89, § 1, bedoelde subsidies toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 5 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Percentage, bedrag en frequentie van de subsidie*

Art. D.IV.93. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.89 bedoelde subsidies.

*Afdeling 5. — Bijzondere modaliteiten voor de subsidiëring per projectoproep*

Art. D.IV.94. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.92, lid 2, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 6. — Uitbetalingsprocedures*

Art. D.IV.95. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure vast voor de uitbetaling van de in artikel D.IV.89. bedoelde subsidies

**HOOFDSTUK 3. — Subsidies per projectoproep voor de professionalisering van de sector***Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.96. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven voor diensten in verband met de uitvoering van professionaliseringsacties voor gecertificeerde toeristische logiezen.

De in lid 1 bedoelde professionaliseringsacties omvatten met name :

- 1° sensibiliserings- en promotie-acties, opleidingen, uitwisselingen van praktijken, studies en specifieke certificeringen in het kader van professionalisering;
- 2° studies of analyses.

Art. D.IV.97. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.96.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.98. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.96 toekennen als:

- 1° het toeristische logies gecertificeerd is of, voor gelabelde kampplaatsen;
- 2° de professionaliseringsacties in het algemeen beleid kaderen dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.99. De Regering kan ook de in artikel D.IV.96, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.100. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.96, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.101. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.96 bedoelde subsidie vast

**TITEL 6. — Subsidies inzake toerisme voor allen****HOOFDSTUK 1. — Algemene subsidies***Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.102. Om het toerisme voor allen te bevorderen en te ontwikkelen, kan de Regering, binnen de perken van de begrotingskredieten, tussenkomen in de uitgaven gedaan door de overeenkomstig artikel D.III.47 gecertificeerde toerismeverenigingen voor allen of door de overeenkomstig artikel D.III.48. gecertificeerde toerismecentra voor allen.

De subsidie kan betrekking hebben op uitgaven aangaande:

- 1° de aankopen en bouwwerken, ontwikkeling, renovatie, modernisering of uitbreiding van onroerende goederen bestemd en toegewezen voor de ontwikkeling van toerismecentra voor allen;
- 2° de bewegwijzering voor het toerismecentrum voor allen;
- 3° het meubilair voor het toerismecentrum voor allen bestemd voor toeristen.

Het ereloon met betrekking tot de werken bedoeld in het tweede lid kan gesubsidieerd worden.

Art. D.IV.103. De Regering specificeert de categorieën uitgaven die op grond van artikel D.IV.102. gesubsidieerd kunnen worden.

*Afdeling 2. — Voorwaarden voor de toekenning van de subsidies*

Art. D.IV.104. De Regering kan de in artikel D.IV.102 bedoelde subsidies toekennen aan de toerismeverenigingen voor allen die volgende voorwaarden vervullen:

- 1° het toeristische logies waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, voldoet aan de door de Regering vastgestelde normen;

- 2° de vereniging verdedigt een project dat kadert in het algemeen beleid dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de gesubsidieerde acties zijn in overeenstemming met de doelstellingen en acties ontwikkeld in het kader van het vierjarenplan;
- 4° per kalenderjaar besteedt de verhouding in verhouding tot het aantal overnachtingen minstens 51 % van de werkelijke bezetting van het betrokken toeristische logies aan het onderbrengen van aangesloten leden;
- 5° de vergoeding voor de aan haar leden verleende diensten bedraagt niet meer dan enerzijds driekwart van de gemiddelde prijs die voor een vergelijkbare dienst in een toeristenhotel in rekening wordt gebracht en anderzijds driekwart van de prijs die in het desbetreffende toeristische logies aan niet-leden in rekening wordt gebracht;

Art. D.IV.105. De Regering kan de in artikel D.IV.102 bedoelde subsidies toekennen aan de toerismecentra voor allen die niet aangesloten zijn bij een toerismevereniging en die de volgende voorwaarden vervullen:

- 1° het centrum voldoet aan de door de Regering bepaalde normen;
- 2° het centrum verdedigt een project dat kadert in het algemeen beleid dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de gesubsidieerde acties zijn in overeenstemming met de doelstellingen en acties ontwikkeld in het kader van het vierjarenplan;
- 4° het centrum besteedt per kalenderjaar ten minste eenenvijftig procent van zijn effectieve bezetting, gemeten naar het aantal overnachtingen, aan dienstverleningen waarvoor de vergoeding niet meer bedraagt dan drie vierde van de gemiddelde prijs die voor een vergelijkbare dienst wordt aangerekend.

Een toerismecentrum voor allen komt niet in aanmerking voor subsidie als toeristisch logies.

#### *Afdeling 3. — Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.106. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de wijze van berekening van de subsidie bedoeld in artikel D.IV.102.

#### *Afdeling 4. — Procedures voor toekenning en uitbetaling van de subsidies*

Art. D.IV.107. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning en de uitbetaling van de in artikel D.IV. 102. bedoelde subsidie.

Art. D.IV.108. Naast de algemene boekhouding moet de vereniging die de subsidie ontvangt een aparte boekhouding bijhouden, inclusief een winst- en verliesrekening en een jaarbalans voor elk van de toerisme centra voor allen.

### *HOOFDSTUK 2. — Subsidies per projectoproep voor de professionalisering van de sector*

#### *Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.109. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven voor diensten in verband met de uitvoering van professionaliseringsacties voor overeenkomstig artikel D.III.47 gecertificeerde toerismeverenigingen voor allen of overeenkomstig artikel D.III.48 gecertificeerde toerismecentra voor allen.

De professionaliseringsacties bedoeld in het eerste lid omvatten:

- 1° sensibilisering, opleiding, uitwisseling van praktijken, studies, promotie en certificering;
- 2° studies of analyses.

Art. D.IV.110. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.109.

#### *Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.111. De Regering kan een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.109 verlenen onder de voorwaarden van de artikelen D.IV.104 en D.IV.105.

#### *Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.112. De Regering kan ook de in artikel D.IV.62, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

#### *Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.113. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.109, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

#### *Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.114. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.109 bedoelde subsidie vast

### *HOOFDSTUK 3. — Subsidies per projectoproep voor de professionalisering van de sector*

#### *Afdeling 1. — Doel van de subsidie*

Art. D.IV.115. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering tussenkomen in de uitgaven voor diensten in verband met de uitvoering van professionaliseringsacties voor overeenkomstig artikel D.III.47 gecertificeerde toerismeverenigingen voor allen of overeenkomstig artikel D.III.48 gecertificeerde toerismecentra voor allen.

De in lid 1 bedoelde professionaliseringsacties omvatten met name:

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrucken van dragers ter verspreiding van de campagne;
- 2° het uitdenken, de verwezenlijking of de reorganisatie van een internetsite volgens de modaliteiten omschreven door de Regering.

Art. D.IV.116. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.115.

*Afdeling 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie*

Art. D.IV.117. De Regering kan een subsidie als bedoeld in artikel D.IV.115 verlenen onder de voorwaarden van de artikelen D.IV.104 en D.IV.105.

*Afdeling 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.118. De Regering kan ook de in artikel D.IV.115, bedoelde subsidie toekennen na een projectoproep uitgeschreven overeenkomstig afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 4. — Inhoud van de projectoproepen*

Art. D.IV.119. De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.115, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

*Afdeling 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.120. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.115 bedoelde subsidie vast

**TITEL 7. — Ontwikkeling van vaste wandelroutes en vaste reisproducten****HOOFDSTUK 1. — Doel van de subsidie**

Art. D.IV.121. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering een subsidie verlenen voor:

- 1° het ontwerp, leveren en plaatsen van markeringen die voldoen aan de door de Regering vastgelegde normen voor toegelaten vaste wandelroutes en toegelaten vaste reisproducten;
- 2° de leveringen, werken en diensten met betrekking tot de apparatuur van het toegelaten vaste reisproduct.

Art. D.IV.122. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd op grond van artikel D.IV.121.

**HOOFDSTUK 2. — Toekenningsvoorwaarden voor de subsidie**

Art. D.IV.123. De toekenning van de in artikel D.IV. 121 bedoelde subsidie wordt ondergeschikt gemaakt aan volgende voorwaarden:

- 1° de vaste wandelroutes en de vaste reisproducten zijn toegestaan op het moment van de wettelijke vastlegging van de subsidie;
- 2° de gesubsidieerde inrichtingen zijn gratis toegankelijk voor het publiek, tenzij een afwijking wordt toegestaan door de Regering in overeenstemming met de Europese regelgeving inzake staatssteun, en mogen niet commercieel worden geëxploiteerd, zelfs niet op een later tijdstip;
- 3° de dienstverleners en leveranciers die door de begunstigde worden gekozen om de gesubsidieerde investeringen uit te voeren, worden geselecteerd na een transparante, niet-discriminerende en onvoorwaardelijke openbare aanbestedingsprocedure.

**HOOFDSTUK 3. — Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie**

Art. D.IV.124. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.121. bedoelde subsidies.

**HOOFDSTUK 4. — Subsidiepercentage en -bedrag**

Art. D.IV.125. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.121 bedoelde subsidies.

**HOOFDSTUK 5. — Procedures voor de uitbetaling van de subsidies en voor de controle op het gebruik ervan**

Art. D.IV.126. De Regering stelt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de in artikel D.IV.121 bedoelde subsidie vast

**TITEL 8. — Subsidies en projectoproepen voor verenigingen zonder winstoogmerk voor toeristische evenementen****HOOFDSTUK 1. — Doel van subsidies voor de promotie van toeristische evenementen en subsidies door middel van een projectoproep voor de organisatie van toeristische evenementen***Afdeling 1. — Doel van de subsidie voor de promotie van toeristische evenementen*

Art. D.IV.127. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering verenigingen zonder winstoogmerk, met uitzondering van gecertificeerde toeristische instellingen, subsidie verlenen voor het uitvoeren van acties of campagnes voor de promotie van toeristische evenementen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde subsidie.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde subsidie slaat op:

- 1° het uitdenken, de verwezenlijking en het afdrukken van drager van de acties en campagnes voor de promotie van toeristische evenementen;
- 2° het gebruik van de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. D.IV.127. De Regering specificeert de uitgaven die kunnen worden gesubsidieerd in het kader van artikel D.IV.127.

*Afdeling 2. — Doel van de subsidie per projectoproep voor de organisatie van evenementen*

Art. D.IV.129. § 1. De Regering kan oproepen tot het indienen van projecten uitschrijven om subsidies te verlenen aan verenigingen zonder winstoogmerk, met uitzondering van gecertificeerde toeristische instellingen, voor de organisatie van evenementen waarvan ze de impact op de aantrekkelijkheid van de regio als toeristische bestemming bepaalt.

§ 2. De Regering specificeert de uitgaven die het voorwerp kunnen uitmaken van een subsidie als bedoeld in paragraaf 1.

Onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden in deze afdeling zijn de bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing op subsidies die na een projectoproep worden toegekend.



HOOFDSTUK 2. — *Toekeningsvoorwaarden voor de subsidie**Afdeling 1.* — Subsidies voor de bevordering van het toerisme

Art. D.IV.130. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.127 toekennen als:

- 1° de aanvrager een vereniging zonder winst oogmerk is die één of meerdere toeristische evenementen organiseert die openstaan voor het publiek;
- 2° de acties voor de promotie van toeristische evenementen in het algemeen beleid kaderen dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de acties voor de promotie van het toerisme in overeenstemming zijn met die van "Tourisme Wallonie" en "VISITWallonia";
- 4° de acties voor de promotie van toeristische evenementen grotendeels gevoerd worden in een geografisch ambtsgebied dat het ambtsgebied van het evenement overschrijdt;
- 5° de acties voor de promotie van toeristische evenementen geen betrekking op sportevenementen of evenementen met een louter lokaal karakter.

*Afdeling 2.* — Subsidies per projectoproep voor de organisatie van evenementen

Art. D.IV.131. De Regering kan een subsidie bedoeld in artikel D.IV.129 toekennen als:

- 1° de aanvrager een vereniging zonder winst oogmerk is die één of meerdere toeristische evenementen organiseert die openstaan voor het publiek;
- 2° het evenement in het algemeen beleid kadert dat door het Waalse Gewest inzake toerisme gevoerd wordt;
- 3° de invloed van het evenement in een geografisch ambtsgebied worden ingezet, dat het ambtsgebied van het evenement overschrijdt;
- 4° de acties voor de promotie van toeristische evenementen grotendeels gevoerd worden in een geografisch ambtsgebied dat het ambtsgebied van het evenement overschrijdt;
- 5° de evenementen niet uitsluitend van lokale aard zijn en geen sportevenement vormen.

HOOFDSTUK 3. — *Toekenningsmodaliteiten voor de subsidie*

Art. D.IV.132. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in artikel D.IV.127. bedoelde subsidies.

De Regering kent de subsidie bedoeld in artikel D.IV.129 toe op basis van een projectoproep, volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

HOOFDSTUK 4. — *Subsidiepercentage en -bedrag*

Art. D.IV.133. De Regering bepaalt het percentage, het bedrag en modaliteiten voor de berekening van de in artikel D.IV.127 bedoelde subsidie.

De Regering stelt de modaliteiten voor de in artikel D.IV.131, bedoelde projectoproepen overeenkomstig de artikelen D.IV.2. en D.IV.3 vast.

HOOFDSTUK 5. — *Procedures voor het uitbetalen van subsidies en de controle op het gebruik ervan*

Art. D.IV.134. De Regering bepaalt de modaliteiten en de procedure betreffende de uitbetaling van de subsidies.

**TITEL 9. — Garanties**

Art. D.IV.135. § 1. Voor subsidies waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld, wordt de zekerheid, afzonderlijk of gezamenlijk, gevormd door:

- 1° een onafhankelijke bankgarantie op eerste verzoek, die moet worden gesteld door een kredietinstelling die erkend is door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten of door een autoriteit van een lidstaat van de Europese Unie die bevoegd is om toezicht te houden op kredietinstellingen;
- 2° een wettelijke hypotheek op de in België gelegen goederen die toebehoren aan de begunstigde van de schenking en waarop een hypotheek kan worden gevestigd met, behoudens vrijstelling van de Regering, een inschrijving in eerste rang;
- 3° elke andere vorm van zekerheid bepaald door de Regering.

De in lid 1 bedoelde zekerheden worden gesteld ten gunste van het Gewest.

De wettelijke hypotheek wordt op verzoek van de Regering geregistreerd op het goed dat door de begunstigde van de subsidie is aangegeven. De inschrijving vindt plaats ondanks bezwaar, betwisting of beroep.

De inschrijvingskosten van de wettelijke hypotheek dienen door de subsidiegerechtigde te worden overgenomen.

Er kan geen zekerheid worden geëist om een subsidie te garanderen die is toegekend aan een ondergeschikte autoriteit.

§ 2. In de beslissing tot toekenning van de subsidie:

- 1° vermeldt de Regering of haar afgevaardigde de gekozen zekerheid(ed);
- 2° bepaalt de Regering of haar afgevaardigde het gegarandeerde bedrag.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde zekerheid of zekerheden wordt, respectievelijk worden, gesteld of, in het geval van een hypotheek, geregistreerd voordat de subsidie in gedeelten of in haar geheel wordt betaald.

§ 4. De Regering kan de voorwaarden en modaliteiten vaststellen waaraan de zekerheden moeten voldoen en, indien van toepassing, standaardzekerheidsvoorwaarden.

Zij bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor het vrijgeven van zekerheden wanneer de begunstigde van de subsidie heeft voldaan aan de verplichtingen die krachtens dit decreet op hem rusten door het verlenen van de subsidie, alsmede de procedure in geval van niet-nakoming van deze verplichtingen.

## Boek 5. Overtredingen en straffen

Art. D.V.1. Het doel van dit boek is het regelen van de opsporing, registratie, vervolging en bestraffing van de overtredingen waarnaar wordt verwezen in artikel D.V.7.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met uitzondering hoofdstuk VII van Boek I, op de overtredingen waarnaar in of krachtens dit boek wordt verwezen.

**TITEL 1. — Actoren in het kader van de beteugeling inzake toerisme****HOOFDSTUK 1. — Vaststellende beambten**

Art. D.V.2. § 1. Onverminderd de taken van de politieambtenaren wijst de Regering de vaststellende beambten aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van de bij of krachtens dit Boek gestelde regels en met het opsporen en vaststellen van overtredingen van die regels.

§ 2. De vaststellende beambten zijn statutaire of contractuele personeelsleden van "Tourisme Wallonie" van niveau A of B, met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie of officier van de gerechtelijke politie.

§ 3. De vaststellende beambten genieten burgerlijke en politieke rechten en mogen niet veroordeeld zijn tot een strafrechtelijke of correctionele straf.

"Tourisme Wallonie" kan om overlegging van een uittreksel uit het strafregister van model 1 verzoeken met het oog op de verificatie van de in lid 1 bedoelde voorwaarde.

§ 4. De bevoegdheden van gerechtelijke politie kunnen slechts uitgeoefend worden door de vaststellende beambte die de eed heeft afgelegd. De vaststellende beambte legt de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van zijn administratieve standplaats.

De hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg voor wie de vaststellende beambte de eed heeft afgelegd, stuurt een kopie van het aanwijzingsdocument en de eed naar alle griffiers van de rechtbanken van eerste aanleg van het Gewest.

§ 5. De vaststellende beambten oefenen hun bevoegdheden uit onder voorwaarden die hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen.

§ 6. De Regering organiseert de opleiding van de vaststellende beambten.

**HOOFDSTUK 2. — Sanctionerende ambtenaren**

Art. D.V.3. § 1. De Regering wijst een of meerdere sanctionerende ambtenaren aan onder de personeelsleden van niveau A van "Tourisme Wallonie", die bevoegd zijn om de in artikel D.V.7 bedoelde overtredingen te vervolgen en te bestraffen.

§ 2. De Regering bepaalt aan welke kwalificatie-eisen de sanctionerend ambtenaar moet voldoen en welke salarisschaal van toepassing is.

§ 3. De functie van sanctionerend ambtenaar is onverenigbaar met die van vaststellende beambte.

§ 4. De sanctionerend ambtenaar geniet burgerlijke en politieke rechten en mag niet veroordeeld zijn tot een strafrechtelijke of correctionele straf.

"Tourisme Wallonie" kan om overlegging van een uittreksel uit het strafregister van model 1 verzoeken met het oog op de verificatie van de in lid 1 bedoelde voorwaarde.

§ 5. De sanctionerend ambtenaar leed de eed af voor de rechtbank van eerste aanleg van zijn administratieve standplaats.

§ 6. De sanctionerend ambtenaar voert zijn taken uit onder voorwaarden die zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid garanderen.

§ 7. De Regering organiseert de opleiding van de sanctionerende ambtenaren.

**TITEL 2. — Opsporing en vaststelling van de overtredingen****HOOFDSTUK 1. — Onderzoeksmiddelen**

Art. D.V.4. § 1. Bij de uitvoering van zijn taken als bedoeld in artikel D.V.2, § 1, kan de vaststellende beambte:

- 1° de hulp van de federale politie, lokale politie of andere gewestelijke diensten vragen.
- 2° vrijelijk, op elk moment van de dag of nacht, elke plaats betreden, zelfs afgesloten en overdekt, met inbegrip van niet-bezette kamers, als toeristische logiezen, wanneer hij ernstige redenen heeft om aan te nemen dat er een inbreuk is op dit Boek, zonder voorafgaande waarschuwing; wanneer de onderzoeksmaatregel het karakter van een huisbezoek heeft, mogen de vaststellende beambten de ruimten betreden met voorafgaande toestemming van de onderzoeksrechter of op voorwaarde dat zij de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming hebben van de exploitant of beheerder en van de persoon die de ruimten in kwestie daadwerkelijk gebruikt op het moment van het bezoek;
- 3° alle onderzoeken, controles en onderzoeken uitvoeren en alle informatie verzamelen die nodig wordt geacht om ervoor te zorgen dat de bepalingen van dit Boek worden nageleefd, en:
  - a) elke persoon horen over elke aangelegenheid waarvan de kennis nuttig is voor de uitoefening van het toezicht;
  - b) alle documenten, bewijsstukken of akten die nuttig zijn voor de uitoefening van zijn taken, zonder dat hij zijn kantoor hoeft te verlaten, laten overleggen of opzoeken, er een kopie van laten maken in welke vorm dan ook, of het tegen ontvangstbewijs gratis meenemen;
  - c) de identiteit van elke persoon controleren;
- 4° waarnemingen doen met fotografische, digitale of audiovisuele middelen, of dergelijke middelen gebruiken die van derden afkomstig zijn, op voorwaarde dat deze personen ze op rechtmatige wijze hebben verkregen;
- 5° de nodige administratieve gegevens, zoals wettelijk voorgeschreven documenten in het bezit van de houder van de certificering, de vergunning of het label, raadplegen en er kosteloos een kopie van nemen;
- 6° alle voorzorgsmaatregelen nemen die nodig zijn om bewijsmateriaal te bewaren, zoals het verbieden van de verplaatsing van voorwerpen of het verzegelen van goederen die gebruikt kunnen zijn om een misdrijf te plegen;
- 7° administratieve politie maatregelen nemen om voorwerpen die een overtreding in de zin van dit Boek kunnen vormen, uit het verkeer te kunnen halen, en dit, ook via een administratieve inbeslagneming;

Overeenkomstig het eerste lid, 6° en 7°, bepaalt de Regering de modaliteiten van verzegeling of administratieve inbeslagneming.

Voor de toepassing van dit artikel kan de vaststellende beambte worden bijgestaan door technische deskundigen. De waarnemingen en informatie vastgesteld door de deskundige in het kader van zijn opdrachten kunnen worden gebruikt door de vaststellende beambte. De deskundige handelt op een loyale en correcte wijze, overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen alsook de bijhorende omzendbrieven en instructies.

De vaststellende beambte kan de bevindingen en verzamelde informatie meedelen aan andere vaststellende beambten van "Tourisme Wallonie" en aan elke beambte of ambtenaar die verantwoordelijk is voor het toezicht op de naleving van andere wetgeving, als deze informatie betrekking heeft op de wetgeving die deze beambte of ambtenaar moet controleren.

§ 2. Voor de uitoefening van de in paragraaf 1 bedoelde taken is de vaststellende beambte in het bezit van een legitimatiebewijs. De Regering bepaalt welke informatie wordt opgenomen en wat de gebruiksmodaliteiten van dit legitimatiebewijs zijn.

#### HOOFDSTUK 2. — *Vaststelling van de overtredingen*

Art. D.V.5. § 1. In geval van overtreding bedoeld in artikel D.V.7 stelt de vaststellende beambte een proces-verbaal op dat geldt tot bewijs van het tegendeel. Het proces-verbaal vermeldt de identiteit van de beambte en zijn hoedanigheid van vaststellende beambte, de bepaling(en) van dit Wetboek waarop de overtreding gebaseerd is en het feit van de overtreding.

De Regering bepaalt de vorm en het model van het proces-verbaal bepalen.

§ 2. De vaststellende beambte stuurt een gewaarmerkt afschrift van het proces-verbaal binnen tien dagen na de sluiting ervan naar de overtreder. Als dit niet het geval is, wordt het proces-verbaal als louter informatief beschouwd.

§ 3. In het geval van een overtreding van de derde categorie zoals bedoeld in artikel D.V.7, § 3, wordt het origineel van dit proces-verbaal en het bewijs dat het naar de overtreder is gestuurd, naar de sanctionerend ambtenaar gestuurd.

§ 4. In het geval van een overtreding van de derde categorie zoals bedoeld in artikel D.V.7, §§ 1 en 2, wordt het origineel van dit proces-verbaal en het bewijs dat het naar de overtreder is gestuurd, naar de territoriaal bevoegde Procureur des Konings gestuurd. De procureur des Konings wordt verondersteld het proces-verbaal te hebben ontvangen op de derde werkdag na de in het proces-verbaal vermelde datum van verzending.

De beambte stuurt binnen dezelfde termijn ook een kopie van dit proces-verbaal naar de bevoegde sanctionerend ambtenaar.

§ 5. Er wordt een kopie gestuurd naar de burgemeester van de gemeente waar de overtreding is begaan en, indien van toepassing, ook naar de eigenaar van het goed, indien bekend.

Art. D.V.6. In het geval van een overtreding van de eerste of tweede categorie als bedoeld in artikel D.V.7, §§ 1 en 2, heeft de Procureur des Konings een termijn van drie maanden vanaf de vermoedelijke ontvangst van het proces-verbaal om de sanctionerend ambtenaar te informeren dat er een onderzoek is ingesteld of dat hij van mening is dat de zaak moet worden gesloten.

Vóór de vervaldatum van de in het eerste lid bedoelde termijn mag geen administratieve sanctie opgelegd worden, tenzij de Procureur des Konings vooraf heeft laten weten dat hij geen gevolg zou geven aan de vastgestelde feiten. Na afloop van die termijn kunnen de in het proces-verbaal vermelde feiten slechts administratief gestraft worden.

#### TITEL 3. — *Vervolging van de overtredingen*

##### HOOFDSTUK 1. — *Overtredingen*

Art. D.V.7. § 1. Pleegt een overtreding van de eerste categorie:

- 1° eenieder die gebruik maakt van de naam "Tourisme Wallonie" als bedoeld in artikel D.II.1 of "VISITWallonia" als bedoeld in artikel D.II.7, of, zonder gecertificeerd te zijn, van de naam "fédération provinciale du tourisme", "maison du tourisme", "office du tourisme", als bedoeld in artikel D.III.1, of van een andere term, vertaling of spelling die verwarring kan veroorzaken;
- 2° eenieder die een toeristisch logies als bedoeld in artikel D.III.21 uitbaat zonder registratie of die een bewijs van registratie toont dat hij niet heeft;
- 3° eenieder die een toeristisch logies of een kampplaats of exploiteert zonder geldig brandveiligheidscertificaat of vereenvoudigd keuringscertificaat;
- 4° eenieder die gebruik maakt van het schild van een indeling of etikettering voorzien in dit Wetboek, die hem niet werd uitgereikt door "Tourisme Wallonie", of van een ander schild of teken dat verwarring kan stichten;
- 5° eenieder die zonder toestemming een vaste wandelroute markeert of gebruik maakt van tekens die niet in overeenstemming zijn met de in artikel D.III.92 bedoelde markeringen, of die zonder toestemming een vaste wandelroute of een reisproduct onderhoudt of gebruik maakt van tekens die niet in overeenstemming zijn met de in artikel D.III.93 bedoelde markeringen;
- 6° eenieder die een baken van een vaste wandelroute of een infrastructuur van een vast reisproduct vernietigt, beschadigt of verwijdert, of die nalaat de wandelroute, met inbegrip van de erfdienstbaarheid bedoeld in artikel D.III.93, of het reisproduct te onderhouden;
- 7° eenieder die het werk van de vaststellende belemmert of die zich niet voegt naar een bevel of een dwangmaatregel opgelegd krachtens artikel D.V.4;
- 8° eenieder die het werk van de sanctionerende ambtenaren belemmert;
- 9° eenieder die zich verzet tegen de sancties of bijkomende maatregelen die door de rechter zijn bevolen op grond van de artikelen D.V.9 en D.V.10, deze tegenwerkt, belemmert, niet naleeft of niet uitvoert;
- 10° eenieder die zich verzet, belemmert, hindert, verzuimt de sancties of bijkomende maatregelen opgelegd door de sanctionerend ambtenaar krachtens de artikelen D.V.14 en D.V.15 na te leven of uit te voeren, behalve in het geval van een beroep krachtens artikel D.V.18;
- 11° eenieder die een controle ter plaatse of een documentencontrole belemmert.

§ 2. Pleegt een overtreding van de tweede categorie:

- 1° eenieder die weigert of nalaat zich te conformeren, na schriftelijk te zijn aangemaand door de gemachtigden van "Tourisme Wallonie", naar aanleiding van een wijziging die van invloed kan zijn op de voorwaarden voor toekenning van de certificering die hem werd uitgereikt;
- 2° eenieder die een wijziging verbergt die een invloed kan hebben op de voorwaarden van certificering, vergunning, labeling of indeling;
- 3° eenieder die de aanduiding "toeristische bezienswaardigheid" bedoeld in artikel D.III.12 gebruikt zonder een gecertificeerde toeristische bezienswaardigheid te zijn;
- 4° eenieder die de naam "op de hoeve" gebruikt als bedoeld in artikel D.III.22 zonder landbouwer te zijn of een verwant tot de derde graad die een toeristisch logies uitbaat;

5° eenieder die een beschermde naam zoals bedoeld in artikel D.III.27 gebruikt zonder een gecertificeerd toeristisch logies te zijn;

§ 3. Pleegt een overtreding van de derde categorie:

1° eenieder die, na een schriftelijke waarschuwing van de door "Tourisme Wallonie" gemachtigde beampten, nalaat het in dit Wetboek voorziene indelingsschild aan te brengen;

2° eenieder die de door "Tourisme wallonie" gevraagde inlichtingen niet verstrekt, zoals bepaald bij of krachtens artikel D.III.16., § 1, 5°, en artikel D.III.106.

Art. D.V.8. De overtredingen waarnaar wordt verwezen in artikel D.V.7 worden verondersteld te zijn begaan door de exploitant, als natuurlijke of rechtspersoon, van de toeristische bezienswaardigheid of het toeristische logies, door de houder van de certificering van de toeristische instelling, door de beheerder van de toeristische voorziening en door de houder van de vergunning voor de toeristische route of het reisproduct. Deze kan dit vermoeden weerleggen door met elk wettig middel te bewijzen dat hij niet de dader van de overtreding was; in dit geval is hij verplicht de identiteit van de verantwoordelijke persoon mee te delen, tenzij hij overmacht kan bewijzen.

Wanneer de persoon die verantwoordelijk is voor het beheer van de toeristische bezienswaardigheid of het toeristische logies een rechtspersoon is die het voorwerp is van liquidatie, gerechtelijke reorganisatie of faillissement en die wordt gecontroleerd door een rechtspersoon in de zin van artikel 1:14 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen of die een consortium vormt in de zin van artikel 1:19 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, zijn de moedermaatschappij of de vennootschappen die het consortium vormen in plaats van de in gebreke blijvende exploitant aansprakelijk voor strafrechtelijke boetes, restitutiemaatregelen, administratieve boetes en bijkomende maatregelen.

## HOOFDSTUK 2. — *Strafrechtelijke vervolging van overtredingen*

### *Afdeling 1. — Overtredingen en straffen*

Art. D.V.9. Degene die een overtreding van de eerste categorie begaat als bedoeld in artikel D.V.7, § 1, kan worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand of met een geldboete van 75 euro tot 7.500 euro.

Degene die een overtreding van de tweede categorie begaat als bedoeld in artikel D.V.7, § 2, kan worden gestraft met een gevangenisstraf van één dag tot zeven dagen of met een geldboete van 37,5 euro tot 3.750 euro.

### *Afdeling 2. — Door de rechter uitgesproken bijkomende maatregelen*

Art. D.V.10. Naast de straffen genoemd in artikel D.V.9 kan de rechter van ambtswege of op verzoek van het openbaar ministerie of de Directeur-generaal voor Toerisme de volgende bijkomende maatregelen bevelen op kosten van de overtreder:

1° het herstel in de oorspronkelijke staat;

2° de beëindiging van de onwettige handeling;

3° de uitvoering van maatregelen die erop gericht zijn de veroorzaakte hinder en de gevolgen daarvan te beperken;

4° de uitvoering van de maatregelen die erop gericht zijn de situatie op een voorlopige manier op te lossen vóór het herstel;

5° de gehele of gedeeltelijke stopzetting van de activiteit voor een bepaalde duur van maximaal vijf jaar;

6° de schorsing of de intrekking van de certificering, indeling, vergunning of labeling voor een bepaalde periode die niet langer mag zijn dan vijf jaar, of het verbod om een dergelijke vergunning aan te vragen voor een bepaalde periode die niet langer mag zijn dan vijf jaar;

7° de sluiting van het logies of de voorziening voor een bepaalde periode van maximaal vijf jaar

Om de aard en de omvang van de teruggavemaatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de rechter eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen. In zijn beslissing stelt de rechter de termijn vast waarbinnen de teruggavemaatregelen door de overtreder moeten zijn voltooid.

De rechter kan bevelen dat het veroordelingsvonnis op de kosten van de veroordeelde bekendgemaakt wordt volgens de modaliteiten die hij bepaalt.

De griffier van de rechtbank stelt "Tourisme Wallonie" in kennis van afschriften van verzoeken of dagvaardingen voor de feitenrechter, zowel in eerste aanleg als in beroep, betreffende overtredingen bedoeld in dit Hoofdstuk. De griffier van de betrokken rechtbank brengt "Tourisme Wallonie" op de hoogte van de vonnissen en arresten op hetzelfde moment dat ze worden meegedeeld aan de veroordeelde persoon.

## HOOFDSTUK 3. — *Administratieve vervolging van de overtredingen*

### *Afdeling 1. — Bevoegdheden van de sanctionerend ambtenaar*

Art. D.V.11. In het geval bedoeld in artikel D.V.6, lid 1of in het geval van overtredingen van de derde categorie bedoeld in artikel D.V.7 die niet strafrechtelijk kunnen worden vervolgd, beslist de sanctionerend ambtenaar, nadat hij de overtreder in de gelegenheid heeft gesteld zijn verweermiddelen te presenteren, of hij een administratieve procedure moet starten.

Art. D.V.12. De sanctionerend ambtenaar kan:

1° iedere persoon vragen stellen over alle informatie waarvan de kennis nuttig kan zijn;

2° zich ter plaatse alle nuttige inlichtingen, documenten, stukken of bewijsstuk laten overleggen er een fotokopie of een ander afschrift van maken, of tegen ontvangbewijs meenemen;

3° de vaststellende beampten om aanvullende werken verzoeken;

4° een beroep doen op een technisch deskundige;

5° zich ter plaatse begeven;

6° de feiten opnieuw kwalificeren.

Art. D.V.13. Voordat een beslissing wordt genomen, stuurt de sanctionerend ambtenaar de overtreder een gewaarmerkt afschrift van :

1° de feiten waarop de procedure is gebaseerd;

2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;

3° de administratieve sancties en de eventuele teruggavemaatregelen die voor de vastgestelde feiten worden opgelegd;

- 4° het feit dat de overtreder binnen dertig dagen na de datum van ontvangst van de aangetekende brief zijn verweer per gewone brief kan voeren en dat hij het recht heeft aan de sanctionerend ambtenaar te vragen dat zijn verweer mondeling door de overtreder of de daartoe gemachtigde persoon wordt gevoerd, tenzij het bedrag van de administratieve geldboete 125 euro niet overschrijdt;
- 5° een afschrift van het proces-verbaal van vaststelling bedoeld in artikel D.V.5.

De Regering bepaalt de procedurele modaliteiten voor de mondelinge verdediging van de veroordeelde voor de sanctionerend ambtenaar, met inbegrip van de kopieerkosten die ten laste van de overtreder vallen.

#### *Afdeling 2. — Administratieve sancties en bijkomende maatregelen*

Art. D.V.14. Bij het verstrijken van de in artikel D.V.13, 4°, bedoelde termijn, of vóór het verstrijken daarvan, kan de sanctionerend ambtenaar, indien de overtreder de feiten niet betwist of zijn verdediging niet wenst te voeren, of, in voorkomend geval, na het mondeling verweer van de overtreder of de daartoe gemachtigde persoon, een administratieve sanctie opleggen die evenredig is met de ernst van de feiten waarop zij is gebaseerd:

- 1° ofwel een boete van 400 euro tot 40.000 euro voor de overtredingen van de eerste categorie, bedoeld in artikel D.V.7, § 1;
- 2° ofwel een boete van 200 euro tot 20.000 euro voor de overtredingen van de tweede categorie, bedoeld in artikel D.V.7, § 2;
- 3° ofwel een boete van 100 euro tot 10.000 euro voor de overtredingen van de derde categorie, bedoeld in artikel D.V.7, § 3.

De Regering kan de bedragen van de geldboeten, vermeld in het eerste lid, aanpassen zonder een vierde van de vermelde bedragen te overschrijden.

Art. D.V.15. § 1. Bij het opleggen van een administratieve sanctie kan de sanctionerend ambtenaar:

- 1° de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering van het geheel of een deel van de in artikel D.V.14 bedoelde sancties toestaan;
- 2° in geval van verzachtende omstandigheden het bedrag van de administratieve geldboete verlagen tot onder het in artikel D.V.14 voorziene minimum.
- 3° bij gelijktijdige vaststelling van meerdere overtredingen, de bedragen van de administratieve geldboetes bij elkaar optellen, zonder het dubbele van de hoogste administratieve boete te overschrijden;
- 4° wanneer hetzelfde feit verscheidene inbreuken vormt of wanneer verschillende inbreuken die tegelijkertijd aan de sanctionerend ambtenaar worden voorgelegd, de opeenvolgende en voortdurende manifestatie van hetzelfde criminele oogmerk vormen, de hoogste administratieve boete opleggen;
- 5° bij recidive het maximumbedrag van de administratieve boete verdubbelen.

Met betrekking tot lid 1, 5°, betekent recidive de situatie waarin een persoon, eerder veroordeeld voor een strafbaar feit of onderworpen aan een administratieve sanctie voor een overtreding van dit Boek, een nieuwe overtreding begaat van het Wetboek binnen vijf jaar na de strafrechtelijke of administratieve veroordeling.

§ 2. Het in paragraaf 1, lid 1, 1°, bedoelde uitstel is ofwel voorwaardelijk indien er bijzondere voorwaarden aan verbonden zijn, ofwel eenvoudig indien er geen bijzondere voorwaarden aan verbonden zijn.

In alle gevallen is het uitstel van de uitvoering onderworpen aan de voorwaarde dat geen overtreding bedoeld in artikel D.V.7 wordt begaan tijdens de door de sanctionerend ambtenaar bepaalde periode.

Deze bijzondere voorwaarden houden rekening met de vastgestelde feiten en de aan de overtreder eigen situatie en zijn gericht op het voorkomen van recidive en op de begeleiding van de omkadering. De uitvoering van de bijzondere voorwaarden wordt gecontroleerd door de sanctionerend ambtenaar.

Het uitstel wordt door de sanctionerend ambtenaar van rechtswege herroepen in geval van nieuwe overtreding begaan gedurende de proeftijd en die de toepassing meebrengt van een in kracht van gewijsde gegane strafrechtelijke of administratieve geldgeldboete.

Het uitstel kan door de sanctionerend ambtenaar worden herroepen als de persoon tegen wie de maatregel is genomen, niet aan de bijzondere voorwaarden voldoet. In dat geval wordt de procedure ingeleid binnen drie maanden na de datum waarop is vastgesteld dat niet aan deze voorwaarden is voldaan.

Voordat een beslissing tot herroeping wordt genomen, stelt de sanctionerend ambtenaar de overtreder per aangetekende post op de hoogte van:

- 1° de feiten op grond waarvan de herroepingsprocedure is ingeleid en de mogelijkheid om het uitstel te herroepen;
- 2° het feit dat hij zijn verdediging per gewone brief kan indienen binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van kennisgeving van de aangetekende zending, en dat hij het recht heeft aan de sanctionerend ambtenaar te vragen zijn verdediging mondeling toe te lichten;
- 3° het feit dat de overtreder zich kan laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze;
- 4° het feit dat de overtreder het recht heeft om zijn dossier in te kijken.

De sanctionerend ambtenaar bepaalt, in voorkomend geval, de dag en het uur waarop de overtreder erom verzocht wordt zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen. Bij het verstrijken van de termijn van dertig dagen, of, in voorkomend geval, na het mondeling verweer van de overtreder of de daartoe gemachtigde persoon, beslist de sanctionerend ambtenaar over de herroeping van het herstel. Wanneer hij het uitstel niet herroept, kan de sanctionerend ambtenaar nieuwe voorwaarden verbinden met het probatie-uitstel.

De sanctionerend ambtenaar stelt de overtreder binnen drie maanden na het begin van de procedure tot herroeping van het uitstel per aangetekende post op de hoogte van de procedure tot herroeping van het uitstel.

Tegen de beslissing tot herroeping en de beslissing tot vaststelling van nieuwe voorwaarden voor het probatie-uitstel kan door de overtreder binnen dertig dagen, op straffe van verval, beroep worden aangetekend, te rekenen vanaf de ontvangst van de beslissing.

Dit beroep schorst de uitvoering van de beslissing.

Het beroep wordt d.m.v. een verzoekschrift bij de politierechtbank ingediend. Een afschrift van het verzoek wordt door de aanvrager op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de sanctionerend ambtenaar die de procedure voor de herroeping van het uitstel heeft ingeleid.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de overtreder, de omstreden beslissing, de redenen voor het aanvechten van deze beslissing.

De beslissingen van de politierechtbank zijn niet vatbaar voor beroep.

Art. D.V.16. § 1. De sanctionerend ambtenaar kan ook een van de bijkomende maatregelen opleggen die in artikel D.V.10 worden genoemd.

§ 2. De sanctionerend ambtenaar kan een dwangsom opleggen voor elke dag dat de opgelegde sancties niet worden nageleefd.

De sanctionerend ambtenaar kan de dwangsom vaststellen op een totaalbedrag of op een bedrag per tijdseenheid of per overtreding.

De dwangsom kan niet worden opgelegd voordat de beslissing van de sanctionerend ambtenaar definitief wordt.

De boete wordt onverwijld gestort op de rekening van "Tourisme Wallonie" waarnaar wordt verwezen in de beslissing van de sanctionerend ambtenaar.

De sanctionerend ambtenaar die de dwangsom heeft opgelegd, kan op verzoek van de schuldenaar de dwangsom intrekken, voor een door de sanctionerend ambtenaar te bepalen periode opschorten of de dwangsom verlagen als het voor de overtreder blijvend, tijdelijk of gedeeltelijk onmogelijk is om aan de opgelegde maatregelen te voldoen.

De op een vast bedrag per tijdseenheid vastgestelde dwangsom vervalt vanaf het overlijden van de overtreder, maar de dwangsommen die vóór het overlijden zijn opgelegd, blijven verschuldigd.

§ 3. De sanctionerend ambtenaar kan bij wijze van bijkomende sanctie de bekendmaking van zijn beslissing op kosten van de overtreder en volgens de door hem vastgestelde modaliteiten bevelen.

§ 4. Om de aard en de omvang van de bijkomende maatregel die hij voornemens is uit te spreken, te bepalen, kan de sanctionerend ambtenaar eerst de door hem daartoe aangewezen derden horen.

In zijn beslissing stelt de sanctionerend ambtenaar de termijn vast waarbinnen de bijkomende maatregelen door de overtreder moeten zijn voltooid.

#### *Afdeling 3. — Beslissing van de sanctionerend ambtenaar*

Art. D.V.17. § 1. De sanctionerend ambtenaar brengt de overtreder per aangetekende brief op de hoogte van zijn beslissing die een bevel inhoudt om de boete te betalen en eventuele bijkomende maatregelen uit te voeren.

De kennisgeving van de beslissing door de sanctionerend ambtenaar maakt een einde aan de strafvordering. Met de betaling van de boete vervalt de rechtsvordering van de administratie.

De sanctionerend ambtenaar brengt deze beslissing onder de aandacht van de burgemeester van de betrokken gemeente als dit gerechtvaardigd is in het kader van de bevoegdheid van de gemeente.

§ 2. De beslissing van de sanctionerend ambtenaar is uitvoerbaar na het verstrijken van een periode van dertig dagen vanaf de datum van ontvangst, behalve in het geval van beroep onder artikel D.V.18.

#### *Afdeling 4. — Beroep*

Art. D.V.18. De overtreder die de beslissing van de sanctionerend ambtenaar betwist, kan op straffe van uitsluiting binnen dertig dagen na ontvangst van de beslissing beroep aantekenen bij de politierechtbank.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid bevat het verzoekschrift de identiteit en het adres van de overtreder, de omstrede beslissing en de redenen waarom de beslissing wordt aangevochten.

Een afschrift van het verzoekschrift wordt door de aanvrager op de dag van de indiening ervan toegezonden aan de sanctionerend ambtenaar die de administratieve sanctie heeft uitgesproken.

Er is geen beroep mogelijk tegen de beslissing van de politierechtbank.

#### *Afdeling 5. — Uitvoering van de beslissing*

Art. D.V.19. De administratieve geldboete die door de sanctionerend ambtenaar wordt opgelegd, wordt onmiddellijk gestort op de bankrekening van "Tourisme Wallonie".

### **TITEL 4. — Invordering**

Art. D.V.20. "Tourisme Wallonie" heeft een algemeen voorrecht op alle goederen van de betrokken persoon en kan met een wettelijke hypotheek alle goederen van de betrokken persoon bezwaren die onderworpen kunnen zijn aan het voorrecht en die zich bevinden op het grondgebied van het Franse taalgebied.

Dat voorrecht neemt rang in onmiddellijk na de voorrechten die vermeld zijn in de artikelen 19 en 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Wetboek van bepaalde voorrechten op zeeschepen en diverse bepalingen.

De rangorde van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de datum van inschrijving die is toegekend na de betekening van het betalingsbevel. De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de sanctionerend ambtenaar of van de bevoegde autoriteit die de door het vonnis opgelegde maatregelen uitvoert.

Boek 6. Invordering

### **TITEL 1. — Minnelijke invordering**

Art. D.VI.1. De bepalingen vastgesteld bij of krachtens het decreet van 15 december 2011 houdende de organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid, hierna het "WBFin-decreet van 15 december 2011" genoemd, zijn van toepassing op de invordering van verschuldigde bedragen in hoofdsom of als accessoire bij de invordering van niet-fiscale schulden, zoals nalatigheidsinteressen, tenzij dit Wetboek anders bepaalt.

Art. D.VI.2. § 1. Onverminderd Titel VI van Boek II van het WBFin-decreet van 15 december 2011 kan de Regering specifieke modaliteiten bepalen voor de aanmanings- en ingebrekestellingsprocedure die aan de schuldenaar wordt gezonden.

§ 2. Onverminderd de artikelen 53 en 55, tweede lid, van het WBFin-decreet en als de vastgestelde rechten van niet-fiscale aard, medegedeeld aan de ontvanger en waarvan kennis gegeven wordt aan de schuldenaars, door laatstgenoemden betwist worden, schort de ontvanger de inning ervan op en licht de betrokken ordonnateurs over in die, na onderzoek, ze geheel of gedeeltelijk kunnen opheffen of ze kunnen bevestigen in de volgende gevallen:

- 1° bij overmacht of in geval van een toevallige gebeurtenis;
- 2° in geval van correctie van een vastgesteld recht of een te corrigeren administratieve fout;
- 3° wanneer alle kosten van invordering, met inbegrip van de kosten van administratieve procedures, niet voldoende zouden worden gecompenseerd door de invordering van rechten;

- 4° wanneer, op basis van bewijsstukken, de oorspronkelijke schuldenaar of de oorspronkelijke begunstigde, in het geval van een derde, ernstige financiële moeilijkheden of moeilijkheden aantoon, die bijdragen tot de gehele of gedeeltelijke oninbaarheid van de schuld;
- 5° wanneer, op basis van bewijsstukken, het statuut van de feitelijke vereniging of de rechtsvorm van de juridische entiteit is gewijzigd, zonder dat dit leidt tot een wijziging van het doel van de subsidie of van de voorwaarden waaronder ze wordt toegekend.

§ 3. Onverminderd de artikelen 54 en 55 van het WBFin-decreet kan de Regering specifieke voorzien in specifieke modaliteiten met betrekking tot de procedure voor het toekennen van faciliteiten en betalingstermijnen die door de ontvanger van vorderingen worden toegekend.

De Regering kan ook een minimumbedrag vaststellen dat maandelijks moet worden betaald. Zijn kan ook voorzien in een maximale betalingstermijn.

Art. D.VI.3. In geval van vrijwillige overdracht van het onroerend goed waarvoor een subsidie is toegekend, blijft de oorspronkelijke aanvrager of de oorspronkelijke begunstigde van de subsidie, indien het een derde betreft, aansprakelijk, in geval van niet-naleving van de verplichting om de voorwaarden waaronder de subsidie is toegekend en gebruikt in stand te houden, voor de terug te betalen subsidiebedragen, vermeerderd met rente, indien van toepassing, overeenkomstig de bepalingen en voorwaarden van het Wetboek.

#### TITEL 2. — *Gedwongen invordering*

Art. D.VI.4. Onverminderd artikel 55, lid 2, van het WBFin-decreet kunnen geen middelen tot tenuitvoerlegging tegen de schuldenaar of een medeschuldenaar worden genomen vóór het verstrijken van een termijn van één maand vanaf de effectieve datum van de ingebrekestelling van de schuldenaar of de medeschuldenaar die wordt vervolgd.

Onder middelen tot tenuitvoerlegging wordt verstaan de middelen tot tenuitvoerlegging bedoeld in het Deel V, titel III van het Gerechtelijk Wetboek en het vereenvoudigd derdenbeslag bedoeld in artikel 21 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen.

Een dwangbevel is niet nodig om bewarende of waarborgmaatregelen uit te voeren, zoals de inschrijving van een wettelijke hypotheek of administratief beslag.

Om het Gerechtelijk Wetboek te handhaven, ontvangt de deurwaarder een kopie van het gerechtelijk bevel.

Onverminderd Titel 3, hoofdstuk 3, afdeling 2, van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen heeft "Tourisme Wallonie" een algemeen voorrecht op alle goederen van de betrokken persoon en kan ze een wettelijke hypotheek vestigen op alle goederen van de betrokken persoon die aan het voorrecht kunnen worden onderworpen en die zich op het grondgebied van het Franse taalgebied bevinden.

Dat voorrecht neemt rang in onmiddellijk na de voorrechten die vermeld zijn in de artikelen 19 en 20 van de hypotheekwet van 16 december 1851 en in artikel 23 van Wetboek van bepaalde voorrechten op zeeschepen en diverse bepalingen. De rangorde van de wettelijke hypotheek wordt bepaald door de datum van inschrijving die is toegekend na de betekening van het betalingsbevel.

Art. D.VI.5. De schuldenaar is verantwoordelijk voor alle gerechtelijke en executiekosten.

#### TITEL 3. — *Betaling van teruggevorderde bedragen*

Art. D.VI.6. Alle teruggevorderde bedragen, met inbegrip van de achterstandsrente, worden gestort op de bankrekening van "Tourisme Wallonie" en geboekt als inkomsten in de boekhouding van "Tourisme Wallonie". "

**Art. 2.** De Regering kan in het Waals Toerismewetboek reglementaire bepalingen opnemen die bestemd zijn om de decretale bepalingen van het Waals Toerismewetboek bedoeld in artikel 1 van dit decreet uit te voeren.

Daartoe wordt onderscheid gemaakt tussen respectievelijk decretale bepalingen en reglementaire bepalingen:

- 1° in de rubrieken "Decretale bepalingen" en "Reglementaire bepalingen";
- 2° door de letter "D" en de letter "R" aan het begin van elk artikelnummer.

#### TITEL 2 — *Opheffings-, overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

##### HOOFDSTUK 1. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 3.** Het Waals Toerismewetboek, gecodificeerd bij besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010 tot codificatie van de wetgevingen betreffende het toerisme met het oog op de invoering van een Waals Toerismewetboek en laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 28 juni 2023, wordt opgeheven

**Art. 4.** Het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen wordt opgeheven.

**Art. 5.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 februari 1995 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten voor de toekenning van premies inzake caravaning wordt opgeheven.

**Art. 6.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 september 1991 betreffende de camping-caravaning wordt opgeheven.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting wordt opgeheven.

**Art. 8.** Het ministerieel besluit van 6 maart 1967 waarbij regelen worden gesteld voor het indien van de aanvragen om subsidies door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische uitrusting wordt opgeheven.

##### HOOFDSTUK 2 — *Overgangsbepalingen*

###### *Afdeling 1 — Begripsomschrijving*

**Art. 9.** In de zin van dit hoofdstuk wordt onder "vorig Wetboek", het Waals Toerismewetboek van 1 april 2010 verstaan.

###### *Afdeling 2 — Overgangsbepalingen betreffende "Tourisme Wallonie"*

**Art. 10.** De commissaris-generaal voor Toerisme en de adjunct-commissaris-generaal voor Toerisme die benoemd zijn op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, worden respectievelijk de directeur-generaal voor Toerisme en de adjunct-directeur-generaal voor Toerisme.

De adjunct-directeur-generaal in functie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet blijft geldig aangesteld in de functie tot zijn pensionering, zijn aanwijzing als mandataris overeenkomstig artikel 341/8 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende Waalse ambtenarencode, of enige andere omstandigheid waardoor de functie definitief vrijkomt.

**Art. 11.** § 1. De Regering bepaalt de roerende en onroerende goederen van het Gewest die zonder vergoeding en van rechtswege aan het "Tourisme Wallonie" overgedragen worden.

"Tourisme Wallonie" erft de rechten en plichten betreffende de goederen die haar worden overgedragen krachtens het eerste lid.

Alleen het Gewest is gebonden door de verbintenissen waarvan de betaling voor de overdracht van eigendom opeisbaar was wat betreft de goederen bedoeld in het eerste lid.

Voor elk overgedragen goed bezorgt de Regering "Tourisme Wallonie" de akten en stukken, met inbegrip van de uittreksels uit de kadastrale leggers en het kadastraal plan, waarin de rechten, lasten en plichten betreffende het goed vermeld staan.

In geval van geschil over het overgedragen goed kan "Tourisme Wallonie" het Gewest in het geding roepen en kan het Gewest in het geding tussenkomen.

§ 2. "Tourisme Wallonie" erft de rechten en plichten van het Waalse Gewest in verband met de opdrachten die hem in hoofdstuk 2 toegewezen worden.

Het Gewest blijft gehouden aan de verplichtingen die voortvloeien uit de overeenkomsten die het voor de inwerkingtreding van dit Boek gesloten heeft.

De Regering bezorgt "Tourisme Wallonie" de akten en stukken die melding maken van de rechten en plichten die ze krachtens deze paragraaf erft.

In geval van geschil kan "Tourisme Wallonie" het Waalse Gewest in het geding roepen en kan het Gewest in het geding tussenkomen.

#### *Afdeling 3 — Overgangsbepalingen met betrekking tot toeristische bezienswaardigheden en voorzieningen*

**Art. 12.** Toeristische bezienswaardigheden die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een vergunning hebben gekregen in de zin het vorige wetboek, worden geacht gecertificeerd te zijn voor de resterende duur van hun vergunning.

**Art. 13.** De verenigingen zonder winstoogmerk die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een erkenning genieten in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit van 14 februari 1967, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1969, tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische voorziening, worden geacht erkend te zijn in de zin van dit decreet tot de datum van indiening van een aanvraag voor een subsidie voor toeristische voorzieningen bij of krachtens dit decreet.

**Art. 14.** Subsidieaanvragen waarvoor op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een juridische verbintenis is aangegaan, worden behandeld volgens de regels die gelden op de datum van de juridische verbintenis.

Subsidieaanvragen die onvolledig zijn of waarvoor geen juridische verbintenis bestaat op de dag dat dit decreet van kracht wordt, zijn nietig. Een nieuwe aanvraag wordt ingediend volgens de procedure bedoeld in Boek 4 van dit decreet.

De periode waarvoor het onroerend goed dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet werd gesubsidieerd, in gebruik blijft, blijft van toepassing volgens de voorwaarden van het vorige Wetboek.

Voor subsidieaanvragen die vóór 1 januari 2017 zijn ingediend en betrekking hebben op toeristische bezienswaardigheden of voorzieningen, wordt een termijn van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet vastgesteld voor de voltooiing van de investeringen waarvoor de subsidieaanvraag wordt ingediend. Na afloop van die termijn wordt de subsidieaanvraag gesloten en wordt de begrotingsvastlegging beëindigd.

**Art. 15.** In geval van terugvordering van de subsidies bedoeld in het Koninklijk Besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische voorziening, beslist na de inwerkingtreding van dit Wetboek, wordt de subsidie terugbetaald naar rato van de resterende te lopen jaren.

#### *Afdeling 4 — Overgangsbepalingen betreffende de toeristische instellingen*

**Art. 16.** Lopende programmacontracten blijven geldig tot hun vervaldatum.

**Art. 17.** De "fédérations provinciales du tourisme" en de "maisons du tourisme" die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een erkenning genieten in de zin van het vorige Wetboek, worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet automatisch beschouwd als gecertificeerd in de zin van dit decreet.

De "maisons du tourisme" die zijn afgeweken van het minimumaantal gemeenten bepaald in artikel 34.D, § 1, 3<sup>o</sup>, van het vorige wetboek, kunnen na de inwerkingtreding van het Wetboek blijven genieten van het afwijkingsstelsel.

**Art. 18.** § 1. De "syndicats d'initiative" en "offices du tourisme" hebben vanaf de inwerkingtreding van dit decreet een jaar de tijd om hun aanvraag voor certificering als "office du tourisme" in de zin van dit decreet in te dienen.

Door deze aanvraag binnen de termijn in te dienen, worden de rechten die verbonden zijn aan het nieuwe certificeringsschema als "office du tourisme" toegekend voor de duur van de certificeringsprocedure.

In afwijking van het eerste lid en, in het geval dat er meerdere "offices du tourisme" of "syndicats d'initiative" bestaan op het grondgebied van dezelfde gemeente, beschikken deze laatste over een termijn van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet om, onder de auspiciën van de "maisons du tourisme" op het grondgebied van de gemeente, hun activiteiten te coördineren met het oog op de verwezenlijking van de doelstelling van één enkele "office du tourisme" op het grondgebied van deze gemeente, onder voorbehoud van de afwijking bedoeld in artikel D.III.7., § 3.

§ 2. De "offices du tourisme" of "syndicats d'initiative" die niet gecertificeerd zijn overeenkomstig paragraaf 1, behouden het voordeel van de subsidies die hen werden toegekend in toepassing van het vorige Wetboek en het koninklijk besluit van 14 februari 1967 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, door de Staat verleend voor de ontwikkeling van de toeristische voorziening.



**Art. 19.** De bepalingen met betrekking tot de subsidie voor de "maisons du tourisme" in de artikelen D.IV.13 en volgende treden in werking op 1 januari van het jaar volgend op de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 20.** De "syndicats d'initiative" en "offices du tourisme" die een certificering als "office du tourisme" hebben aangevraagd in het jaar waarin dit decreet van kracht wordt, kunnen een subsidie aanvragen in het kader van Titel 2 van Boek 4 van dit decreet.

**Art. 21.** § 1. Toeristische informatiecentra en toeristenbureaus die de subsidie voor de aankoop van meubilair en uitrusting ter bevordering van de in artikel 605 BWR van het vorige Wetboek bedoelde toeristische activiteiten willen behouden, en die ook onder het huidige decreet voor toeristische doeleinden worden gebruikt, moeten als "office du tourisme" worden gecertificeerd.

De periode waarin het gesubsidieerde voorwerp in gebruik moet blijven, zoals voorgeschreven door het vorige Wetboek, loopt door onder de voorwaarden van het vorige Wetboek.

§ 2. Voor subsidieaanvragen die vóór 1 januari 2017 door toeristische instellingen zijn ingediend, wordt een termijn van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet vastgesteld voor de voltooiing van de investeringen waarvoor de subsidieaanvraag wordt ingediend. Na afloop van die termijn wordt de subsidieaanvraag gesloten en wordt de begrotingsvastlegging beëindigd.

#### *Afdeling 5 — Overgangsbepalingen betreffende de toeristische logiezen*

**Art. 22.** § 1. Alle logiezen die op de eerste dag van inwerkingtreding van dit decreet zijn aangegeven, worden geacht te zijn geregistreerd voor de resterende geldigheidsduur van het brandveiligheidscertificaat of het vereenvoudigde keuringscertificaat, mits het brandveiligheidscertificaat of het vereenvoudigde keuringscertificaat nog geldig is.

§ 2. De in het vorige lid bedoelde logiezen moeten zich binnen zes maanden na de datum van inwerkingtreding van dit decreet registreren volgens de procedure bedoeld in artikel D.III.24.

Het in het vorige lid bedoelde toeristische logies is niet langer geregistreerd als het voor het verstrijken van deze periode geen registratie aanvraagt.

**Art. 23.** Alle logiezen die onder het vorige Wetboek zijn toegelaten, worden geacht gecertificeerd te zijn tot de vervaldatum van hun vergunning, op voorwaarde dat ze geldig geregistreerd zijn.

De namen die overeenkomen met de vroegere benamingen zijn als volgt:

- 1° de voormalige benamingen hotels worden geacht gecertificeerd te zijn als "toeristische hotels";
- 2° de voormalige benamingen campings worden geacht gecertificeerd te zijn als "toeristische campings";
- 3° de voormalige benamingen gastenkamer en gastenkamer op de hoeve worden geacht gecertificeerd te zijn als "maisons d'hôtes (gastenhuisen)";
- 4° de vroegere benamingen landelijke vakantiewoningen, vakantiewoningen op de hoeve en gemeubileerde vakantiewoningen worden geacht te zijn gecertificeerd als "meublés de tourisme";
- 5° de voormalige benamingen vakantiedorpen worden geacht gecertificeerd te zijn als "vakantiedorpen";

Een periode van zes maanden vanaf de eerste dag van inwerkingtreding van dit decreet is toegestaan voor de certificering van de logiezen bedoeld in lid 2.

Bij gebrek aan een aanvraag voor certificering binnen de bovengenoemde periode van zes maanden, verliest het toeristische logies zijn certificering.

**Art. 24.** Vergunningsaanvragen in de zin van het vorige Wetboek die vóór de inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend maar niet zijn afgerond, worden als nietig beschouwd. Een nieuwe aanvraag wordt ingediend volgens de procedure bedoeld in Boek 3 van dit decreet.

**Art. 25.** Hotels behouden hun indeling totdat deze vervalt in overeenstemming met het vorige Wetboek. Logiezen met een andere naam verliezen hun indeling wanneer dit decreet van kracht wordt.

**Art. 26.** § 1. Subsidieaanvragen waarvoor op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een juridische verbintenis is aangegaan, worden behandeld volgens de regels die gelden op de datum van de juridische verbintenis.

§ 2. Subsidieaanvragen die onvolledig zijn of waarvoor geen juridische verbintenis bestaat op de dag dat dit decreet van kracht wordt, zijn nietig. Een nieuwe aanvraag wordt ingediend volgens de procedure bedoeld in Boek 4 van dit decreet.

De periode waarvoor het onroerend goed dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet werd gesubsidieerd, in gebruik blijft, blijft van toepassing volgens de voorwaarden van het vorige Wetboek.

**Art. 27.** De basisvoorwaarde voor certificering bedoeld in artikel D.III.31, § 1, 1°, b, treedt in werking vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

#### *Afdeling 6 — Overgangsbepalingen betreffende de vaste wandelroutes*

**Art. 28.** Toeristische wandelroutes die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een vergunning hebben gekregen in de zin het vorige wetboek, worden geacht gecertificeerd te zijn voor de resterende duur van hun vergunning.

**Art. 29.** § 1. Subsidieaanvragen waarvoor op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een juridische verbintenis is aangegaan, worden behandeld volgens de regels die gelden op de datum van de juridische verbintenis.

§ 2. Subsidieaanvragen die onvolledig zijn of waarvoor geen juridische verbintenis bestaat op de dag dat dit decreet van kracht wordt, zijn nietig. De aanvrager dient een nieuwe aanvraag in volgens de procedure bedoeld in Boek 4 van dit decreet.

De periode waarvoor het onroerend goed dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet werd gesubsidieerd, in gebruik blijft, blijft van toepassing volgens de voorwaarden van het vorige Wetboek.

**Art. 30.** Bestaande "sentiers de grandes randonnées (langeafstandswandelroutes)" die niet erkend zijn door de Regering op de datum van inwerkingtreding van dit decreet, moeten de vergunning bedoeld in artikel D.III.89 aanvragen binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 31.** Vóór de inwerkingtreding van dit decreet toegestane tracés worden beschouwd als wettelijke erfdiensbaarheden van openbaar nut voor de rest van de erkenningsperiode.

*Afdeling 7 — Overgangsbepalingen betreffende het toerisme voor allen*

**Art. 32.** De verenigingen voor sociaal toerisme die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een erkenning genieten in de zin van het vorige Wetboek, worden automatisch beschouwd als verenigingen voor toerisme voor allen en worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet gecertificeerd in de zin van dit decreet.

De in het vorige lid bedoelde verenigingen voor toerisme voor allen hebben drie jaar de tijd vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om certificering aan te vragen en een vierjarig actieplan in te dienen in overeenstemming met de artikelen D.III.47 en D.III.50 van het Wetboek.

De centra die aangesloten zijn bij de verenigingen voor sociaal toerisme bedoeld in het eerste lid worden op de datum van inwerkingtreding van dit decreet beschouwd als gecertificeerde toeristische centra voor allen in de zin van artikel D.III.48 van dit decreet.

**Art. 33.** § 1. Subsidieaanvragen waarvoor op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een juridische verbintenis is aangegaan, worden behandeld volgens de regels die gelden op de datum van de juridische verbintenis.

§ 2. Subsidieaanvragen die onvolledig zijn of waarvoor geen juridische verbintenis bestaat op de dag dat dit decreet van kracht wordt, zijn nietig. Een nieuwe aanvraag wordt ingediend volgens de procedure bedoeld in Boek 4 van dit decreet.

De periode waarvoor het onroerend goed dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet werd gesubsidieerd, in gebruik blijft, blijft van toepassing volgens de voorwaarden van het vorige Wetboek.

§ 3. Voor subsidieaanvragen die vóór 1 januari 2017 zijn ingediend, wordt een termijn van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet vastgesteld voor de voltooiing van de investeringen waarvoor de subsidieaanvraag wordt ingediend. Na afloop van die termijn wordt de subsidieaanvraag gesloten en wordt de begrotingsvastlegging beëindigd.

*Afdeling 8 — Overgangsbepalingen betreffende de kampplaatsen*

**Art. 34.** Het label "Kampplaats" zoals toegekend onder het vorige Wetboek, blijft geldig voor de resterende periode. Na het verstrijken van de geldigheidsduur die in het vorige Wetboek is vastgesteld, moet een nieuwe labelingsaanvraag worden ingediend volgens de procedure van Boek 3 van dit decreet.

**Art. 35.** § 1. Subsidieaanvragen waarvoor op de datum van inwerkingtreding van dit decreet een juridische verbintenis is aangegaan, worden behandeld volgens de regels die gelden op de datum van de juridische verbintenis.

§ 2. Subsidieaanvragen die onvolledig zijn of waarvoor geen juridische verbintenis bestaat op de dag dat dit decreet van kracht wordt, zijn nietig. De aanvrager dient een nieuwe aanvraag in volgens de procedure bedoeld in Boek 4 van dit decreet.

De periode waarvoor het onroerend goed dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet werd gesubsidieerd, in gebruik blijft, blijft van toepassing volgens de voorwaarden van het vorige Wetboek.

**Art. 36.** De door de Regering verleende erkenning aan de instantie die verantwoordelijk is voor de toekenning van het label "kampplaats" blijft geldig voor de resterende duur van de erkenning en ten minste tot één jaar na de inwerkingtreding van dit decreet.

*Afdeling 9 — Overgangsbepalingen betreffende de lopende aanvragen voor intrekkingen, weigeringen, afwijkingen en beroepen*

**Art. 37.** Elk dossier dat op de eerste dag van de inwerkingtreding van dit decreet is ontvangen en volledig is, wordt behandeld volgens de voorwaarden die van kracht waren op het moment dat de aanvraag werd ingediend.

De operator geniet een periode van zes maanden vanaf de datum van inwerkingtreding van dit decreet om zich te conformeren voor dossiers die onvolledig zijn op de eerste dag van inwerkingtreding van Wetboek. Bij het verstrijken van die termijn van zes maanden wordt er geen gevolg gegeven aan het dossier.

**Art. 38.** Niettegenstaande de procedures bedoeld in de afdelingen 2 tot 7, blijven procedures die lopen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet onderworpen aan de wettelijke en reglementaire bepalingen die van kracht waren op het ogenblik dat de procedure werd opgestart.

**Art. 39.** Dit decreet is alleen van toepassing op overtredingen die zijn begaan na de inwerkingtreding ervan.

*Afdeling 10 — Wijzigingsbepalingen*

**Art. 40.** § 1. In de bijlage bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling worden de volgende wijzigingen aangebracht

- 1° de woorden "COMMISSARIAAT-GENERAAL VOOR TOERISME" worden telkens vervangen door de woorden ""Tourisme Wallonie"".
- 2° de woorden ""WALLONIE Belgique TOURISME"" worden telkens vervangen door de woorden "VISITWallonia".

§ 2. Artikel 3, § 1, 6°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet wordt opgeheven.

§ 3. Artikel 3, § 1, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut wordt aangevuld met de volgende woorden:

"45° VISITWallonia".

§ 4. Iedere wettelijke, decretale of reglementaire bepaling, waarin wordt verwezen naar de in paragraaf 1 bedoelde woorden moet worden gelezen als verwijzend naar de woorden waardoor zij worden vervangen.

*Afdeling 11 — Slotbepaling*

**Art. 41.** Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 8 februari 2024.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,  
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,  
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2023-2024*  
Stukken van het Waalse Parlement 1557, (2023-2024) Nrs. 1, *1bis* tot 10.  
Volledig verslag, plenaire vergadering van 7 februari 2024.  
Bespreking.  
Stemming.

  
**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/003132]

**23 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux en fonction des chiffres de population arrêtés à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2024**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, notamment l'article 4 ;

Vu le décret du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L2212-6, tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2024 établissant par province et par commune les chiffres de population au 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La répartition des conseillers provinciaux entre les districts électoraux est fixée conformément au tableau annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur lors du prochain renouvellement intégral des conseils provinciaux.

**Art. 3.** Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2024.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON